



ÉVALUATION DU PAM



**Programme
Alimentaire
Mondial**

**SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES**

Évaluation du Plan stratégique de pays du PAM au Niger (2020-2025)

Rapport d'évaluation (Volume II – Annexes)

**OEV/2023/015
Mai 2025**

Table des matières

Annexe 1 – Résumé de Termes de Référence	1
Annexe 2 – Chronogramme de l'évaluation.....	2
Annexe 3 – Contexte détaillé	3
Annexe 4 – Matrice d'évaluation	14
Annexe 5 – Approche méthodologique.....	31
Annexe 6 – Outils de collecte de données	44
Annexe 7 – Agenda de la visite de terrain.....	57
Annexe 8 – Personnes interviewées	59
Annexe 9 – Cadre de résultats/Lignes de l'Horizon	63
Annexe 10 – Analyse de la performance du PAM	67
Annexe 11 – Carte des opérations du PAM au Niger.....	159
Annexe 12 – Constats, conclusions, recommandations.....	160
Annexe 13 – Bibliographie	161
Annexe 14 - Acronymes	173

Liste des figures

Figure 1 – Croissance du PIB et PIB par habitant au Niger de 1992-2023	3
Figure 2 – Nombre de personnes en besoin alimentaire de 2018 à 2024	5
Figure 3 – Evolution des prévalences de la malnutrition aiguë et de la malnutrition chronique au Niger.....	7
Figure 4 – Théorie du Changement	32
Figure 5 – Nombre total de bénéficiaires prévus et nombre total de bénéficiaires atteints (2019-2023)	67
Figure 6 – Nombre total de bénéficiaires prévus et nombre total de bénéficiaires atteints, basé sur le genre (2019-2023).....	67
Figure 7 – Nombre total de bénéficiaires prévus et nombre total de bénéficiaires atteints, basé sur le statut de résidence (2019-2023).....	68
Figure 8 – Nombre de bénéficiaires prévus et atteints par type de programme.....	69
Figure 9 – Proportion de bénéficiaires assistés par les programmes de résilience et de réponse aux urgences par rapport à la proportion de bénéficiaires ayant des besoins alimentaires selon le Cadre Harmonisé et les Humanitarian Report Overview	70
Figure 10 – Nombre de bénéficiaires prévus et atteints du traitement de la malnutrition aiguë modérée....	73
Figure 11 – Nombre d'enfants bénéficiaires de transferts de vivres en prévention de la malnutrition aiguë (2020-2022).....	73
Figure 12 – Nombre de bénéficiaires de l'Activité 2, par modalité de transfert.....	74

Figure 13 – Quantité de nourriture et cash prévue et atteinte distribuée dans le cadre de l'Activité 2 (Alimentation Scolaire)	74
Figure 14 – Nombre prévu et atteint de femmes bénéficiaires des transferts de vivres, dans le cadre de l'Activité 3	75
Figure 15 - Quantité de nourriture et cash prévue et atteinte distribuée dans le cadre de l'Activité 3 (Programme National de Nutrition).....	75
Figure 16 – Nombre prévu et atteint de bénéficiaires de transferts en cash et vivres de la Distribution Générale (Activité 4), 2020-2022	76
Figure 17 – Nombre prévu et atteint de bénéficiaires des interventions de prévention de la malnutrition aiguë modérée dans le cadre de l'activité 4, 2020-2022	76
Figure 18 – Quantité de nourriture et cash prévue et atteinte distribuée dans le cadre de l'Activité 4 (Appui aux moyens d'existence).....	77
Figure 19 – Performances du programme de traitement de la MAM en fonction des normes Sphere, utilisant quatre indicateurs	117
Figure 20 – Indice de consommation alimentaire des ménages (FCS) bénéficiaires de l'Activité 1	117
Figure 21 – Pourcentage de bénéficiaires ayant consommé des aliments riches en fer	118
Figure 22 – Pourcentage de bénéficiaires ayant consommé des aliments riches en protéines	118
Figure 23 – Pourcentage de bénéficiaires ayant consommé des aliments riches en Vitamine A	119
Figure 24 – Part des dépenses alimentaires (Food Expenditure Share) des hommes et des femmes, objectif et atteint, dans le cadre de l'Activité 1 (2019-2022).....	119
Figure 25 - Stratégies d'adaptations basée sur les moyens de subsistance des hommes et des femmes, dans le cadre de l'Activité 1 (2020-2023)	120
Figure 26 – Taux de scolarisation en pourcentage du nombre d'inscriptions prévu et atteint dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, par genre (2019-2023)	120
Figure 27 – Taux d'assiduité en pourcentage du nombre des élèves ayant une assiduité minimale acceptable au cours de l'année scolaire, dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, par genre	121
Figure 28 – Taux de rétention des élèves prévu et atteint, dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, par genre	121
Figure 29 – Pourcentage des ménages ayant consommé des aliments riches en fer.....	122
Figure 30 – Pourcentage des ménages ayant consommé des aliments riches en protéines.....	123
Figure 31 – Pourcentage des ménages ayant consommé des aliments riches en Vitamine A.....	123
Figure 32 – Taux d'adhérence de la population cible, objectif vs actuel, par genre	124
Figure 33 – Performances du programme de traitement de la MAM en fonction des normes Sphere, utilisant quatre indicateurs	124
Figure 34 – Indice de consommation alimentaire des ménages (FCS) bénéficiaires de l'Activité 4	125
Figure 35 – Stratégies d'adaptations basée sur les moyens de subsistance des hommes et des femmes, dans le cadre de l'Activité 4 (2020-2023)	125
Figure 36 – Indice de stratégies d'adaptations basée sur la consommation de nourriture des hommes et des femmes, dans le cadre de l'Activité 4, planifié et réel (2020-2023)	126
Figure 37 – Augmentation en pourcentage de la production d'aliments de haute qualité et à forte densité nutritionnelle, prévue et atteinte.....	126
Figure 38 – Pourcentage de la population des communautés ciblées déclarant bénéficier d'une base d'actifs de subsistance améliorée, prévu et atteint	127

Figure 39 – Pourcentage de petits exploitants ciblés vendant par l'intermédiaire de systèmes de regroupement d'agriculteurs soutenus par le PAM, prévu et atteint	127
Figure 40 – Valeur des ventes des petits exploitants par l'intermédiaire des systèmes d'agrégation soutenus par le PAM (en USD), prévue et atteinte	128
Figure 41 – Volume des ventes des petits exploitants par l'intermédiaire des systèmes d'agrégation soutenus par le PAM (en MT)	128
Figure 42 – Indice de Partenariat, par activité.....	128
Figure 43 – Pourcentage de bénéficiaires qui n'ont signalé aucun problème de sécurité, accès et respect au cours des Activités 1 et 4 du PSP	148
Figure 44 – Fonds totaux reçus par rapport aux dépenses engagées du PSP (en dollars US)	151
Figure 45 – Fonds fléchés reçus par rapport aux dépenses engagées par EDS du PSP	152
Figure 46 – Mobilisation des financements flexibles du PAM au Niger par EDS et entre réponse aux crises et paquet résilience (2019-2024)	153
Figure 47 – Ressources allouées vs dépenses par année des activités de réponse aux crises et du Paquet Résilience (en dollars US)	154
Figure 48 – Coût de mise en œuvre PSP-T (NE01) 2019, en dollar US	155
Figure 49 – Coût de mise en œuvre PSP (NE02) 2020-2022 (par bénéficiaire)	156
Figure 50 – Coûts de mise en œuvre, planifiés vs réels, pour les transferts de vivres (en USD/MT)	157
Figure 51 – Coûts de mise en œuvre, planifiés vs réels, pour les transferts en cash (en % de la valeur du transfert)	158

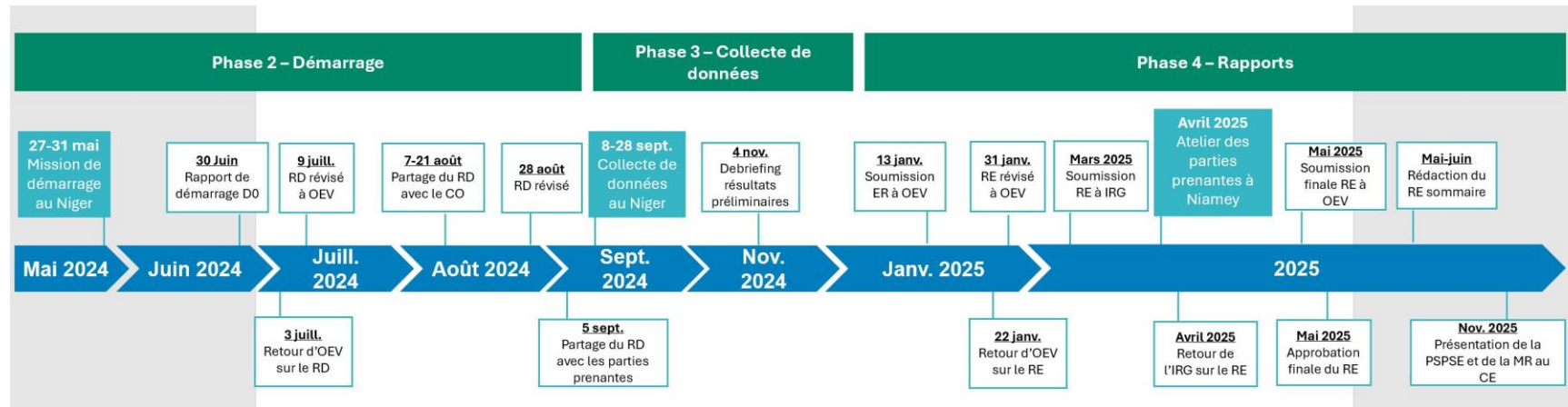
Liste des tableaux

Tableau 1 – Hypothèses de la théorie du changement.....	33
Tableau 2 – Caractéristiques de la mise en œuvre des activités par région et site visités par l'EE.....	37
Tableau 3 – Considérations éthiques, risques et garanties	40
Tableau 4 – Risques et mesures d'atténuation	42
Tableau 5 – Guide d'entretien avec les informateurs clés	46
Tableau 6 – Questions aux groupes de bénéficiaires.....	54
Tableau 7 – Agenda des visites sur le terrain	57
Tableau 8 – Lignes du PSP-T après la Révision budgétaire 1	63
Tableau 9 – Ligne de l'horizon du PSP après la Révision budgétaire 5	64
Tableau 10 – Principaux changements introduits par les révisions budgétaires du PSP-T et du PSP.....	65
Tableau 11 – PSP Output indicators (2020-2023).....	78
Tableau 12 – PSP Outcome Indicators (2020-2023).....	129
Tableau 13 – Indicateurs transversaux atteints sur le thème de la Responsabilité envers les populations affectées.....	149
Tableau 14 – Indicateurs transversaux atteints sur le thème de l'Environnement	149
Tableau 15 – Indicateurs transversaux atteints sur le thème de l'Intégration de la nutrition	150

Annexe 1 – Résumé des termes de référence

https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000158161/download/?_ga=2.263022533.830742125.1737450829-1880520392.1698140687

Annexe 2 – Chronogramme de l'évaluation



Annexe 3 – Contexte détaillé

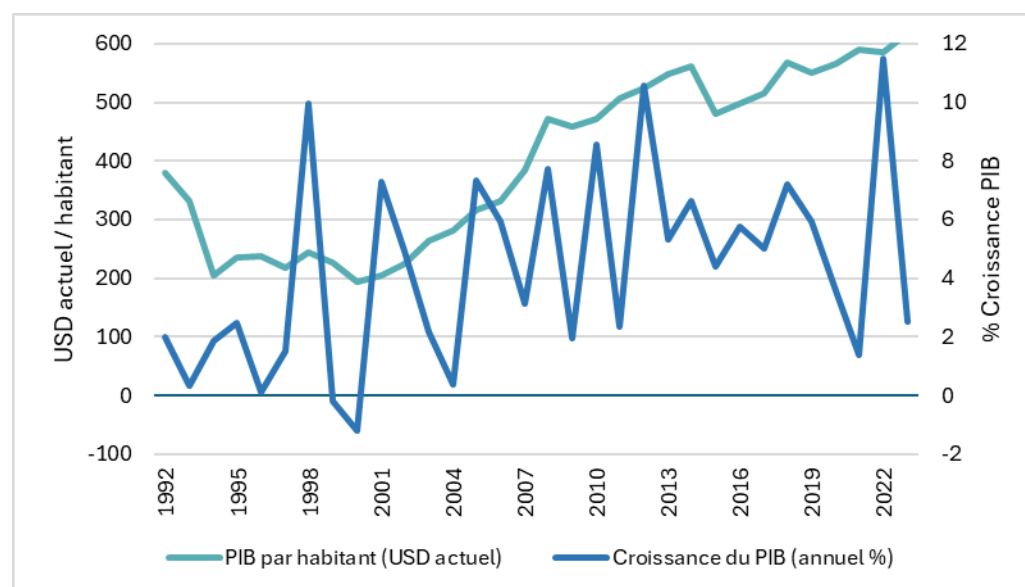
1. Le Niger est un pays sahélien enclavé à faible revenu, limitrophe du Mali et du Burkina Faso à l'ouest, de l'Algérie et de la Libye au nord, du Tchad à l'est, et du Nigéria et du Bénin au sud. Le pays est peuplé par environ 27,2 millions d'habitants¹, dont environ 49,3 pour cent de femmes². Le pays figure parmi les plus pauvres du monde, occupant la 189^e place sur 193³ selon l'indice de développement humain (IDH) en 2022.

2. Le Niger est confronté à de nombreuses vulnérabilités chroniques multifactorielles accentuées par la pauvreté, la pression démographique, la dégradation des terres, l'accès inégal aux services sociaux de base, l'insécurité alimentaire chronique et les inégalités de genre persistantes.

- Le coup d'État de juillet 2023 a débouché sur une période d'instabilité politique, qui a conduit à la suspension temporaire de l'aide financière cruciale des pays occidentaux et des organisations internationales, parallèlement à la fermeture temporaire des frontières avec les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à d'autres sanctions économiques sous-jacentes qui ont aggravé les perspectives économiques et l'accès à la nourriture des ménages nigériens. En janvier 2024, en coordination avec le Burkina Faso et le Mali, l'État nigérien s'est officiellement retiré de la CEDEAO alors que la frontière avec le Nigéria a été réouverte en février 2024. La frontière avec le Bénin semble s'ouvrir progressivement, avec un assouplissement qui facilite le transit des personnes et des marchandises depuis novembre 2024 et le transport de pétrole qui a repris en octobre 2024.

Économie

Figure 1 – Croissance du PIB et PIB par habitant au Niger (dollars É-U), 1992-2023



Source: Banque mondiale, données du 24 octobre 2024

Agriculture

3. Une association de facteurs structurels et conjoncturels contraignants réduit significativement la contribution du secteur agricole à la promotion des économies locales et nationales et au rehaussement

¹ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=NE> (consulté le 28/10/2024).

² <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL.FE.IN?locations=NE> (consulté le 28/10/2024).

³ <https://hdr.undp.org/data-center/country-insights#/ranks> (consulté le 28/10/2024).

durable des moyens de subsistance des ménages. La forte dépendance de la production à la pluviométrie, l'improductivité des sols, les attaques parasitaires répétitives et les hausses de température contribuent à limiter la performance de l'agriculture et à réduire les capacités des producteurs à exploiter pleinement les ressources agricoles pour renforcer durablement leurs modes de vie.

4. Environ 20 pour cent de la population ne peut pas satisfaire ses besoins alimentaires⁴. Ce chiffre s'élève à 30 pour cent en période de soudure. Dans les régions déjà en situation de crise alimentaire (Phase 3 de l'IPC) ainsi que dans les zones en stress (Phase 2 de l'IPC), la proportion de ménages en crise est passée de 5-9 pour cent en juin et juillet 2024 à 10-14 pour cent en août 2024⁵. Malgré le vaste potentiel pastoral des terres de pâturage (45 pour cent des terres du pays, un des plus grands cheptels de la sous-région), et bien que 87 pour cent de la population pratiquent l'élevage, la contribution de ce secteur à la satisfaction des besoins alimentaires, nutritionnels et de revenus des populations agropastorales est relativement faible. Cela est dû aux effets cumulés de la production fourragère réduite, de la forte pression démographique, de l'urbanisation, de l'insécurité qui limite l'accès aux pâturages, des investissements insuffisants et du faible développement des maillons de la chaîne de valeur dont ceux du lait, des peaux et du cuir⁶.

5. Les flux de produits agricoles sont particulièrement importants avec le Nigéria, le Bénin et le Burkina Faso, à la faveur du dynamisme du commerce transfrontalier de mil, de maïs, de sorgho et de produits de rente⁷. Néanmoins, les niveaux des flux ont récemment diminué suite à la fermeture des frontières avec le Bénin et du fait de l'insécurité aux frontières avec le Burkina Faso et le Nigéria. La baisse drastique de la valeur du naira par rapport au franc de la Communauté financière africaine (CFA) est un élément déterminant dans l'orientation des flux et leurs volumes. Les commerçants nigériens profitent de ce taux de change favorable pour exporter du mil, du sorgho et du bétail vers le Nigéria.

6. On assiste, ces dernières années, à une augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, sécheresses, prédation sur les cultures) qui se sont traduits, durant la période du Plan stratégique de pays (PSP) du Niger, par plusieurs chocs naturels de grande ampleur, dont les inondations de 2020 et les inondations suivies de sécheresse de 2021, avec pour effets des déficits de production agricole et fourragère significatifs⁸. Les inondations de 2024 ont été les plus catastrophiques des 20 dernières années, dépassant de loin les prévisions du plan de contingence 2023-2025. Ces inondations ont touché 1 438 627 personnes et causé des dommages économiques significatifs, notamment la destruction de milliers d'hectares de cultures et d'infrastructures⁹.

7. Les maillons de la transformation et de la commercialisation de la chaîne de valeur de l'agriculture qui pourraient faciliter la valorisation des produits agricoles locaux et constituer des leviers de développement des marchés locaux et de relèvement économique des ménages sont peu développés, ce qui ne permet pas à ces secteurs de produire assez de richesses et de revenus au profit des communautés¹⁰.

8. Face à ces défis, le Programme alimentaire mondial (PAM) privilégie une stratégie adaptée au contexte national et local difficile et aux besoins des producteurs, en aidant le Gouvernement du Niger à renforcer les chaînes de valeur de l'agriculture à travers des programmes participatifs, communautaires et intégrés, axés sur le développement des actifs productifs et environnementaux et la restauration des écosystèmes dégradés, sur fond de préservation de l'environnement¹¹. Cette approche permet un

⁴ Publication du journal Inter-Réseaux – Développement Rural, novembre 2023.

⁵ FEWS NET. *Niger – Mise à jour des messages clés : Les inondations ont augmenté le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë de Crise (Phase 3 de l'IPC), août 2024*.

⁶ FAO, Union européenne et Cirad. 2023. *Profil des systèmes alimentaires – Niger. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires*. Rome, Bruxelles et Montpellier. <https://doi.org/10.4060/cc6331fr>.

⁷ Ministère du Commerce et de l'Industrie. *Bulletin d'analyse sur les marchés agricoles, décembre 2023*. <https://reca-niger.org>.

⁸ Rapport de l'actualisation de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques au Niger, 2020.

⁹ OCHA. *Niger – Flash Update # 2 : Bilan des inondations au Niger (au 16 octobre 2024)*.

¹⁰ Initiative 3N, Plan stratégique de développement, 2022.

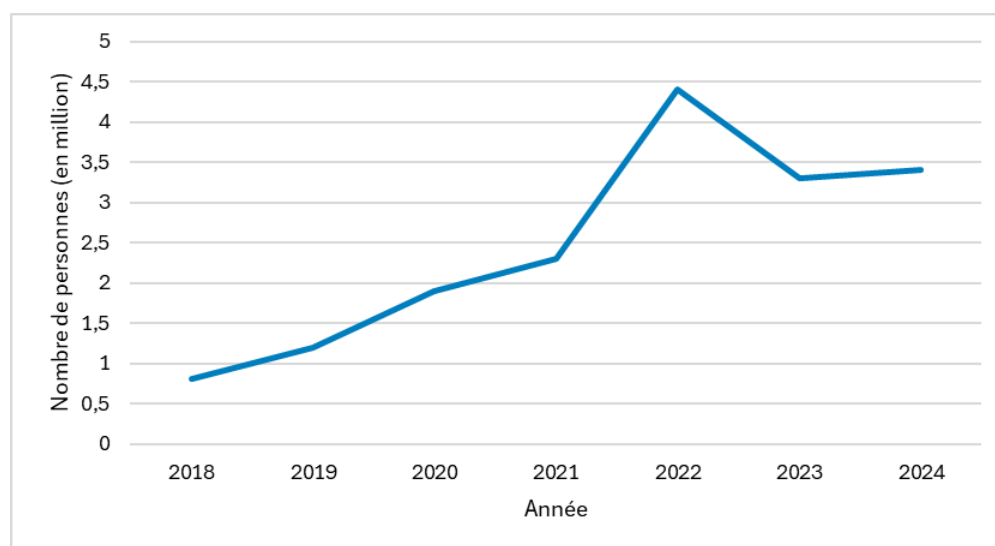
¹¹ PAM. *Resilience Activities in Niger, Investing in Building Communities*.

renforcement de la base productive agricole fragilisée du pays, l'émergence d'opportunités locales de génération de revenus durables et la consolidation des marchés agricoles. La démarche est conforme aux orientations stratégiques nationales exprimées par les autorités du Niger, pour lesquelles la souveraineté alimentaire constitue le socle du développement économique et social.

Sécurité alimentaire

9. Les résultats du Cadre harmonisé révèlent qu'entre 2018 et 2023, le nombre de personnes nécessitant une assistance d'urgence (Phase 3 et plus) s'élevait à 0,8 million en 2018, 1,2 million en 2019, 1,9 million en 2020 et 2,3 millions en 2021¹², soit respectivement 3,8 pour cent, 5,6 pour cent, 9,1 pour cent et 9,9 pour cent de la population du pays. La géographie de l'insécurité alimentaire dépendait en grande partie des niveaux de production céréalière et fourragère. Les zones d'insécurité alimentaire chronique se situaient, souvent dans les régions de Tillabéri, Diffa, Agadez et Tahoua (Volume I, figure 2).

Figure 2 – Nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire, 2018-2024



Source: Food Security Cluster, Cadre harmonisé 2018-2024

10. Selon ces mêmes conclusions, le nombre de personnes en insécurité alimentaire nécessitant une aide alimentaire a atteint son pic en 2022 (4,4 millions de personnes), puis est resté élevé en 2023 et 2024, s'élevant respectivement à 3,3 et 3,4 millions de personnes. OCHA estime que 4,5 millions de personnes se trouvent en situation de besoin en 2024, soit environ 17 pour cent de la population totale du pays¹³. Ces chiffres représentent des niveaux assez élevés de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire (Phase 3 et plus) qui sont néanmoins influencés par les effets de la crise sécuritaire et humanitaire qui prévaut dans le Liptako-Gourma, le bassin du Lac Tchad et les régions de Tahoua et Maradi. Les causes de la dégradation en 2022 sont les effets cumulés de la crise de la COVID-19, de l'insécurité et des impacts, en 2022, d'une sécheresse de grande ampleur pendant la saison agricole de 2021. Le pays est également soumis à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire (Phase 3 ou plus) ces dernières années en raison des effets cumulés de la dépendance à une pluviométrie qui dépasse rarement 800-900 mm par an, d'une base agricole fragile, de ressources limitées en eau de surface et de productions fourragères constamment soumises à des déficits de biomasse. D'autres facteurs aggravants sont la faible performance des chaînes de valeur de l'agriculture, de l'élevage et du commerce, et l'insécurité civile et militaire.

11. En outre, on assiste ces dernières années à des réductions drastiques de la consommation alimentaire des ménages et à une érosion de leurs moyens de subsistance suite à la recrudescence de

¹² Résultats actuels et projetés du Cadre harmonisé de novembre 2023 et mars 2024, 2018-2022.

¹³ OCHA. <https://www.unocha.org/niger> (consulté le 02/01/2025).

l'insécurité¹⁴. Dans les régions de Tillabéri et de Diffa, cela se traduit par des déplacements forcés des populations, la perturbation des flux entre marchés, les difficultés des ménages agropastoraux et des éleveurs à accéder aux pâturages et l'inaccessibilité aux services sociaux de base, avec pour conséquences une réduction significative de l'accès des ménages à la nourriture, aux revenus et à l'emploi. L'agriculture, l'élevage et la petite entreprise/microentreprise, principales sources de revenus des ménages, font face à des défis qui réduisent substantiellement leur accès économique à la nourriture en affectant négativement leurs capacités de génération de revenus, les maintenant dans un état de pauvreté structurelle.

12. Les échanges transfrontaliers de biens et de nourriture qui pourraient constituer une autre source d'opportunités alimentaires et économiques ont été significativement réduits à cause de la fermeture des frontières avec le Nigéria entre juillet 2023 et février 2024 et le maintien à ce jour de leur fermeture avec le Bénin. Le très bas niveau de la monnaie nigériane (naira) par rapport au franc CFA, l'insécurité le long d'une partie importante de la frontière avec le Nigéria et la fermeture de la frontière avec le Bénin réduisent les exportations vers ces deux pays¹⁵, contribuant ainsi à préserver les stocks nationaux. Ces mêmes contraintes réduisent les capacités des commerçants nigériens à importer certains produits dont le maïs, le manioc et les produits de rente.

13. Le PAM et ses partenaires du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et du système des Nations Unies mettent en œuvre des programmes humanitaires de distribution alimentaire d'urgence, destinés à sauver des vies durant la période de soudure, et des actions communautaires participatives de consolidation de la résilience des ménages fondées sur des interventions intégrées de renforcement des écosystèmes, de création d'actifs communautaires, d'appuis aux organisations de producteurs, de renforcement des capacités des acteurs et de promotion de filets sociaux centrés sur la résilience des bénéficiaires¹⁶.

Malnutrition

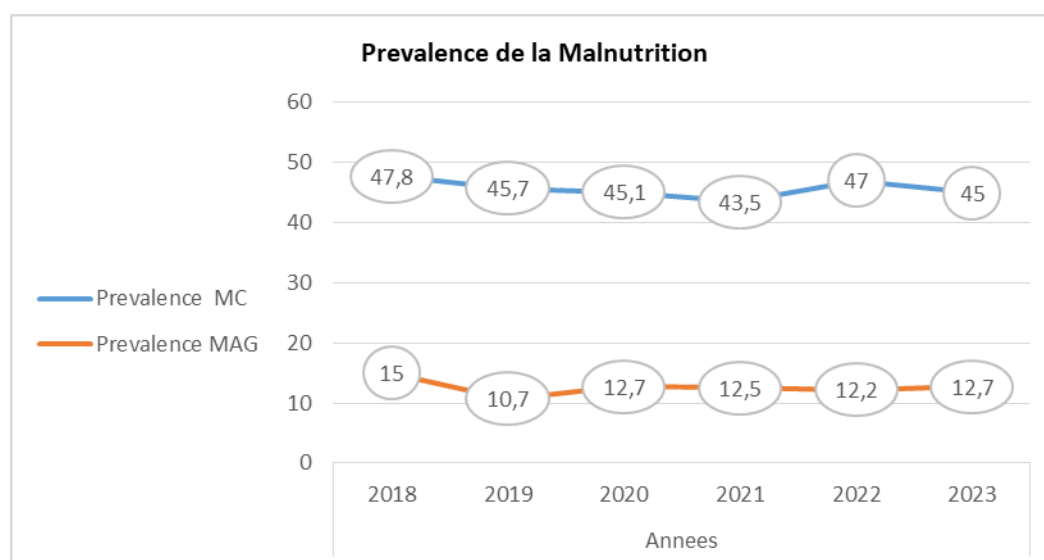
14. L'examen des résultats des enquêtes nutritionnelles SMART du Niger indique les mêmes tendances de prévalences élevées de la malnutrition aiguë et de la malnutrition chronique (MC) chaque année durant la période 2018-2022. La malnutrition aiguë globale (MAG) est stable, mais à des niveaux élevés entre 2020 et 2023, avec des taux de 12,7 pour cent, 12,5 pour cent, 12,2 pour cent et 12,7 pour cent en 2020, 2021, 2022 et 2023, respectivement. Ces prévalences ont connu un pic de 15 pour cent en 2018 et un niveau historiquement bas en 2019.

¹⁴ Résultats de l'analyse de la situation actuelle et projetée de l'insécurité alimentaire aiguë, mars 2024.

¹⁵ Ministère du Commerce et de l'Industrie. *Édition Spéciale : Crise politique et marchés agricoles au Niger : impact des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA en cas de fermeture des frontières avec le Nigéria et le Bénin sur les marchés du Niger, décembre 2023.*

¹⁶ Article sur les programmes de résilience du PAM au Sahel, juin 2023.

Figure 3 – Évolution des prévalences de la malnutrition aiguë et chronique au Niger



Source: Enquêtes SMART Niger

15. À l'exception de la région de Niamey, les sept régions du pays sont régulièrement affectées à des niveaux d'au moins 12 pour cent. Les régions de grande prévalence sont Maradi, Zinder, Diffa et Tahoua, avec des taux fluctuant entre 13 et 20 pour cent entre 2018 et 2023.

16. À l'instar de la malnutrition aiguë, les niveaux de MC sont significativement supérieurs au seuil critique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui se situe à 30 pour cent. Le niveau le plus bas enregistré depuis 2018 est de 43,5 pour cent en 2021¹⁷. Pour les années 2019, 2020 et 2023, les niveaux de prévalence sont presque similaires, se situant à 45,7, 45,1 et 45 pour cent respectivement. Des pics de 47,8 et 47 pour cent sont observés en 2018 et 2022. L'évolution des taux de MC par région suit les mêmes tendances que celles de la malnutrition aiguë, la région de Maradi présentant les taux les plus élevés, suivie de Zinder, Diffa et Tahoua. Les taux à Maradi et Zinder se situent souvent entre 50 et 60 pour cent entre 2018 et 2023.

17. Les niveaux de malnutrition varient selon les sexes¹⁸. Ils oscillent selon les années entre garçons et filles et restent en général supérieurs à 10 pour cent pour la MAG et à 40 pour cent pour la MC, sauf dans la région de Niamey. Les résultats des enquêtes "Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition" (SMART) indiquent que, pour les deux types de malnutrition, les niveaux seraient plus élevés chez les garçons que chez les filles au niveau national. En 2021 et 2022, par exemple, les garçons affichent des taux de 15,1 et 13,6 pour cent respectivement contre 11,8 et 10,9 pour cent chez les filles, selon les résultats des enquêtes SMART sur ces deux années.

18. La situation nutritionnelle des enfants dans les zones de conflit s'est récemment détériorée à la suite des sanctions. Cela s'est traduit par un accès difficile des enfants à une alimentation saine et par une réduction drastique des prises en charge des enfants malnutris due à la fermeture des centres de santé et à l'inaccessibilité des organisations, dont le PAM, aux zones d'insécurité. Cette situation a été notamment provoquée par les sanctions financières et les fermetures de frontières imposées au pays entre juillet 2023 et février 2024, qui ont provoqué des restrictions financières pour les banques, des prix anormalement élevés des produits alimentaires, ainsi que des difficultés du PAM, du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et des organisations non gouvernementales (ONG) à importer des intrants nutritifs.

19. Le PAM s'aligne sur les politiques du Gouvernement du Niger, qui a adhéré aux engagements de la Résolution de l'Assemblée Mondiale de la Santé sur la Nutrition (2012), aux objectifs de développement durables (ODD), à la stratégie Nutrition dans la Région africaine (2015-2025) et au mouvement global

¹⁷ Institut national de la statistique. *Enquête SMART, 2019-2022*.

¹⁸ Institut national de la statistique. 2022. *Malnutrition chronique au Niger*.

“Renforcer la nutrition” (SUN pour *Scaling Up Nutrition*). Le PAM renforce la résilience des ménages tout en s’attaquant aux causes profondes de la malnutrition. En tant que membre actif du Mécanisme de réponse rapide, le PAM est impliqué avec UNICEF dans la coordination, les achats, le suivi, les enquêtes et analyses et le prépositionnement des intrants et des aliments.

20. La priorité récemment donnée par le PAM à la prévention de la malnutrition suppose une réaffectation et une concentration des ressources et des approches sur des activités telles que le dépistage, l’amélioration de l’allaitement maternel, le renforcement des capacités et les sensibilisations, ainsi que la diversité alimentaire chez les enfants, les adolescentes et les femmes enceintes.

Environnement

21. La variabilité du climat et les extrêmes climatiques – même en l’absence de conflit – sont des facteurs clés de la progression de la faim dans le monde et l’une des principales causes de crises alimentaires graves et de leurs impacts sur la nutrition et la santé¹⁹. Par ailleurs, la croissance démographique rapide de la population a pour conséquence une augmentation de la demande alimentaire et nutritionnelle.

22. Ce phénomène est particulièrement marqué dans les pays dont le système agricole est très sensible aux précipitations, à la température et aux sécheresses graves, et dont une part importante de la population tire ses revenus de l’agriculture.

23. Pour la FAO, cette situation engendre deux conséquences principales:

- La flambée des prix des denrées alimentaires de base, ce qui contribue à appauvrir davantage ces populations.
- Des déplacements de populations lorsque la situation devient trop grave, afin de trouver des alternatives. D’après la Banque mondiale, si rien n’est fait, 143 millions de personnes pourraient devenir réfugiées climatiques d’ici 2050.

24. Ce sont donc les rendements agricoles, la stabilité des prix et par conséquent l’accessibilité de la nourriture qui sont déstabilisés par le climat, et le phénomène devrait s’intensifier dans les années à venir. Il est donc plus que jamais urgent d’accélérer la lutte contre le réchauffement climatique.

25. L’impact catastrophique des chocs environnementaux sur les moyens de subsistance de la population pousse davantage de personnes à quitter leur foyer²⁰. S’il est vrai que les chocs climatiques contribuent également aux déplacements, il faut aussi noter que les mouvements de populations peuvent avoir un impact sur la nature, en particulier la coupe d’arbres pour le bois de chauffage ou l’exploitation de ressources en eau qui sont [déjà] très limitées.

26. Au niveau environnemental, les chocs climatiques sont fortement ressentis au Niger compte tenu de la dépendance économique du pays à l’agriculture et à l’élevage. Pour le PAM, les incertitudes climatiques, les inondations de plus en plus fréquentes, les sécheresses récurrentes et l’arrivée de déplacés et d’animaux de pâturage entraînent des conséquences sur l’insécurité alimentaire des populations²¹. Face à ces défis, la réponse du Gouvernement nigérien à travers l’initiative 3N (“les Nigériens nourrissent les Nigériens”), vise à lutter contre la faim et la pauvreté tout en augmentant la résilience des agriculteurs et des éleveurs. En effet, cette initiative, le plan d’action prioritaire pour 2016-2020 qui l’accompagne et l’Alliance globale pour l’initiative résilience, établie en 2014, constituent une approche multipartite et multisectorielle intégrée et coordonnée du renforcement de la résilience et de la protection sociale (y compris la nutrition), fondée sur le développement des capacités nationales et la prise en main de la responsabilité et de la direction des activités par le pays, conformément à la politique de décentralisation du Gouvernement²². Elle prévoit une meilleure intégration de l’adaptation dans les activités agricoles et la

¹⁹ Rapport élaboré par la Division de l’économie du développement agricole de la FAO, en collaboration avec une équipe de spécialistes techniques de la FAO, du FIDA, de l’OMS, du PAM et d’UNICEF sur le renforcement de la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition en 2018.

²⁰ Déclaration de Barbara Rijks, Cheffe de mission de l’OIM au Niger, novembre 2021.

²¹ PAM. 2021. *Réponse aux changements climatiques*.

²² PAM. 2019. *Plan stratégique de pays – Niger 2020-2024*.

génération de produits alimentaires afin d'atténuer les effets des aléas climatiques sur ces activités.

27. Pour rappel, le but et les objectifs du PAM sont d'aider les personnes, les communautés et les gouvernements les plus vulnérables à gérer et à réduire les risques liés au climat qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et à s'adapter aux chocs climatiques.

28. Les éléments fondamentaux sur lesquels repose le Plan stratégique du PAM pour 2022-2025 sont les suivants:

- Investir dans le personnel.
- Renforcer les partenariats.
- Accroître et diversifier les financements.
- S'appuyer sur des données probantes.
- Exploiter les capacités de la technologie et encourager l'innovation.

29. Plus spécifiquement, l'engagement du PAM en matière d'environnement au Niger est traité comme une question transversale dans toutes les interventions:

- réponse d'urgence face aux chocs multiples et à la vulnérabilité;
- protection sociale;
- nutrition;
- programmes scolaires;
- renforcement institutionnel.

30. En lien avec le renforcement institutionnel et dans le cadre de l'application de l'article 6 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) relatif à l'éducation, à la formation et à la sensibilisation du public, le PAM au Niger a par exemple renforcé le Secrétariat exécutif du Conseil national de l'environnement pour un développement durable (SE/CNEDD) dans l'organisation des théâtres foras, afin de sensibiliser les communautés à la problématique des chocs climatiques et aux risques qu'ils font peser sur les activités socioéconomiques et les écosystèmes. Cet appui a permis la sensibilisation de plusieurs milliers de personnes sur les changements climatiques et les mesures d'adaptation mises en œuvre aussi bien par le PAM que d'autres partenaires au Niger²³.

Genre

31. En matière de genre, le Niger occupe la 154^e place du classement sur 170 pays en 2022²⁴. Pourtant, le Niger a signé plusieurs conventions internationales, régionales et sous-régionales sur le sujet. Il s'agit notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), de la Convention internationale sur le consentement au mariage, de la Convention sur les droits politiques de la femme, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et de la Politique de genre du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS)²⁵. Le pays dispose aussi d'une Politique nationale genre avec son plan d'action comme cadre d'orientation.

32. Le Niger est un pays où il existe une hiérarchisation entre hommes et femmes du fait du poids de la culture et de la religion sur les normes sociales.

33. Les règles régissant l'accès à la terre sont le droit coutumier, le droit moderne et le droit religieux. Les modes d'accès à la terre sont principalement l'héritage, le don/prêt et l'achat. Ces droits divergent parfois sur l'accès de la femme à la terre par l'héritage, mais aussi sur le rôle et les responsabilités des conjoints dans la gestion de la richesse créée dans le cadre de la vie conjugale. Les femmes, les jeunes et les autres membres des groupes vulnérables ne participent pas toujours comme propriétaires dans les exploitations agricoles, mais constituent en général la principale main-d'œuvre. Cette situation affecte négativement les capacités d'adaptation des femmes aux crises, aux chocs et aux situations inhabituelles,

²³ Rapport du CNEDD, novembre 2020.

²⁴ PNUD. Indice d'inégalité de genre, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII> (consulté le 25/10/2024).

²⁵ Gouvernement du Niger. 2017. *Politique nationale de genre du Niger*.

notamment lorsque leur mari part en exode, parfois pendant des années²⁶. Il convient toutefois de noter que des jeunes commencent à réclamer l'appropriation des terres et un certain nombre de femmes demandent leur part d'héritage de la terre sur fond de résistance des hommes.

34. C'est dans la région de Diffa qu'on enregistre la plus grande superficie reçue en héritage par les femmes²⁷. Cela se justifie par le fait que c'est l'une des rares régions au Niger où la femme hérite de la terre. En revanche, Tillabéri est la région où la femme peine à accéder au statut de cheffe de ménage et à hériter de la terre de son mari. Le nonaccès à la propriété foncière des femmes est l'une des caractéristiques essentielles des sociétés nigériennes, et particulièrement des sociétés Haoussa et Songhai-Zarma. Par ailleurs, selon une étude de l'initiative Spotlight menée en 2021, les femmes sont plus touchées que les hommes (38,2 pour cent vs 16,3 pour cent) par les violences basées sur le genre (VBG) au Niger. Les formes de VBG les plus courantes au Niger sont les violences psychologiques, le déni de ressources et les violences physiques. Cependant, les survivantes portent rarement plainte par peur de déshonorer leur famille, ainsi que par manque de confiance dans le système judiciaire.

35. Du fait des difficultés rencontrées par les femmes pour accéder au foncier, plusieurs organisations, dont le PAM, appuient des groupements de femmes dans la signature d'accords avec les communes rurales ou avec les chefs traditionnels pour sécuriser l'accès à la terre.

36. En outre, le PAM et ses partenaires œuvrent à favoriser un accès équitable des femmes aux moyens de parvenir à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition et à leur donner ces moyens. Cette démarche est essentielle pour passer de manière pérenne de l'assistance humanitaire au développement durable.

37. Quelques interventions ciblées sur les questions de genre²⁸:

- Processus de planification stratégique par pays qui s'appuie sur l'analyse de la problématique femmes-hommes.
- Interventions menées sur le terrain après des consultations inclusives et représentatives de façon à tenir compte des besoins, des priorités et du vécu de tous dans les programmes.
- Élaboration d'approches et actions les plus appropriées liées à la problématique femmes-hommes.
- Recherche de partenaires internationaux, nationaux et locaux qui présentent des avantages comparatifs permettant aux interventions du PAM d'obtenir des résultats dans le domaine et collaboration avec ces acteurs.
- Consolidation des partenariats noués entre le PAM et les autres organismes des Nations Unies, notamment: l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Renforcement des partenariats avec les partenaires gouvernementaux concernés, les organisations ayant un mandat relatif à la problématique femmes-hommes et les organisations de femmes de la société civile qui sont les mieux placées en tant que premiers intervenants et partenaires de développement clés dans les contextes humanitaires.
- Renforcement des capacités individuelles et institutionnelles: mise à disposition des supports qui présentent les questions de genre dans des termes clairs et appropriés et accompagnés d'illustrations.

38. Concrètement, les activités/contributions de la sous-unité genre du PAM au Niger dans le cadre du PSP sont les suivantes:

- Prise en compte des besoins des différentes catégories dès la conception du programme.
- Élaboration des outils pour promouvoir le genre et évaluer les changements opérés.

²⁶ International Institute of Environment and Development. Marthe Diarra et Marie Monimart. 2006. *Femmes sans terre, femmes sans repère ? Genre, foncier et décentralisation au Niger*.

²⁷ FAO, NIGER. *Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC 2004-2008*.

²⁸ PAM. *Politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes de 2022*.

- Désagrégation des données selon le sexe.
- Définition et suivi des indicateurs des activités menées par le PAM, pour répondre plus efficacement à la dynamique de répartition des aliments à l'intérieur des ménages.
- Réalisation des enquêtes de terrain prenant en compte le genre.
- Appui à la structuration des organisations féminines (groupements/coopératives) comme point de départ possible pour mettre en place des moyens de subsistance susceptibles de rendre plus équitable l'accès aux moyens de production, aux services financiers et aux technologies.
- Promotion des AGR pour l'émancipation économique des femmes et des filles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Renforcement par la sous-section protection des capacités du personnel, des partenaires coopérants et des bénéficiaires en matière d'abus sexuels.
- Promotion des transferts d'espèces mobiles pour éviter toute agression contre les femmes.
- Relocalisation des sites par les autorités pour plus de sécurité des femmes.
- Maintien des filles à l'école avec la bourse qui leur permet de continuer leur cursus scolaire.
- Promotion du concept "maman lumière" pour la nutrition.
- Dans tout le processus, l'accent est mis sur la communication pour une information en temps voulu des bénéficiaires.

39. Ces points feront l'objet d'un approfondissement par l'équipe d'évaluation lors de la collecte des données.

Groupes vulnérables

40. Au Niger, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les réfugiés représentent des groupes vulnérables confrontés à des défis majeurs²⁹. Les jeunes et les personnes âgées sont particulièrement touchés par l'insécurité économique, pouvant entraîner une insécurité alimentaire, des négligences et des problèmes de santé. Les personnes handicapées, souvent abandonnées ou négligées, peuvent se retrouver extrêmement isolées et vulnérables. Les réfugiés, en particulier les femmes et les enfants, sont exposés au risque de violences sexuelles basées sur le genre et leur résilience peut être compromise du fait de la privation sévère en termes de couverture des besoins de base et de revenus.

41. De plus, ces groupes sont particulièrement exposés en raison de plusieurs conflits. Ainsi, l'ouest du Niger a été le théâtre d'attaques accrues de l'État islamique, provoquant le déplacement de nombreuses personnes³⁰. En outre, des conflits liés à la faim ont éclaté, se traduisant par le vol de bétail, la destruction de greniers et de marchés, ainsi que des meurtres et des enlèvements d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs. L'instabilité régionale a également entraîné le déplacement de familles et la fermeture d'écoles, menaçant la stabilité sociale et augmentant l'insécurité.

42. En réponse à ces défis, le Niger a pris plusieurs mesures politiques pour protéger ces groupes. La Politique nationale de protection sociale, adoptée en septembre 2011, vise à réduire la pauvreté et à améliorer la protection sociale en se concentrant sur les groupes vulnérables³¹. De plus, le Niger a élaboré un plan de réponse aux crises pour aider les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil. Suite au coup d'État militaire de juillet 2023, des exemptions humanitaires ont été proposées pour garantir l'accès continu des populations vulnérables aux services humanitaires³².

Droits humains

43. Les droits humains couvrent plusieurs problématiques essentielles qui concourent à la promotion de la liberté des citoyens, à leur liberté de mouvement ainsi qu'à leur accès aux ressources et à l'éducation.

44. Les femmes constituent le groupe dont les droits sont constamment mis à rude épreuve, eu égard aux inégalités qu'elles subissent en termes d'accès aux ressources naturelles³³, en particulier aux terres

²⁹ ONU. *Niger: la vie des plus vulnérables est en jeu, selon le chef des droits de l'homme de l'ONU*, août 2023.

³⁰ ONU. *Niger: le Comité des disparitions forcées préoccupé par les enlèvements par des groupes armés*, avril 2022.

³¹ République du Niger. 2011. *Politique Nationale de Protection Sociale au Niger*.

³² OCHA. *Rapport annuel sur les contraintes d'accès humanitaire au Niger 2023*, avril 2024.

³³ FAO. 2022. *Profil genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural au Niger*.2

productives, et d'accès aux sources de revenus et parfois aux services sociaux. Leur vulnérabilité élevée aux chocs naturels et économiques est attestée par le nombre élevé de femmes nécessitant une assistance d'urgence après les inondations et les sécheresses, phénomènes récurrents au Niger. Environ 1,5 million sur les 2,6 millions de personnes souffrant de la faim en 2022 sont des femmes³⁴.

45. Les conflits intercommunautaires et entre agriculteurs et éleveurs, sur fond de lutte pour l'accaparement des ressources naturelles, constituent une autre source d'atteinte aux droits humains au Niger. Les tensions sont attisées, ces dernières années, par la recrudescence des conflits armés et se manifestent par des recrutements d'enfants dans les groupes armés, des destructions de propriété, des vols de bétail et des exécutions extrajudiciaires.

46. Au regard de leurs conditions de vulnérabilité, les personnes ayant des besoins spécifiques et les jeunes filles doivent être protégées contre les abus. Les personnes ayant des besoins spécifiques (personnes âgées handicapées, malades chroniques, femmes cheffes de ménage) sont prises en charge par l'État, le HCR, le PAM et les ONG dans les localités et les camps de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). Les jeunes filles sont protégées à travers des actions et une sensibilisation sur les mutilations génitales, les mariages précoces et les violences basées sur le genre.

47. Les flux migratoires au Niger sont dominés par les migrations saisonnières, qui représentent 74 pour cent des flux, suivies des migrations économiques des jeunes des ménages vulnérables (15 pour cent) et des déplacements locaux (11 pour cent)³⁵. Les destinations prioritaires des migrants sont, entre autres, les villes du Niger, le Nigéria, la Libye, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Les migrants saisonniers économiques sont en général des membres de ménages pauvres qui se déplacent temporairement dans les villes du Niger et les pays voisins, à la recherche de revenus pour subvenir aux besoins alimentaires et non alimentaires du ménage. Ils envoient régulièrement de l'argent et reviennent dans leur village à la veille de la saison agricole pour préparer et cultiver leurs champs. Tous les types de migrants sont exposés à des risques, notamment la maltraitance, la privation de leurs droits et le trafic d'êtres humains. Les structures spécialisées, dont l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), appuient le Gouvernement dans la gestion des migrations et la défense des droits des migrants.

48. Les atteintes à ces droits ont drastiquement augmenté dans les zones de conflits armés des régions de Tillabéri et Diffa et dans les localités du nord de Tahoua et du sud de Maradi, où les effets cumulés de l'insécurité alimentaire et des exactions sur les populations forcent les ménages aux déplacements et à l'adoption de stratégies négatives de survie.

49. Signataire de la Charte internationale des droits de l'Homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, le Niger lutte à ce titre contre les atteintes aux droits humains dans le pays à travers des structures étatiques comme l'Association nigérienne de défense des droits de l'homme (ANDDH). Ce cadre est renforcé par une multitude d'associations et d'organismes de la société civile qui veille au respect des droits des citoyens par toutes les parties. Les droits humains constituent également le socle des principes humanitaires auxquels le PAM adhère. Ces principes sont fondés sur la protection de la vie et de la personne humaine. À travers ses actions de création d'actifs et de restauration des écosystèmes, le PAM favorise la planification et la gestion participative par la création de cadres de dialogue, de sensibilisation et de formation, et de concertation entre personnes et communautés ayant des identités culturelles différentes. Ces interactions favorisent le développement de consensus et de visions communes qui apaisent le climat de suspicion, de préjugés et parfois de luttes fratricides pour la gestion de l'eau et des terres.

Contexte humanitaire

50. Le Niger est confronté à une vulnérabilité chronique et à un besoin récurrent d'assistance humanitaire. En 2024, environ 17 pour cent de la population du Niger, soit 4,5 millions de personnes, avaient besoin d'une aide humanitaire vitale³⁶. Entre 2020 et 2024, la population de DPI s'est

³⁴ Article de l'Institut du Genre en Géopolitique, 2023.

³⁵ OCHA. Matrice de suivi des déplacements, 2023.

³⁶ OCHA. <https://www.unocha.org/niger> (consulté le 02/01/2025). À noter que les données pour 2024 sont en cours de finalisation.

considérablement accrue, passant de 300 000³⁷ à 500 000 individus, dont plus de 70 pour cent proviennent des régions de Diffa et Tillabéri³⁸. De même, le pays accueille en 2024 plus de 350 000 réfugiés, dont près de 60 pour cent sont originaires du Nigéria³⁹, contre 230 000 en 2020⁴⁰.

51. Dans ce contexte, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) guide la collaboration entre le système des Nations Unies, le Gouvernement nigérien et d'autres partenaires pour promouvoir les priorités nationales de développement durable alignées sur les ODD.

52. Le Niger a reçu 3,71 milliards de dollars É-U d'aide humanitaire entre 2014 et 2024, provenant principalement des États-Unis (37 pour cent des fonds totaux), de l'Allemagne (16 pour cent) et de l'Union européenne (13 pour cent)⁴¹. Les principaux destinataires de l'aide humanitaire pour sa mise en œuvre sur la période sont le PAM (27 pour cent) et le HCR (17 pour cent).

53. Entre 2016 et 2022, l'aide humanitaire au Niger a connu une progression continue, en répondant à 50-75 pour cent des besoins annuels identifiés par OCHA. Le coup d'État de 2023 semble avoir marqué une rupture dans le financement des activités humanitaires au Niger, qui a diminué d'environ 40 pour cent cette année-là, avant une légère reprise en 2024 (voir volume I, figure 3).

³⁷ HCR. Population of Concern, novembre 2020.

³⁸ HCR. Population of Concern, septembre 2024.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ HCR. Population of Concern, novembre 2020.

⁴¹ OCHA. Financial Tracking System, 2014-2023.

Annexe 4 – Matrice d'évaluation

Dimension de l'analyse/critères d'évaluation	Lignes de recherche/Indicateurs	Source de données	Technique de collecte de données	Méthode d'analyse
QE 1 – Dans quelle mesure le Plan stratégique de pays (PSP) s'est-il fondé sur des données factuelles et est-il stratégiquement orienté vers la réponse aux besoins des populations les plus vulnérables?				
1.1 Dans quelle mesure le PSP et ses révisions budgétaires successives ont-ils été éclairés par des preuves crédibles et stratégiquement orientés vers la garantie d'une pertinence continue vis-à-vis du contexte et des besoins évolutifs du pays, particulièrement les nouvelles conditions après le coup d'État?				
1.1.1 Prise en compte des données contextuelles pour formuler le PSP Pertinence Hypothèses 1, 2, 6	- Pertinence et qualité des analyses des besoins et des analyses de base et de vulnérabilité conduites et prises en compte pour définir le PSP - Niveau d'adéquation de la programmation, prenant en compte les différentes vulnérabilités liées aux zones géographiques, aux ménages et aux individus - Niveau de prise en compte de l'analyse de conflit dans les analyses contextuelles - Niveau d'utilisation des analyses pour formuler le PSP, l'estimation des PBB, les ajustements des RB, la formulation des différentes activités et EDS - Degré d'intégration des références aux analyses de besoin et de faisabilité dans les documents de programmation et de planification et pour les différentes décisions opérationnelles	Documents: - HNO et HRP - Données RAM et VAM - PSP-T/PSP et RB - ACR, APR - Études de contexte sur le pays et le Sahel: Cadre harmonisé, Système d'alerte précoce, observatoire du Sahel, Analyse clusters, BM, UNICEF, OCHA, etc.) - Rapports d'évaluations conduites pour chacun des SO (School Feeding avec Havard et les évaluations sur la cohésion sociale avec IPDRI, etc.) Acteurs: - Équipe pays du PAM et du Bureau régional	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Discussion de groupe	- Comparer les besoins identifiés au fil du temps dans les documents et les études, ainsi que ceux exprimés par les informateurs clés, à ceux formulés dans le PSP - Comparer les informations issues des différentes sources (Triangulation)

	• Critères/modalités d'identification et de priorisation des interventions: prise en compte des directives des bailleurs de fonds, consultations communautaires • Nombre et niveau de qualité de données et analyses produites conjointement par le PAM et d'autres acteurs • Niveau de partenariats stratégiques avec les universités nationales et internationales (dont Harvard) et les institutions (IPFRI) dans le suivi, la production et la dissémination des données/preuves	• Partenaires de mise en œuvre • Agences des Nations Unies • Services étatiques à différents niveaux • Bailleurs de fonds et autres organisations internationales • Membres des clusters et groupes sectoriels • Autres acteurs: société civile, instituts de recherche et universités, communautés		
1.1.2 Adaptation aux évolutions du contexte et des besoins Pertinence Hypothèses 1, 2, 4	• Niveau d'adaptation du PSP aux exigences contextuelles liées au coup d'État (À noter que 4 révisions budgétaires ont été adoptées avant le coup d'État. La RB 5 est celle qui a été influencée par le coup d'État.) • Niveau d'adaptation du PSP aux changements <u>des besoins au fil du temps</u>	Documents: • ACR, APR • Rapports des rencontres entre le système des Nations Unies et les nouvelles autorités Acteurs: • Équipe pays du PAM et du Bureau régional • Partenaires de mise en œuvre • Agences des Nations Unies • Services étatiques • Bailleurs de fonds • Membres des clusters et groupes sectoriels	• Revue documentaire • Entretiens semi-structurés • Discussion de groupe	• Analyse de contenu
1.2 Dans quelle mesure et de quelle manière le PSP est-il cohérent et aligné sur les politiques et plans nationaux, le cadre de coopération des Nations Unies et les ODD, et comment le PAM s'est-il adapté au nouveau positionnement des Nations Unies après le coup d'État?				
1.2.1 Alignement du PSP sur les politiques et plans nationaux Cohérence	• Similarités et écarts entre le PSP, les RB et les documents d'intervention, d'une part, et les priorités et les documents stratégiques nationaux, d'autre part, au niveau général et sectoriel • Degré d'implication du Gouvernement dans la conception du PSP-T/PSP	Documents: • Documents programmatiques du PAM • Politiques, plans et programmes du Gouvernement • Revues des ODD	• Revue documentaire • Entretiens semi-structurés	• Analyse comparative pour établir les liens entre le PSP et les différentes politiques et plans

Hypothèses 1, 2, 4	Niveau d'appui du PAM à la conception et à la mise en œuvre des politiques nationales, en accord avec ses avantages comparatifs au Niger	- Indicateurs RAM et ACR Acteurs: - Équipe pays du PAM - Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre - Services étatiques à différents niveaux - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Coordonnateurs et membres de groupes sectoriels et de clusters		
1.2.2 Alignement du PSP sur le cadre de coopération des Nations Unies et les ODD Cohérence Hypothèses 1, 2, 4	- Niveau d'alignement sur le cadre de coopération des Nations Unies - Niveau de référence et d'alignement sur les ODD et indicateurs afférents - Niveau de synergies et complémentarité des interventions avec les autres agences des Nations Unies (avantages comparatifs, mutualisation des approches et ressources)	Documents: - Documents programmatiques du PAM - Cadre de coopération - Revue des ODD Acteurs: - Équipe pays du PAM - Agences des Nations Unies - Services étatiques - Coordonnateurs et membres de groupes sectoriels et de clusters - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés	Analyse comparative pour établir les liens entre le PSP, le cadre de coopération des Nations Unies et les ODD
1.3 Dans quelle mesure le BP Niger était-il préparé aux différentes crises, et quelles ont été les implications – tant au niveau stratégique qu'opérationnel – de la qualification "multi-country emergency of corporate attention"?				
1.3.1 Niveau de préparation du PSP aux crises Pertinence, cohérence	- Niveau d'adaptation de la programmation aux différentes crises et chocs: sécheresse, inondations, pauvreté, COVID-19, insécurité, coup d'État - Niveau de cohérence avec les documents et stratégies de prévention des crises, dont le Plan national de réponse aux crises	Documents: - Documents programmatiques du PAM - Cadre de coopération - Revue des ODD - Plan national de réponse aux crises du Dispositif national de	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés	Analyse descriptive et de contenu, et liens avec les différentes crises

Hypothèses 3, 5	- Degré de réactivité par rapport à l'évolution du contexte - Dispositions organisationnelles mises en place au fil du temps pour fournir des services efficaces et efficients - Implications – tant au niveau stratégique qu'opérationnel – de la qualification "<i>multi-country emergency of corporate attention</i>"	prévention et de gestion des crises - Plan de gestion des risques du CSP 2020-2025 Acteurs: - Équipe pays du PAM et du Bureau régional - Agences des Nations Unies - Services étatiques - Coordonnateurs et membres de groupes sectoriels et de clusters - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales		
1.4 Dans quelle mesure la conception du PSP est-elle cohérente en interne et basée sur une théorie du changement claire, avec des hypothèses réalistes, articulant clairement le rôle et les contributions du PAM et s'appuyant sur ses avantages comparatifs au Niger?				
1.4.1 Cohérence interne du PSP Cohérence, efficience Hypothèses 3, 4, 5	- Niveau de cohérence et complémentarité entre les différentes composantes de la logique d'intervention - Niveau d'équilibre entre l'ampleur des objectifs et les activités du PSP - Niveau d'équilibre entre l'étendue et la profondeur des activités du PSP et les financements obtenus - Degré d'adéquation des intrants (qualité, quantité) par rapport aux résultats attendus - Pertinence et réalisme des hypothèses, risques et mesures d'atténuation, et ajustement continu du cadre logique du PSP - Niveau d'adaptation de la logique d'intervention aux évolutions du contexte, incluant les RB et les conditions après le coup d'État	Documents: - PSP-T/PSP, RB, ACR - Études de base, analyse des besoins et du contexte - Documents de description des activités Acteurs: - Équipe pays du PAM et du Bureau régional - Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre - Services étatiques - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés	- Analyse de contenu et liens entre les différentes activités, les résultats et les objectifs stratégiques - Décrire les ajustements apportés au fil du temps
Dimension de l'analyse/critères	Indicateurs	Source de données	Technique de collecte de	Méthode d'analyse

d'évaluation			données	
QE 2 – Quelles sont l'ampleur et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques du PSP et du PNUAD au Niger?				
2.1 Dans quelle mesure et de quelle manière les activités et extrants du PAM ont-ils contribué aux résultats escomptés du PSP et du PNUAD? Comment les objectifs/ambitions ont-ils dû être ajustés à la lumière des crises successives et quelle a été la performance du PAM à cet égard? Y a-t-il eu des effets directs inattendus, positifs comme négatifs?				
2.1.1 Niveau d'atteinte des résultats Efficacité Hypothèses 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18	- Niveau d'atteinte des différentes cibles relatives aux produits (quantité et qualité) et des effets des différents EDS (EDS 1, 2, 3, 4, 5, et 6), écarts par rapport au volume de financement - Niveau de validité des hypothèses dans la TdC - Niveau d'intégration des différentes interventions et résultats combinés, particulièrement dans la mise en œuvre du paquet intégré de résilience - Existence d'effets imprévus, négatifs ou positifs - Niveau d'anticipation des effets négatifs potentiels	Documents: - Documents de programmation et rapports d'avancement - Rapports de suivi: PDM, COMET - Bases de données quantitatives secondaires - Analyses sectorielles - Évaluations Acteurs: - Équipe pays et Bureau régional - Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre - Services étatiques - Bailleurs des fonds et autres organisations internationales - Coordonneurs et membres des clusters et groupes sectoriels - Acteurs locaux et bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Discussion de groupe - Observations de terrain	- Analyse comparative des résultats obtenus par rapport aux cibles et standards (% des activités réalisées avec succès sur le nombre total d'activités prévues dans le cadre logique) - Identification des tendances inattendues - Triangulation - Contribution du PAM aux changements au niveau des EDS et ODD, en prenant en compte la contribution éventuelle d'autres programmes/acteurs/éléments de contexte aux changements observés
2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs transversaux (protection, responsabilité envers les populations affectées, genre, équité et inclusion, environnement, sensibilité aux conflits et autres enjeux pertinents), et dans quelle mesure a-t-il réussi à respecter les principes humanitaires?				
2.2.1 Principes transversaux: genre, équité, protection, AAP, environnement, triple nexus	- Ressources humaines dédiées aux aspects transversaux - Analyses dédiées aux principes transversaux et niveau d'intégration dans la programmation et le suivi - Niveau de prise en compte des aspects	Documents: - Documents de programmation et rapports d'avancement, y compris RAM - Documents-cadres sur les aspects transversaux	- Revue documentaire - Entretien semi-dirigé - Discussion de groupe	Niveau de résultats sur les différents aspects transversaux et contribution du PAM aux changements observés (par exemple dans les attitudes, les

Efficacité Hypothèse 7	transversaux dans la mise en place des interventions • Approche d'analyse des risques de différentes catégories (risque institutionnel, risque de protection, risques d'accès, etc.) Genre • Niveau de collecte des données sur l'égalité des sexes et l'inclusion, au-delà des exigences du PAM • Collecte et évolution des données désagrégées par genre et âge • Niveau de participation des femmes/hommes et filles/garçons dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des interventions du PSP dans une perspective transformatrice des relations entre les sexes • Reflet d'une approche transformatrice des activités du PAM dans leur planification et leur mise en œuvre • Niveau de synergie avec les acteurs et interventions spécifiques sur le genre Équité • Niveau d'inclusion des différents groupes sociaux et niveaux de vulnérabilité de catégories spécifiques: personnes jeunes, âgées, handicapées, réfugiées • Analyse effectuée pour identifier les groupes vulnérables dans le contexte du pays • Niveau de prise en compte de l'inclusion dans la conception et la mise en œuvre des activités du PSP Environnement • Niveau de contribution des interventions du PAM à l'adaptation au changement climatique et à la durabilité	• Études spécifiques incluant une évaluation décentralisée sur les aspects transversaux • Base de données AAP • PDM, COMET, ACR • Rapports sur les types de plaintes et de résolution des cas (dont Ligne Verte, Help Desk, etc.) Acteurs: • Équipe pays, Bureau régional • Partenaires de mise en œuvre • Agences des Nations Unies • Services étatiques • Bailleurs de fonds et autres organisations internationales • Acteurs locaux et bénéficiaires, dont les groupements et associations de femmes	• Observations de terrain	comportements, les compétences, les connaissances et les habitudes en matière de protection des groupes vulnérables et des personnes ayant des besoins spécifiques) • Triangulation
---	---	--	---	--

	environnementale • Contributions à l'atténuation du changement climatique (p. ex. reboisement, introduction des foyers améliorés) • Efforts de réduction de l'empreinte climatique des opérations (p. ex. utilisation de panneaux solaires) Protection • Niveau de prise en compte des ménages les plus vulnérables, des ménages dirigés par une femme, des personnes handicapées, des personnes vivant avec le VIH et des victimes de violences physiques et/ou psychologiques • Niveau de prise en compte de ces personnes vulnérables dans la conception et la mise en œuvre des activités du PSP • Niveau d'application de la protection contre les abus et l'exploitation sexuelle (PSEA) et niveau de cas éventuels identifiés • Évolution des incidents de protection en lien avec les activités du PAM • Évolution des approches et procédures pour assurer la protection des bénéficiaires durant les activités AAP • Évolution du nombre et du type de cas traités par les différents canaux de plainte • Existence de problèmes non rapportés par les mécanismes AAP • Niveau de communication avec les populations affectées • Adéquation et niveau d'utilisation des différents canaux de retour (feedback) des populations affectées vers le PAM • Niveau de mise en œuvre de l'AAP par les différents partenaires de mise en œuvre Triple nexus			
--	--	--	--	--

	Existence de liens entre les activités d'urgence et de développement, la cohésion sociale et/ou la consolidation de la paix			
2.2.2 Adhésion aux principes humanitaires Pertinence, cohérence, efficience Hypothèse 6	- Niveau de connaissance par le personnel de l'importance d'adhérer aux principes humanitaires - Mesure dans laquelle: - l'assistance du PAM a été fournie dans le respect de la vie, de la santé et la dignité des bénéficiaires (humanité) - les bénéficiaires ont été identifiés selon les besoins et sans discrimination selon l'origine ethnique, la nationalité, l'opinion politique, le sexe ou la religion (impartialité) - le PAM et ses partenaires n'ont pas été perçus comme prenant parti dans les conflits ou s'engageant dans les controverses de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique (neutralité) - le PAM a pu fournir une assistance opérationnellement indépendante d'objectifs politiques, économiques ou militaires que d'autres parties prenantes pourraient avoir par rapport aux zones et populations assistées (indépendance) - Procédures utilisées par le PAM pour gérer les défis, les dilemmes et les compromis éventuels dans l'application des principes humanitaires, ainsi que les raisons - Degré d'appropriation/adéquation des compromis dans l'application des principes humanitaires dans le contexte particulier du Niger - Nature des conséquences de ces compromis sur les aspects tels que les opérations du PAM, les personnes ciblées, les partenariats, la réputation de	Documents: - Documents de programmation - Programmation des autres acteurs - Analyses de situation et des besoins Acteurs: - Équipe pays du PAM et Bureau régional - Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre - Services étatiques à différents niveaux - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Acteurs locaux et bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Discussion de groupe	Analyse de contenu

	l'organisation et la sécurité de son personnel			
2.2.3 Cas spécifiques liés à l'accès et à l'équité Accès, équité Hypothèses 8, 9.	- Évolution du % des zones et groupes vulnérables qui ne peuvent pas être atteints, y compris les personnes à mobilité réduite - Évolution et révision des approches et stratégies d'accès aux différentes zones et groupes sociaux du Niger par rapport à l'évolution du contexte - Évolution des fenêtres/corridors d'accès humanitaire aux différentes zones - Évolution du niveau d'incidents sécuritaires pour le PAM, les partenaires de mise en œuvre, les prestataires et les communautés de bénéficiaires	Documents: - Analyses de contexte / sécurité / risques - Cartographie de l'accès humanitaire d'OCHA - Documents de programmation - Autres analyses spécifiques Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Partenaires de mise en œuvre - Agences des Nations Unies - Services étatiques - Bailleurs de fonds - Acteurs locaux et bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretien semi-dirigé - Discussion de groupe - Observations de terrain	- Analyse descriptive des données et du contenu - Triangulation
2.3 Dans quelle mesure les réalisations du PSP sont-elles susceptibles d'être durables et mises à l'échelle, en particulier du point de vue social, institutionnel et environnemental, notamment en ce qui concerne les interventions en matière de résilience?				
2.3.1 Appropriation des interventions du PSP Durabilité Hypothèses 13, 14, 15, 16, 17, 18	- Degré d'intégration de la perspective de durabilité / connectivité dans la conception et mise en place des interventions - Niveau de réplcation possible des résultats des activités (pratiques nutritionnelles, moyens de subsistance, autofinancement de l'alimentation scolaire) - Durabilité des actifs développés, modes de maintenance prévus - Niveau de transfert de compétences techniques pour le développement de stratégies et politiques nationales et de systèmes nationaux pour soutenir la durabilité - Effets des interventions du PAM sur la position de différents groupes sociaux sur le long terme - Niveau d'appropriation par les services étatiques et/ou les communautés des	Documents: - Documents de programmation et rapports d'avancement - Documents d'analyse de la situation Acteurs: - Équipe pays, bureau régional - Partenaires de mise en œuvre - Agences des Nations Unies - Services étatiques - Bailleurs de fonds - Acteurs locaux et bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretien semi-dirigé - Discussion de groupe - Observations de terrain	- Analyse descriptive du contenu - Triangulation

	interventions, y compris sur le plan du financement et de la coordination Niveau d'intégration des activités dans le système national de protection sociale			
2.4 Dans quelle mesure le PSP a-t-il facilité les liens stratégiques entre l'action humanitaire, la coopération au développement et les contributions à la cohésion sociale et à la paix? Quelles sont les leçons apprises concernant le nexus et les initiatives du PAM pour le mettre en œuvre?				
2.4.1 Nexus, complémentarité Durabilité, cohérence Hypothèses 19, 20	- Niveau de planification et mise en place du séquençage entre les différentes modalités d'intervention (urgence et résilience) - Niveau de concentration géographique pour une approche intégrée - Évolution des chiffres de bénéficiaires entre urgence et résilience par région (compte tenu des facteurs exogènes) - Degré de développement de stratégies pour appuyer le système des filets sociaux nationaux durables - Existence de synergies entre les types d'intervention au niveau du PAM avec les autres acteurs humanitaires (agences des Nations Unies, bailleurs de fonds et Gouvernement) pour la consolidation de la paix - Existence d'innovations et progrès réalisés dans l'adoption d'approches et de stratégies consensuelles sur le nexus	Documents: - Analyse de la situation - Documents de programmation et rapports d'avancement - Compte rendu des réunions de coordination - Rapports d'évaluations d'impact des interventions (exemple du transfert monétaire, résilience) sur la cohésion sociale Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Partenaires de mise en œuvre - Agences des Nations Unies - Services étatiques - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Acteurs locaux et bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretien semi-dirigé - Discussion de groupe - Observations de terrain	- Analyse descriptive du contenu - Triangulation
Dimension de l'analyse/critères d'évaluation	Indicateurs	Source de données	Technique de collecte de données	Méthode d'analyse
QE 3 – Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé efficacement ses ressources pour contribuer aux extrants et aux effets directs définis par le PSP?				
3.1 Dans quelle mesure les extrants ont-ils été livrés dans les délais prévus?				

3.1.1. Respect des délais par rapport aux plans initiaux Efficiences Hypothèses 3, 4	- Taux d'exécution financière d'année en année par rapport aux ressources disponibles, par activité, objectif stratégique et aire programmatique - Proportion des activités menées dans les temps, y compris par rapport à d'autres acteurs opérant dans le pays - Niveau de ponctualité pour les différentes activités par zone et par année, et en fonction des bailleurs de fonds, et explications des différences éventuelles, y compris mesures prises par le PAM pour gagner du temps - Perception des bénéficiaires sur la ponctualité de l'assistance - Facteurs facilitateurs et contraintes (opérationnelles, sécuritaires, autres) qui influencent les délais	Documents: - Rapports financiers du BP - Rapports sur les chaînes d'approvisionnement - ACR, APR - Plans de préparation et de réponse aux urgences Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Partenaires de mise en œuvre - Agences des Nations Unies - Services étatiques - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels - Bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretiens semi-dirigés - Discussion de groupes - Observations de terrain	- Analyse descriptive des données secondaires sur les coûts (budget détaillé avec dépenses et personnel alloué aux activités) - Analyse descriptive de l'enquête de perception et analyse de contenu - Analyse descriptive du contenu - Triangulation
3.1.2. Capacité à respecter les délais de livraison des extrants face aux évolutions du contexte et ses contraintes sur la mise en œuvre opérationnelle Efficiences Hypothèses 3, 4, 8, 9, 12	- Niveau d'anticipation et de préparation via l'identification des contraintes et facteurs de retard et niveau d'intégration dans la programmation - Rapidité d'adaptation à une urgence ou à un changement contextuel, dans la définition des objectifs stratégiques du PAM (via des révisions budgétaires) et/ou dans l'acheminement effectif de ressources vers les bénéficiaires	Documents: - Rapports financiers du BP - Rapports sur les chaînes d'approvisionnement - ACR, APR - Plans de préparation et de réponse aux urgences - Données quantitatives sur les chaînes d'approvisionnement du BP et du Bureau régional (corridor de Lomé et autre) Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Partenaires de mise en œuvre - Agences des Nations Unies - Services étatiques au niveau national et local - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels	- Revue documentaire - Entretiens semi-dirigés - Discussion de groupe - Observations de terrain	- Analyse descriptive des données secondaires sur les coûts - Analyse descriptive de l'enquête de perception et analyse de contenu - Analyse descriptive du contenu - Triangulation

		• Bénéficiaires		
3.2 Dans quelle mesure les activités du PAM ont-elles été menées de manière efficiente? Dans quelle mesure le PAM a-t-il priorisé ses activités en fonction des contraintes de ressources?				
3.2.1 Approvisionnement et livraison des extrants aux bénéficiaires à moindre coût Efficience Hypothèses 3, 4, 8, 9, 11, 12	- Niveau d'évolution et d'optimisation de la gestion logistique - Stratégies spécifiques pour minimiser les coûts et les pertes - Niveau de maximisation et de mise en commun des ressources pour acheminer l'assistance avec les autres partenaires, bureaux de pays du PAM et le Bureau régional - Duplication avec les autres acteurs et preuves de mesures visant à l'éviter - Niveau d'utilisation des ressources locales et niveau d'effort pour développer des capacités locales	Documents: - Rapports financiers du BP - Rapports sur les chaînes d'approvisionnement - ACR, APR - Plans de préparation et de réponse aux urgences - Données quantitatives sur les performances des chaînes d'approvisionnement du BP et du Bureau régional - COMET - Documents d'acquisition de marchés publics - Rapports/revues périodiques sur l'utilisation des ressources et recommandations d'amélioration Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre - Services étatiques - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels - Bénéficiaires	- Revue documentaire - Entretiens semi-dirigés - Groupes de discussion - Observations directes	- Analyse descriptive des données secondaires sur les coûts en fonction des années, des zones, des types de modalités et par activité - Coût moyen des activités par rapport à la moyenne du plan de réponse humanitaire, et explication des différences éventuelles - Évolution des différents coûts, y compris des partenaires de mise en œuvre - Analyse descriptive de comparaison du coût par bénéficiaire, en prenant en compte le niveau de vulnérabilité et l'éloignement pour les différents types d'activité, et explication de ces différences éventuelles - Analyse descriptive du contenu - Triangulation
3.3 Dans quelle mesure des options plus rentables ont-elles été envisagées?				
3.3.1. Coût-efficacité relative des différentes modalités	Existence et qualité des analyses comparatives entre modalités, approches,	Documents: Études et analyses du rapport	Revue documentaire	Analyse descriptive des données secondaires sur les

d'intervention Efficience Hypothèses 3, 4, 8, 9, 11, 12	par typologie d'activité et par zone d'intervention • Preuves de la prise en compte et de l'utilisation de ces analyses par le PAM pour informer la prise de décision • Preuves que la manière dont les ressources ont été utilisées était appropriée et adéquate par rapport à l'évolution du contexte au Niger • Existences de solutions alternatives, de techniques et d'innovations utilisées pour atteindre les meilleurs résultats (routes, modalités de mise en œuvre, partenariats, etc.)	coût-efficacité • ACR, APR • Rapports financiers du BP et des partenaires • Analyse de la situation socioéconomique Acteurs: • Équipe pays, Bureau régional • Agences des Nations Unies • Bailleurs de fonds • Partenaires de mise en œuvre • Services étatiques • Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels • Bénéficiaires	• Entretiens semi-dirigés • Groupes de discussion • Observations directes	coûts • Analyse descriptive du contenu • Triangulation
3.3.2. Priorisation de l'allocation de l'aide parmi les différentes activités mises en œuvre pour répondre à des contraintes de ressources Efficience Hypothèses 3, 4, 8, 9, 11, 12	• Preuves que le niveau de ressources à disposition du BP a pu justifier une priorisation de l'assistance vers une modalité, une aire programmatique ou une zone géographique donnée • Niveau de priorisation sur une modalité d'aide, une aire programmatique ou une zone géographique donnée effectivement mis en œuvre • Niveau de pertinence de cette priorisation et d'efficience dans sa mise en œuvre par rapport à d'autres moyens d'action • Conséquences de cette priorisation	Documents: • Rapports financiers du BP • ACR, APR • Plans de préparation et de réponse aux urgences Acteurs: • Équipe pays, Bureau régional • Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre • Services étatiques • Bailleurs de fonds et autres organisations internationales • Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels • Bénéficiaires	• Revue documentaire • Entretiens semi-dirigés • Groupes de discussion	• Analyse descriptive du contenu • Triangulation
Dimension de l'analyse/critères d'évaluation	Indicateurs	Source de données	Technique de collecte de données	Méthode d'analyse
QE 4 – Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure a-t-il opéré le changement stratégique attendu par le PSP?				

4.1 Comment et dans quelle mesure le PAM a-t-il pu mobiliser dans les délais des ressources adéquates et flexibles pour financer le PSP?				
4.1.1. Capacité à mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre du PSP, suffisamment flexibles et prévisibles pour répondre aux changements contextuels Efficiency, pertinence, efficacité Hypothèses 1, 2	• Disponibilité, et mobilisation le cas échéant, des mécanismes de financement avancé du PAM • Niveau d'évolution de la structure du financement lors de la mise en place du PSP par rapport au PSP-T et explication des changements • Niveau d'évolution de la structure du financement pour répondre aux changements contextuels et à l'accroissement des besoins • Niveau de préaffectation des ressources par activité, EDS et donateur • Existence et efficacité de démarches pour attirer de nouveaux financements • Influence du coup d'État sur le positionnement stratégique du PAM et sa capacité à mobiliser les ressources adéquates à la mise en place du PSP	Documents: • Rapports financiers du BP, COMET • Accords avec les bailleurs de fonds • Stratégies de financement et de partenariat du PAM • ACR, APR Acteurs: • Équipe pays, Bureau régional • Agences des Nations Unies • Bailleurs des fonds et autres organisations internationales • Services étatiques • Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels • Bénéficiaires	• Revue documentaire • Analyse des données secondaires • Entretiens semi-dirigés • Groupes de discussion • Observations directes	• Analyse descriptive des données secondaires sur les coûts • Comparaison du Plan basé sur les besoins, du plan de mise en œuvre, des ressources disponibles et des dépenses par année, objectif stratégique et par activité; explication des tendances et appréciation des conséquences • % de fonds préaffectés et pluriannuels par composante, explication des tendances et appréciation des conséquences • Analyse descriptive du contenu • Triangulation
4.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il établi et tiré parti des partenariats stratégiques et opérationnels au niveau national et sur le terrain, y compris en adaptant ses stratégies de partenariat après le coup d'État, et dans quelle mesure ces partenariats ont-ils influencé la performance et les résultats?				
4.2.1 Capacité à établir, entretenir et maintenir des partenariats influençant positivement la performance et les résultats du PAM Cohérence, efficacité Hypothèses 4, 9	• Existence et évolution de la stratégie de partenariat, y compris après le coup d'État • Niveau de formalisation et d'adéquation du mode d'identification et de sélection des partenaires de mise en œuvre • Aptitude à renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre • Évolution et degré d'engagement avec les services étatiques au niveau central et décentralisé pour les différents types d'appui • Capacité à assurer la continuité de cet engagement à la suite du coup d'État • Évolution et degré de coordination avec	Documents: • Cartographie des parties prenantes • Cartographie des différents partenariats et clusters • Stratégies de partenariat • Évaluation de la performance des partenaires de mise en œuvre • Stratégies des autres partenaires du PAM • Documents de programmation • Comptes rendus de réunions de coordination	• Revue documentaire • Entretiens semi-dirigés • Discussion de groupes	• Analyse descriptive des données secondaires: nombre, types et niveau d'implication des partenaires de mise en œuvre par type d'intervention • Analyse descriptive du contenu • Triangulation

	d'autres acteurs opérant au Niger, y compris les agences des Nations Unies; capacité à assurer la continuité de ce dialogue à la suite du coup d'État - Existence d'approches communes et d'appui à la convergence entre les différents partenaires du PAM - Existence d'acteurs clés non impliqués dans des partenariats avec le PAM, y compris à la suite du coup d'État	- ACR, APP Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Agences des Nations Unies - Bailleurs des fonds et autres organisations internationales - Services étatiques - Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels		
4.3 Comment le système de suivi-évaluation a-t-il été utilisé et dans quelle mesure est-il utile pour suivre et démontrer les progrès en direction des effets directs attendus et pour éclairer les décisions de gestion?				
4.3.1 Capacité du système de suivi-évaluation à générer des informations pertinentes et adéquates pour la prise de décision programmatique Pertinence, efficacité, adéquation au contexte Hypothèses 3, 5	- Couverture (thématique et temporelle) et qualité des données et analyses conduites par le système de suivi-évaluation - Adéquation des stratégies de suivi de la collecte de données de diagnostic et de suivi - Qualité du système de suivi-évaluation - Adéquation du système de collecte et d'analyse de données - Pertinence, fréquence et fiabilité des données quantitatives et qualitatives recueillies sur la mise en œuvre des activités, la production des extraits et les indicateurs au niveau des objectifs	Documents: - Données et analyses produites par l'unité RAM - Données et analyses de suivi-évaluation produites avec les institutions partenaires et d'autres acteurs - ACR Acteurs: - Équipe pays, Bureau régional - Agences des Nations Unies - Bailleurs de fonds et autres organisations internationales - Services étatiques - Coordonnateurs et membres des clusters et groupes sectoriels	- Revue documentaire - Entretiens semi-dirigés	- Analyse descriptive du contenu - Triangulation
4.3.2 Valorisation de l'information produite par les systèmes de suivi-évaluation pour éclairer les décisions de gestion	- Niveau d'utilisation et de fonctionnalité du suivi-évaluation dans le pilotage et la révision des activités - Lacunes dans la couverture des données disponibles et des analyses conduites par le suivi-évaluation par aire programmatique	Documents: - Données et analyses produites par l'unité RAM - ACR Acteurs: - Équipe pays - Agences des Nations Unies - Services étatiques	- Revue documentaire - Entretiens semi-dirigés	- Analyse descriptive du contenu - Triangulation

Efficiencia Hypótesis 3, 5		• Coordinadores y miembros de clusters y grupos sectoriales		
4.4 ¿Cómo y en qué medida el Bureau de país ha asegurado una capacidad en recursos humanos adecuada para realizar el PSP y garantizar el bienestar de su personal?				
4.4.1 Calidad, competencias y buena gestión del personal Efficiencia Hypótesis 3, 9	• Nivel de integración del género en el reclutamiento • Nivel de correspondencia y adecuación entre la capacidad del personal y las necesidades de diferentes operaciones • Grado de adecuación de la organigrama del BP • Tipo, pertinencia y calidad de la asistencia del Bureau regional y del cargo en el BP • Problemas para reclutar ciertos tipos de especialistas y existencia de estrategias de adquisición y retención del personal • Iniciativas para el bienestar del personal • Mecanismos de promoción interna y de fortalecimiento de capacidades sobre temas clave •	Documentos: • Datos de recursos humanos • ACR, APR Actores: • Equipo país, Bureau regional • Socios de implementación	• Revisión documental • Análisis de datos secundarios • Entrevistas semiestructuradas	• Análisis descriptivo de datos secundarios • Evolución de efectivos desde el PSP-T y de su distribución por antigüedad, nacionalidad y tipo de contrato • % de mujeres en las diferentes categorías de personal • Tasa de rotación del personal y eventuales consecuencias • Análisis descriptivo del contenido • Triangulación
4.5 ¿Cuáles otros factores, incluidos los relacionados con la inseguridad y las restricciones administrativas y políticas, explican el desempeño del PAM y en qué medida ha operado el cambio estratégico esperado?				
4.5.1 Elementos externos que contribuyeron al desempeño del PAM Eficacia, eficiencia, pertinencia, coherencia	• Calidad y evolución de los modos y niveles de diálogo político, especialmente a raíz del golpe de Estado • Existencia e impacto de factores de evolución del marco administrativo de cooperación con las autoridades nacionales • Evolución de los modos de gestión de la inseguridad y protocolos diferentes • Existencia de factores de éxito específicos y nivel de reproducibilidad	Documentos: • Documentos de programación • ACR, APR Actores: • Equipo país, Bureau regional • Agencias de Naciones Unidas • Servicios estatales • Coordinadores y miembros de clusters, grupos sectoriales • Donantes de fondos y otros	• Revisión documental • Entrevistas semiestructuradas	• Análisis descriptivo de la encuesta y del contenido • Triangulación

Hypothèses 1, 2, 4, 8, 9	• Existence et utilisation d'approches innovantes • Tout autre facteur affectant la performance du PAM au Niger	• organisations internationales • Partenaires de mise en œuvre		
--------------------------	--	---	--	--

Annexe 5 – Approche méthodologique

54. Cette annexe présente l'approche méthodologique utilisée au cours de cette évaluation pour collecter et analyser les données, ainsi que pour élaborer les constatations, conclusions et recommandations.

55. L'équipe d'évaluation (EE) a utilisé une approche basée sur la théorie. À cet effet, l'EE a reconstruit la théorie du changement (TdC) du PSP et du PSP-T (figure 4), qui a été utilisée comme référence pour confirmer que les questions d'évaluation (QE) et la matrice d'évaluation étaient suffisamment inclusives. Cette TdC a été développée à la lumière d'une revue documentaire de la logique d'intervention, des entretiens individuels et d'une réunion d'échanges sur la TdC durant la phase de démarrage.

56. La TdC définit également des hypothèses, facteurs internes et externes nécessaires pour atteindre les objectifs du PSP, c'est-à-dire des effets directs stratégiques et des objectifs transversaux (tableau 1). L'analyse des différentes activités du PSP, sur la base d'un échantillonnage, a permis de confirmer ou d'infirmer ces hypothèses, pour ainsi définir les résultats réels des différentes actions et leur contribution aux changements attendus, ainsi que des facteurs qui ont influencé positivement ou négativement la survenue du changement au fil du temps dans le pays.

Figure 4 – Théorie du changement

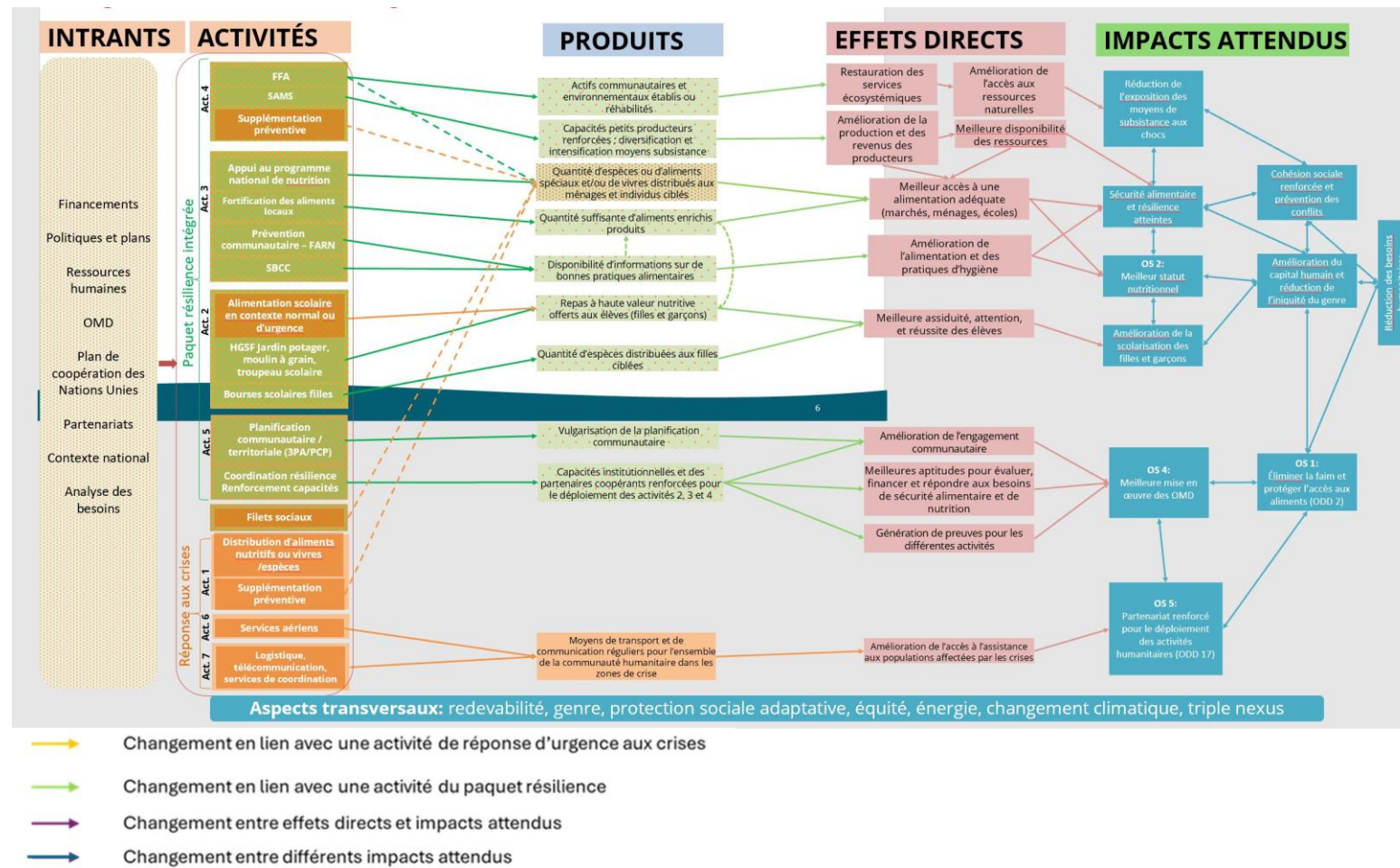


Tableau 1 – Hypothèses de la théorie du changement

#	Hypothèse	Niveau de contrôle du PAM sur la validité de l'hypothèse
Intrants, activités		
1	Le PAM obtient des ressources adéquates pour mener à bien les activités (les fonds provenant du PAM, des donateurs et du Gouvernement nigérien sont suffisants, opportuns et flexibles).	Moyen
2	Les enjeux politiques au niveau national et international n'affectent pas les intrants nécessaires pour mettre en œuvre les activités et livrer les produits attendus du PSP.	Faible
3	Le PAM dispose des capacités et des compétences nécessaires pour mener à bien les interventions de réponse aux crises et de résilience.	Élevé
4	Le PAM a des partenariats efficaces avec d'autres organisations nationales et internationales travaillant en synergie dans les deux principaux axes d'intervention (réponse aux crises et résilience) pour mutualiser les ressources, prévenir les duplications et fournir un soutien durable.	Moyen
5	Le système de suivi-évaluation permet de suivre les effets à moyen et long terme et de rendre compte des effets issus des interventions du PAM.	Élevé
6	Les principes humanitaires sont appliqués systématiquement durant la planification et la mise en œuvre des interventions de la stratégie pays du PAM.	Moyen
7	Tous les aspects transversaux (égalité de genre, équité et inclusion, protection et redevabilité, environnement, triple nexus et respect des principes humanitaires) sont pris en compte dans les différentes composantes de la stratégie pays du PAM.	Moyen
Activités, produits		
8	L'accès est assuré pour permettre au PAM et à ses partenaires (y compris les transporteurs) d'accéder aux populations vulnérables et de mener à bien les opérations dans toutes les régions ciblées du pays.	Moyen
9	Le PAM et ses partenaires fournissent une assistance coordonnée et complémentaire aux communautés et personnes ciblées.	Moyen
Produits, effets		
Aide d'urgence		
10	L'assistance alimentaire d'urgence et les transferts monétaires fournis sont nécessaires et utilisés pour améliorer la consommation et la nutrition.	Élevé
11	Le système de coordination humanitaire est approprié dans le contexte nigérien.	Moyen
12	La demande de services des partenaires et la capacité d'utilisation pour les services communs fournis par le PAM sont correctement estimées par le PAM.	Élevé
Paquet intégré de résilience		

13	Les actifs réhabilités restent pertinents et sont bien gérés et entretenus par la communauté, permettent d'augmenter ou de stabiliser la production, ou de réduire la volatilité des récoltes, et exercent une influence positive sur la résilience des communautés face aux chocs climatiques.	Moyen
14	Les communautés bénéficiaires ont développé des capacités dans la promotion et le maintien des chaînes de valeur.	Moyen
15	Les denrées alimentaires achetées par le PAM et destinées à la distribution et aux cantines scolaires sont issues en partie de la production locale et soutiennent positivement le revenu des producteurs et l'économie locale, sans avoir d'impact négatif sur le pouvoir d'achat des consommateurs.	Élevé
16	L'alimentation scolaire contribue à diversifier le menu scolaire pour améliorer la nutrition et à réduire la charge financière des parents.	Élevé
17	La population utilise les ressources mises à sa disposition pour satisfaire les besoins alimentaires de tous les ménages et les besoins nutritionnels des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes.	Moyen
18	Le Gouvernement a établi un partenariat avec le PAM pour renforcer les capacités nationales dans les différentes composantes du PSP et s'engage à institutionnaliser ces différentes approches.	Faible
Impacts attendus		
19	Le PAM a assuré la mise en œuvre des activités du PSP de façon intégrée, avec pour objectifs d'améliorer la sécurité alimentaire, d'éliminer la faim, de favoriser la cohésion sociale et de réduire les inégalités de genre.	Élevé
20	La mise en œuvre du PSP par le PAM s'effectue conjointement avec les autres initiatives gouvernementales et les partenaires bilatéraux et multilatéraux, afin de réduire les besoins humanitaires au Niger.	Moyen

57. L'EE a également développé une matrice d'évaluation pour guider le processus (voir annexe 4 – Matrice d'évaluation). Les questions d'évaluation présentées ci-dessous (ainsi que les sous-questions) ont été développées en tenant compte des termes de référence et des hypothèses formulées dans la TdC. Différents indicateurs ont été identifiés pour chaque question d'évaluation, ainsi que les sources de collecte de données et les méthodes d'analyses.

- **QE 1** – Dans quelle mesure le Plan stratégique de pays (PSP) s'est-il fondé sur des données factuelles et est-il stratégiquement orienté vers la réponse aux besoins des populations les plus vulnérables?
- **QE 2** – Quelles sont l'ampleur et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques du PSP et du PNUAD au Niger?
- **QE 3** – Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé efficacement ses ressources pour contribuer aux extrants et aux effets directs définis par le PSP?
- **QE 4** – Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure a-t-il opéré le changement stratégique attendu par le PSP?

58. La matrice d'évaluation a également guidé le développement des différents outils de collecte des données et a garanti une approche systématique de la collecte et de l'organisation des informations. Elle a donc permis de rassembler les constatations. Toutefois, l'EE a été attentive à toute nouvelle donnée/information non prévue dans la matrice, mais jugée pertinente pour approfondir la compréhension du processus, des produits, des effets et des impacts du PSP.

59. Dans le contexte particulier du PSP au Niger, les cinq éléments ci-dessous sont primordiaux. Ils ont été confirmés lors des échanges qui ont eu lieu pendant la phase de démarrage et ont été pris en compte dans la matrice d'évaluation, ainsi que les outils de collecte de données:

- a) **Le renforcement de la résilience**, y compris les leçons tirées de la mise en œuvre de la stratégie de progression des ménages vers un niveau de vulnérabilité moins élevé, et les protocoles et indicateurs traduisant une amélioration progressive de la situation de résilience vers l'autonomie.
- b) **La protection sociale**, afin d'identifier les possibilités de mieux lier les interventions et les approches de ciblage du PAM aux approches nationales de protection sociale et au registre social national, ainsi que l'efficacité de l'engagement du PAM avec une coalition d'acteurs pour soutenir les stratégies nationales en matière de filets sociaux sensibles aux chocs.
- c) **La nutrition**: identifier les possibilités d'investir dans la prévention, en s'appuyant sur l'intervention de traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM), et intégrer plus largement la nutrition dans les activités de résilience.
- d) **Les programmes de cantines scolaires**: évaluer les résultats émergents des investissements du PAM et la progression de l'alimentation scolaire basée sur la production locale, de même que les résultats et critères de succès de l'alimentation scolaire d'urgence.
- e) **Le positionnement et le renforcement des capacités institutionnelles**, notamment les impacts de la crise politique mi-2023 sur les relations du PAM avec les autorités nationales, la pertinence de l'adaptation stratégique et opérationnelle du PAM au nouveau contexte politique, en particulier en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités dans les pays.

60. L'évaluation a adopté une approche participative, en consultant régulièrement le Bureau de pays (BP), les points focaux du Bureau régional et les autorités gouvernementales du Niger. Cette consultation vise à assurer la validité de l'évaluation, ainsi que la faisabilité et la pertinence des recommandations. Bien que ces entités aient directement influencé la mise en œuvre du PSP, l'équipe d'évaluation a maintenu son indépendance tout au long des différentes phases.

61. Durant l'évaluation, l'application des principes humanitaires (humanité, impartialité, indépendance et neutralité) a été examinée sur la base des directrices récentes du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE)⁴². En effet, l'EE a apprécié les points suivants:

- i. L'assistance du PAM a été fournie dans le respect de la vie, de la santé et la dignité des bénéficiaires (humanité).
- ii. Les bénéficiaires ont été identifiés selon les besoins et sans discrimination selon l'origine ethnique, la nationalité, l'opinion politique, le sexe ou la religion (impartialité).
- iii. Le PAM et ses partenaires n'ont pas été perçus comme prenant parti dans les conflits ou s'engageant dans les controverses de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique (neutralité).
- iv. Le PAM a pu fournir une assistance opérationnellement indépendante d'objectifs politiques, économiques ou militaires que d'autres parties prenantes pourraient avoir par rapport aux zones et populations assistées (indépendance).

62. Lors de la prise en compte des principes humanitaires, l'EE a aussi évalué a) comment le PAM a géré les défis, les dilemmes et les compromis éventuels dans l'application des principes humanitaires, ainsi que les raisons invoquées; b) si les compromis dans l'application des principes humanitaires étaient appropriés dans le contexte particulier du Niger; et c) quelles ont été les conséquences de ces compromis sur des aspects tels que les opérations du PAM, les personnes ciblées, les partenariats, la réputation de l'organisation et la sécurité de son personnel.

63. Pour la mise en œuvre du PSP, l'EE a examiné les aspects transversaux suivants: le genre, l'équité, la protection sociale adaptative, la redevabilité envers les personnes affectées, l'environnement et le triple nexus. Ces aspects ont été intégrés à tous les stades des interventions, de la conception à la mise en œuvre, en passant par le suivi et l'évaluation. Ils ont été analysés en profondeur dans le contexte actuel du Niger.

64. Ainsi, pour le genre, l'EE a utilisé la liste de contrôle du PAM sur l'intégration du genre aux évaluations. Pour l'équité, elle a examiné son application entre les groupes sociaux. Pour la protection sociale adaptative, elle a analysé l'influence du PSP sur les conditions de vie des groupes sociaux vulnérables. Pour la redevabilité, elle a examiné les résultats atteints par le PSP. Pour l'environnement,

⁴² UNEG. 2024. *Guidance on the integration of humanitarian principles in the evaluation of humanitarian action*.

l'impact environnemental des programmes du PAM a été examiné. Enfin, pour le triple nexus, l'EE a examiné les liens entre les activités d'urgence ainsi qu'entre les activités de développement, et les contributions à la cohésion sociale. Plus de détails sont fournis à l'annexe 4 – Matrice d'évaluation.

5.1 Méthode de collecte de données

65. L'équipe d'évaluation a utilisé une approche mixte de collecte de données quantitatives et qualitatives, en appliquant plusieurs techniques de collecte de données, à savoir la revue documentaire et de données quantitatives secondaires, les entretiens semi-dirigés, les discussions de groupe et les observations directes.

66. Une **revue documentaire** a été entreprise au cours de la phase de démarrage et s'est poursuivie tout au long du processus d'évaluation, en fonction des besoins des sous-questions et des indicateurs de la matrice d'évaluation. Tous les documents sont stockés dans la bibliothèque électronique dans Microsoft Teams. Cette bibliothèque électronique inclut des documents gouvernementaux (plans stratégiques nationaux, politiques publiques sectorielles, programmes nationaux, etc.), des documents des partenaires des Nations Unies (PNUAD, plans de réponse humanitaire, analyses de situation, évaluations des besoins, rapports d'évaluation, rapports d'allocation des ressources, notes conceptuelles, rapports thématiques, autres documents produits par les agences des Nations Unies, etc.) et des partenaires coopérants, les documents du PAM (PSP, PSP-T, révisions budgétaires, rapports annuels, rapports sur les performances, rapports d'évaluation, budgets/dépenses, enquêtes auprès des bénéficiaires, feuilles de route, politiques clés, ainsi que de nombreux documents du PAM globaux [*corporate*], etc.). Des documents additionnels ont été téléchargés pour la revue (voir annexe 13). Les sections pertinentes des documents ont été extraites selon une grille de lecture établie en fonction des lignes d'investigation de l'évaluation.

67. Le PAM a également mis à disposition de l'EE une quantité importante de **données quantitatives secondaires** qui ont été utilisées pour fournir des éléments probants pour les différentes questions d'évaluation. Ces données comprennent les flux financiers, les opérations logistiques, les rapports de distribution, le nombre de bénéficiaires atteints, les ressources humaines du Bureau de pays, les plaintes et les données sur les retours d'information, les indicateurs de performance. Les données ont été analysées selon le sexe, l'âge et la région dans la mesure du possible. L'analyse de l'efficacité et de l'efficacités s'appuie largement sur ces données quantitatives secondaires, en plus de la revue documentaire, des entretiens et des visites sur le terrain.

68. Les **visites sur le terrain** ont couvert les cinq sous-bureaux du PAM au Niger, sur la base de la revue documentaire et des entretiens conduits durant la phase de démarrage. Une attention spécifique a été portée aux zones rurales et aux contraintes logistiques et sécuritaires. La première semaine, tous les membres de l'équipe d'évaluation ont travaillé ensemble à Niamey, puis à Sokoré et Loga dans la région de Dosso. Celle-ci a remplacé la visite dans la région de Tillabéri. La deuxième semaine, l'EE a été divisée en deux sous-équipes qui ont chacune visité deux régions, passant environ trois jours dans chaque région, au lieu des cinq initialement prévus, pour des raisons de sécurité. À la fin de la troisième semaine, tous les membres de l'EE sont retournés à Niamey pour mener les entretiens complémentaires et effectuer une présentation de débriefing sur le travail de terrain. L'agenda des visites sur le terrain est disponible à l'annexe 7 – Agenda des visites sur le terrain.

69. L'EE a visité deux à trois communes par région. L'EE s'est alignée sur les niveaux d'accès du personnel du PAM et des partenaires coopérants pour définir si un site pouvait être visité ou non. Pour visiter les sites, l'équipe a pris en compte l'accès et le niveau de mise en œuvre des différentes activités. L'échantillonnage a privilégié dans la mesure du possible:

- Les sites présentant le plus grand éventail d'activités (combinant urgence et résilience): l'EE s'est assurée que les sites visités permettaient, dans l'ensemble, d'apprécier les différents types d'intervention dans des situations contrastées.
- Les sites où le PAM met en œuvre des activités conjointes avec ses principaux partenaires (UNICEF, FIDA, FAO, ONG) afin d'évaluer la complémentarité des interventions.
- Les sites les plus performants et les moins performants afin d'identifier les facteurs favorisant ou entravant la performance.

Le tableau ci-dessous offre un aperçu des caractéristiques des activités mises en œuvre dans les régions et les zones que l'EE a visitées au Niger.

Tableau 2 – Caractéristiques de la mise en œuvre des activités par région et site visités par l'EE

	Activités en place	Zones d'activité	Partenaires du PAM (à compléter)	Accès	Localités visitées	Justification
Niamey						Entretiens individuels dans la capitale
Tillabéri (couvert par le Sous-bureau de Niamey)	1 2 3 4 5	Abala Sanam Filingué Tondikiwindi Ouallam Simiri Tagazar Banibangou		Zone de conflit actif Insécurité Considérée comme zone d'opérations militaires 100% inaccessible Nécessite une escorte et un TPM pour l'orientation	Simiri Ouallam	Combinaison urgence (plus de 70 %) et résilience (protection sociale de réponse aux chocs) L'équipe a visité la région de Tillabéri pour apprécier l'évolution et les changements introduits par les programmes face à la montée de l'insécurité, la gestion de la cohésion sociale et ses effets, ainsi que la matérialisation du nexus dans une zone de forte insécurité.
Dosso (couvert par le Sous-bureau de Niamey)	1 2 3 4 5	Loga Dankassari Falwal		Relativement aisé, mais nécessitant également une escorte	L'équipe a visité Loga et Sokorbé parce qu'il n'était pas possible de se rendre à Tillabéri.	Réponse aux urgences et paquet intégré de résilience
Tahoua	1 2 3 4 5	Abalak Tillia Tassara Takanamat Tebaram Bambeye Bagaroua Tajaé Keita Bangui Allakaye Tabalak Tchintabaraden		Relativement aisé	Tabalak: paquet intégré Abalak: réponse soudure et protection sociale adaptative Tchintabaraden: urgence	Combinaison d'interventions de réponse aux urgences, protection sociale de réponse aux chocs, paquet intégré de résilience
Maradi	1 2 3 4 5	Gadabedji Bermo Birni Lallé Kornaka Chadakori Roumdji Tibiri Gabi Mayahi Ouaraiane Maijirgui		Risques sécuritaires élevés dans la bande sud et nord (nécessite une escorte), mais accès possible aux autres zones	Chadakori Mayahi	Combinaison d'interventions de réponse aux urgences (SO1 majoritairement dans la zone sud) et paquet intégré de résilience (80 % SO4 - FFA, + nutrition et alimentation scolaire)

		Koona Korgom				
Zinder	1 2 3 4 5	Guidiguir Gouré Gouchi Dogo Dungas Gangara Tarka Kellé Alakoss		Relativement aisé Pas besoin d'escorte Nécessite 2 véhicules dans certaines zones pour circuler	Guidiguir Gouré	Réponse ponctuelle aux urgences (SO1), 80 % de SO4 - FFA
Diffa	1 2 3 4 5	N'guigmi Gueskéro Diffa Chetimari N'guelbely Foulatari Goudoumaria		Zone de relèvement Risques sécuritaires élevés Escortes obligatoires pour tous les déplacements	Chetimari Goudoumaria Diffa ville possiblement pour SO1	Combinaison urgences (SO1) et résilience (SO4), cantines, nutrition (beaucoup plus d'urgence)
Agadez	1 3	Bilma Iferouane Ingall		Risques sécuritaires élevés	L'équipe n'a pas visité cette région.	Petites opérations pour les migrants retournés

70. L'EE a réalisé **65 entretiens semi-dirigés individuels ou en petits groupes**, en s'appuyant sur un guide d'entretien adapté à chaque catégorie d'acteurs, à différents niveaux (voir [Annexe 6 – Outils de collecte de données](#)):

- i. Le **BP et les sous-bureaux**. L'EE a ciblé le directeur pays et son adjoint, le chef de programme ainsi que les responsables des différentes unités (huit personnes interrogées).
- ii. Les **partenaires étatiques**, 22 personnes interrogées au niveau national et 11 au niveau décentralisé.
- iii. Les principaux **bailleurs de fonds** du PAM sur la période, présents au Niger ou à distance, en fonction des différents types d'activités financées, avec différents niveaux de préaffectation, ainsi que les bailleurs de fonds traditionnels et non traditionnels. Les partenaires suivants ont été consultés: États-Unis (deux personnes interrogées) et Commission européenne, branche humanitaire et développement (trois personnes interrogées).
- iv. Les acteurs des **Nations Unies** qui ont des synergies réelles et potentielles avec les interventions du PAM: FAO, UNICEF, HCR et OCHA.
- v. Les **universités et institutions de recherche**: Université Abdou Moumouni de Niamey (UAM), Université Djibo Hamani de Tahoua et Université André Salifou.
- vi. Les **partenaires coopérants, et les ONG internationales et nationales** couvrant les différentes zones géographiques et les différents types d'activités. Ils ont été rencontrés au niveau national et sur le terrain. Ils étaient sélectionnés sur la base des montants financiers, de la couverture des différentes activités, de la durée des partenariats avec le PAM et des enjeux stratégiques et opérationnels spécifiques identifiés:
 - o **fournisseurs de services financiers** sous contrat;
 - o **commerçants** (environ deux par zone): à la fois ceux engagés récemment et ceux actifs depuis plusieurs années;
 - o **transporteurs** (quatre au niveau du pays), couvrant les différentes zones géographiques, afin d'apprécier la gestion des risques et de l'accès.

71. Pour pallier les contraintes d'accès et de disponibilité des acteurs sur le terrain, l'EE a conduit, le cas échéant, des entretiens à distance avec les équipes du PAM et des partenaires de mise en œuvre, en plus de capitaliser sur l'analyse documentaire et les systèmes de suivi à distance mis en place.

72. L'EE a mené également des **discussions de groupe** (FGD) au niveau des sites visités dans les communes/villages, sur la base d'un guide développé à cet effet (voir [Annexe 6 – Outils de collecte de données](#)).

73. Chaque séance de discussion regroupait six à trente personnes afin de favoriser les échanges collaboratifs. Les discussions de groupe ont couvert les membres des structures communautaires et les bénéficiaires (hommes, femmes, jeunes) des différentes activités, ainsi que le personnel du PAM, les services techniques et les partenaires. Au moins quatre discussions de groupe ont été menées dans chaque région visitée, sauf pour Niamey et Dosso, couvrant les activités d'urgence et de résilience, selon les différentes modalités:

- a. assistance alimentaire pour la création d'actifs (FFA) et petits producteurs (organisations paysannes, femmes transformatrices, etc.);
- b. nutrition: parents d'enfants de moins de 5 ans admis au programme nutrition ou ayant reçu des distributions de vivres et/ou d'espèces; relais communautaires; mamans lumières;
- c. alimentation scolaire: élèves, enseignants, cuisinières;
- d. leaders communautaires (chefs traditionnels/de canton, responsables religieux, membres des comités de gestion des écoles, centres de santé);
- e. urgence (RRM, soudure, prolongée) et protection sociale adaptative (ASP);
- f. personnel technique et opérationnel de chaque sous-bureau.

74. L'EE a également mené des discussions de groupe avec les différentes équipes programmes et fonctionnelles du BP (RAM, partenariats, protection et AAP, genre, etc.) et des sous-bureaux sur des thématiques spécifiques, notamment chaque question transversale. Une session entière de discussion a été spécifiquement dédiée à la thématique des principes humanitaires, avec un groupe constitué de directeurs, chef de programme, chefs d'EDS, chef d'équipe genre/protection, chef RAM, chef gestion des risques, chef sécurité, chef partenariats, ainsi que le personnel travaillant sur l'accès et la sensibilité aux conflits. Ces sessions étaient des discussions de type analyse SWOT, qui ont été suivies d'entretiens individuels plus approfondis sur certaines questions importantes éventuellement émergées durant les discussions.

75. **Observation directe:** dans la mesure du possible, l'EE a assisté au déroulement de certaines activités durant les visites des sites, notamment:

- a. Activité 1. Distribution alimentaire et transferts monétaires;
- b. Activité 2. Alimentation scolaire, d'urgence ou dans le cadre d'une approche avec production locale;
- c. Activité 3. Prévention et traitement de la MAM (structures sanitaires et FARN);
- d. Activité 4. Actifs réhabilités, modalités de distribution d'espèces et de vivres, supplémentation préventive, accès aux marchés.

76. Des guides d'observation directe ont été développés à cet effet et adaptés à chaque activité observée. Ces observations ont été produites par échantillonnage de convenance, précisément aux endroits où l'EE s'est rendue pour mener des entretiens et des discussions de groupe.

5.2 Analyse de données

77. Les données provenant des différentes sources (revue documentaire, résultats de données quantitatives secondaires, entretiens, FGD, observations) ont été consolidées dans une base de données Excel structurée en fonction des questions d'évaluation, des sous-questions et des sous-thèmes élaborés dans la matrice d'évaluation. Cette base de données a facilité l'analyse thématique et la triangulation, qui a été effectuée par différents moyens: a) en croisant les types de données collectées (quantitatives et qualitatives, couvrant différentes périodes du PSP et différentes zones d'intervention); b) en croisant les méthodes de collecte; c) en croisant les sources de données (types de documents, types d'acteurs et niveau de proximité avec les interventions du PAM; d) et en croisant les perspectives entre les consultants, incluant l'expertise technique sectorielle et méthodologique, et la connaissance approfondie du contexte et des acteurs.

78. L'EE a appliqué l'approche mixte d'analyse quantitative et qualitative, en mettant l'accent sur l'analyse de la contribution des activités du PSP aux changements attendus, tels que convenus dans la TdC reconstruite, ainsi que l'identification des facteurs (internes et externes) qui ont influencé la survenue de ces changements, en tenant compte des interventions mises en œuvre par les autres acteurs dans le cadre d'une approche intégrée et de triple nexus. Autant que possible, les analyses ont été désagrégées selon le sexe, les années et la localité de mise en œuvre, le statut de vulnérabilité (enfants, femmes enceintes et

allaitantes, personnes handicapées, groupes marginalisés, etc.), ainsi que l'identification de toute spécificité des résultats en fonction des sous-groupes.

79. Des rencontres régulières à distance de l'EE ont permis de discuter des éléments analysés et d'identifier les points à approfondir pour une meilleure compréhension des constatations en tirant parti de l'expertise unique apportée par chaque membre de l'équipe. Ces sessions de travail ont aussi impliqué le Bureau de l'évaluation, en fonction de la pertinence des constatations à discuter. La rédaction de la version préliminaire du rapport d'évaluation a été donc structurée autour des questions d'évaluation, conformément aux termes de référence et à la matrice d'évaluation.

80. Un atelier de débriefing s'est tenu à Niamey le 24 septembre avec le BP du PAM, au décours de la mission de collecte de données sur le terrain, dans le but d'échanger sur les principales constatations qui ont émergé de la visite des sites, de recueillir les premières impressions des évaluateurs et d'obtenir le feedback des participants, y compris leurs éclaircissements supplémentaires sur certaines constatations au besoin. Par la suite, une présentation des résultats préliminaires a eu lieu pour présenter plus en détail les constatations, les conclusions et les premières recommandations, en présence du BP et du groupe de référence de l'évaluation. Cette approche participative a permis d'assurer l'objectivité, la cohérence et la fiabilité des constatations et du rapport d'évaluation.

5.3 Considérations éthiques

81. L'évaluation s'est pliée aux Directives éthiques du PAM, aux Directives éthiques du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) publiées en 2020, et aux Directives sur l'intégration des droits humains et de l'égalité de genre au cours des évaluations (2014). Ainsi, les membres de l'EE ont signé: i) un Engagement formel à une conduite éthique pendant le processus d'évaluation; et ii) une Déclaration qui les engage à la confidentialité, à la sécurité des données et à une conduite éthique sur Internet.

82. Tous les membres de l'EE, ainsi que l'entreprise contractante ADE s.a., sont responsables du respect des considérations éthiques à toutes les étapes du processus d'évaluation. Cela implique la garantie d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité, de l'anonymat et de l'autonomie des participants, la sensibilité aux réalités culturelles, la sélection équitable des participants (y compris les femmes et les groupes socialement exclus), ainsi que la garantie que l'évaluation ne cause aucun préjudice aux participants ou à leurs communautés. Le [tableau 3](#) résume les principes éthiques clés qui ont été pris en compte par l'EE.

Tableau 3 – Considérations éthiques, risques et garanties

Principes éthiques	Garanties de l'EE
"Do No Harm" (ne pas nuire)	L'EE adhère au principe "Do No Harm" en évaluant et en atténuant les risques liés à toute interaction entre personnes sur le terrain. Le comportement d'aucun membre de l'EE ne doit accroître le risque pour la santé, la sécurité ou la sûreté d'une autre personne ou d'un groupe. Ce principe sera particulièrement important pendant la collecte des données.
Garantie d'un consentement éclairé	L'EE sera totalement transparente avec toutes les parties prenantes en ce qui concerne l'objectif de la mission et l'utilisation des données fournies. Lors des entretiens et des consultations, les évaluateurs informeront les participants sur l'objectif et le processus de l'évaluation, ainsi que sur l'utilisation et la diffusion prévues, avant de leur demander leur consentement verbal ou écrit à participer (qui peut être retiré après l'entretien à la demande du participant).
Sensibilité culturelle	Les membres de l'EE vont collecter les données en respectant les us et coutumes du Niger en général et des régions spécifiques concernées par la collecte des données, entre autres en matière d'habillement (tenue décente), de présentation, d'interactions sociales, particulièrement avec les femmes, les hommes et les jeunes/enfants durant les entretiens individuels et les discussions de groupe. Tous les experts de l'EE ont une grande expérience de terrain au Niger ou dans le Sahel.

Protection de la vie privée, de la confidentialité et de l'anonymat	Les données collectées seront utilisées de manière à ne pas compromettre les sources. En particulier, les données personnelles seront protégées en toute sécurité et les identités ne seront pas révélées sans l'autorisation écrite des informateurs et des participants. En outre, dans le cadre des obligations du contractant, la protection des données sera assurée pour toutes les informations confidentielles, y compris les données personnelles des participants et les données confidentielles mises à la disposition de l'EE aux fins de l'évaluation.
Conflits d'intérêts	Les membres de l'EE n'ont pas été impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du PSP au Niger, et ils ne présentent aucun autre conflit d'intérêts potentiel ou perçu comme tel. Par conséquent, ils n'accepteront aucun contrat de travail ou n'engageront aucune discussion de travail avec le Bureau de pays ou le Bureau régional du PAM pour l'Afrique occidentale durant le processus d'évaluation.

83. L'EE s'est appliquée aussi à respecter les obligations additionnelles définies dans le code de conduite de l'évaluation du système des Nations Unies, notamment en ce qui concerne l'indépendance, l'impartialité, la transparence, l'utilité et la divulgation.

- **Indépendance:** le jugement, les conclusions et les recommandations formulées par l'EE découlent des preuves obtenues à partir de l'analyse des données et de la triangulation. L'équipe a établi ces constatations en toute indépendance, sans se laisser influencer par une quelconque partie prenante de l'évaluation.
- **Impartialité:** l'EE a fait preuve d'impartialité en présentant les forces et les faiblesses du PSP évalué de manière équilibrée. Aucune composante ou partie prenante de la stratégie n'a été favorisée au détriment des autres.
- **Transparence:** l'EE a communiqué de manière claire aux participants l'objet de l'évaluation, les critères appliqués et l'utilisation prévue des résultats. La participation à l'évaluation s'est faite à l'issue d'un consentement éclairé, et l'EE a pris en compte le point de vue des parties prenantes durant tout le processus d'évaluation.
- **Utilité:** les constatations des analyses ainsi que les conclusions et les recommandations ont été formulées de manière à orienter les décisions et les actions à entreprendre par le PAM et d'autres agences des Nations Unies, le Gouvernement du Niger, les bailleurs de fonds, les ONG et les bénéficiaires du PSP, afin d'assurer l'utilité de l'évaluation.
- **Divulgation:** l'EE ne manifeste aucune objection à rendre accessibles les produits de l'évaluation. Les résultats provisoires ont été présentés dans le cadre d'un atelier pour validation. Une fois validé, le rapport final d'évaluation est soumis au Bureau de l'évaluation, qui les communique sur les plateformes officielles de partage de connaissances.

84. Toute suspicion d'actes répréhensibles et de mauvaise conduite dans la mise en œuvre d'un programme par un membre du personnel du PAM ou un partenaire, découverte par les évaluateurs (y compris la fraude, les détournements de denrées alimentaires, l'utilisation abusive des actifs du PAM, le harcèlement, le harcèlement sexuel, etc.) a été signalée par le chef d'équipe au Bureau de l'Inspecteur général du PAM. Dans le même temps, le chef d'équipe a éventuellement informé le gestionnaire d'évaluation et la directrice de l'évaluation de l'existence de suspicions d'actes répréhensibles et de fautes professionnelles, en respectant la confidentialité.

5.4 Risques et mesures d'atténuation

85. L'EE a identifié les problèmes potentiels et les risques inhérents à la conduite des différentes phases de l'évaluation du PSP dans le contexte actuel du Niger, ainsi que des mesures d'atténuation. Il s'agit notamment des risques sécuritaires, des risques liés aux déplacements dans le pays ou de la disponibilité de certains employés. Le tableau ci-dessous présente une analyse succincte de leur probabilité de survenue, leur niveau d'impact, ainsi que les mesures d'atténuation utilisées pour minimiser les éventuelles conséquences.

Tableau 4 – Risques et mesures d'atténuation

Risque	Probabilité	Niveau d'impact	Mesures d'atténuation
Risques sécuritaires et de protection pour l'EE et les participants à l'évaluation	Moyenne - Haute	Mise en danger de l'EE ou des participants (personnel du PAM, des partenaires, bénéficiaires)	L'équipe appliquera ainsi la règle de Chatham House, en maintenant la confidentialité sur les éléments communiqués par les différents acteurs durant la collecte des données afin d'assurer que leur participation ne leur porte pas préjudice.
Restrictions de voyage et de déplacement pour cause d'insécurité au Niger ou aux frontières du pays	Haute	L'EE peut être confrontée à des insuffisances ou des absences de données sur certaines zones, catégories de bénéficiaires ou types d'interventions ou à des informations fragmentaires (p. ex., certaines parties prenantes externes non consultées) ou à des difficultés de triangulation.	L'EE analysera les risques sécuritaires en se basant sur les recommandations du Département de la sûreté et de la sécurité (DSS) des Nations Unies, de la sécurité du PAM, des partenaires étatiques et des acteurs locaux, en établissant le plan de travail de façon conjointe. L'équipe pourra également capitaliser sur les outils et données de suivi utilisés par le PAM, en effectuant les analyses quantitatives secondaires qui prendront en compte ces sites inaccessibles. Si des spécificités émergent durant les analyses pour ces sites, une collecte de données à distance ou hybride, utilisant différentes technologies (Teams/WhatsApp/autres) sera envisagée avec les interlocuteurs clés basés sur ces sites afin de comprendre les raisons de ces spécificités. Une autre possibilité sera de sélectionner des sites alternatifs que l'EE visitera en cas de non-accessibilité des sites initialement échantillonnés.
Difficultés d'accès à certaines zones dues à la détérioration des routes durant la saison agricole (juin-octobre)	Moyenne - Haute	La détérioration des routes par les eaux de pluie peut retarder certains déplacements qui prendront plus de temps que prévu. Certaines zones peuvent être physiquement inaccessibles.	La mission doit se renseigner sur l'accessibilité des zones avant de déterminer les sites à visiter. Pour les situations imprévues de fortes pluies durant la mission, celle-ci pourrait prévoir de remplacer la visite de la zone inaccessible par celle d'une autre zone. Les sous-sections du PAM et les autorités locales seront consultées pour recueillir des informations sur les zones.
Difficulté à couvrir tous les sites échantillonnés	Moyenne	Le Niger est un territoire vaste, et il pourrait donc être difficile pour l'équipe d'évaluation de visiter tous les sites	Tous les membres de l'EE travailleront ensemble la première semaine dans la même région afin d'avoir une compréhension commune des techniques et de l'utilisation des outils de collecte des données, puis se répartiront en deux

		sélectionnés.	groupes pour maximiser les chances de couvrir les sites sélectionnés.
Problèmes de disponibilité de certains employés qui auront terminé leur contrat avec le BP, et de disponibilité de la part de certaines parties prenantes pendant la phase des visites sur le terrain	Moyenne	Les contrats de certains employés arrivent à échéance avant la phase des visites sur le terrain.	L'EE maximisera les entretiens en ligne avec ces participants pendant les mois précédant la phase de collecte sur le terrain, afin de maximiser la couverture de l'ensemble des parties prenantes. Aussi, l'EE maintiendra un lien étroit avec le BP pour informer suffisamment à temps les parties prenantes de l'arrivée de la mission, afin de s'assurer de leur disponibilité au cours de la période de visite pour la collecte des données.
Le temps disponible sur le terrain pour la phase de collecte de données est limité par rapport à l'ensemble des activités et au nombre de parties prenantes à consulter.	Faible	Le nombre d'entretiens individuels au Niger sera nécessairement limité.	La stratégie d'échantillonnage ciblera les zones les plus stratégiques et les parties prenantes les plus pertinentes à consulter. L'EE demandera l'appui du BP pour l'organisation des entretiens.
Le groupe de référence interne est peu engagé.	Moyenne	L'EE n'est pas en mesure d'anticiper l'intérêt et l'engagement du groupe de référence.	L'EE tiendra le groupe de référence régulièrement au courant de l'avancement de l'évaluation, l'impliquera dans les phases et lui présentera les résultats préliminaires de l'évaluation rapidement après la fin de la collecte des données.

5.5 Assurance qualité

86. L'équipe d'évaluation s'est assurée que le processus d'évaluation et les livrables remplissent les conditions et prérequis des termes de référence. La matrice d'évaluation est un élément clé pour garantir la qualité et la transparence de l'évaluation. Toute information a été analysée selon cette matrice, permettant d'avoir une vision d'ensemble claire de toutes les données collectées dans le cadre de l'évaluation, en adéquation avec les normes de transparence du GNUE. Elle a été également un outil essentiel pour la triangulation et apporte une traçabilité des sources d'information.

87. Un contrôle de la qualité des livrables a été mené par les membres de l'équipe d'évaluation comme suit: i) chaque membre de l'équipe a effectué un premier contrôle qualité des sections sous sa responsabilité et rédigé des produits de qualité; ii) le chef d'équipe a assuré une intégration et une harmonisation des contributions des différents membres de l'équipe dans le rapport d'évaluation (il était le responsable final au niveau de l'EE de la qualité du rapport); (iii) un membre de l'équipe d'évaluation a été spécifiquement chargé d'effectuer un contrôle qualité externe pour s'assurer que les livrables de l'évaluation sont alignés sur les termes de référence; et iv) le PAM a confirmé que les livrables sont conformes au Système d'assurance qualité des évaluations centralisées (CEQAS).

88. Le PAM a élaboré le CEQAS sur la base des normes et règles du GNUE et conformément aux bonnes pratiques de la communauté internationale de l'évaluation, à savoir le Réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance (ALNAP) et le Comité d'aide au développement (CAD). Ce système établit des processus comprenant des étapes intégrées pour l'assurance qualité et des modèles pour les produits de l'évaluation. Il comprend également des listes de contrôle qualité pour chaque produit de l'évaluation et des notes techniques approfondissant certains sujets. Le CEQAS a été systématiquement utilisé au cours de cette évaluation et les documents pertinents ont été fournis à l'équipe d'évaluation.

Annexe 6 – Outils de collecte de données

6.1 Entretiens individuels (KII)

89. Les entretiens avec des informateurs clés (KII) font partie des méthodes de collecte de données utilisées par l'équipe d'évaluation pour recueillir des informations.

Échantillon des entretiens

90. La cartographie complète des parties prenantes a été élaborée par l'équipe d'évaluation afin d'identifier les informateurs clés impliqués dans la mise en œuvre du programme au niveau national, départemental et communautaire.

91. Pendant la phase de collecte de données, l'équipe d'évaluation a mené des entretiens avec 216 informateurs clés, dont 12 en ligne et 204 en présentiel, dans les régions visitées. Les principaux groupes de parties prenantes sont répertoriés dans le tableau suivant:

Au niveau national et local (départements et communes)

PAM • Directeur adjoint • Chef de programme • Responsables en charge du Programme Urgence • Chefs de sous-bureaux : Niamey, Dosso, Tillabéri / Zinder / Tahoua • Unité Genre et protection • Unité Logistique • Unité Partenariat • Unité Achats • Unité PSU • Unité RAM	Partenaires étatiques Points focaux des ministères: • Agriculture et élevage • Santé/nutrition • Éducation • Environnement Institutions au niveau local: • Maires et préfet • Services techniques régionaux • Centres de santé • Unités protection, éducation, nutrition
Universités et autres institutions de recherche • Université Abdou Moumouni de Niamey • Université André Salifou de Zinder (UAS) • Université Djibo Hamani de Tahoua (UDH)	Agences des Nations Unies • FAO • UNICEF • HCR • OCHA
Bailleurs de fonds • Commission européenne : branche humanitaire (ECHO) • USAID	Partenaires coopérants ONG internationales • CARE INTERNATIONAL (Maradi, Diffa, Zinder) • IEDA Relief • World Vision International (WVI) ONG nationales • Garkua

	• KARKARA • APBE • AREN • IDB • SED YARDA • VND/NUR • ADN
Autres acteurs • Transporteurs • Prestataires de service (transferts monétaires, etc.)	Partenaires stratégiques • GIRMA CRS • GIZ

Guide d'entretien

92. Ce guide fournit un cadre pour les entretiens individuels avec les différentes parties prenantes clés décrites plus haut, en garantissant une approche uniforme et harmonisée à travers les différentes lignes d'enquête, zones géographiques et profils des informateurs clés. Ce ne sont pas des questions administrées mot-à-mot, mais des orientations qui ont été adaptées en fonction des interlocuteurs et de l'évolution de la collecte des données.

93. Chaque question se rapporte aux sous-questions de l'évaluation, ce qui a permis de s'assurer que toutes les lignes d'investigation développées dans la matrice d'évaluation ont été explorées. Le guide couvre donc toutes les questions et sous-questions de l'évaluation, sans toutefois respecter forcément leur ordre dans la matrice d'évaluation. Les questions en gras sont celles qui ont été posées systématiquement. Il est à noter que les questions adressées aux différents acteurs ont été adaptées au fur et à mesure de la conduite des entretiens (saturation de l'information).

94. Chaque session commençait par une explication des objectifs de l'évaluation et de son organisation, la présentation du/des participants et la confirmation de leurs rôles spécifiques. L'EE indiquait clairement la confidentialité et les conditions d'utilisation des informations, puis obtenait l'accord du/des participants avant de commencer l'entretien. Chaque entretien individuel durait environ 60 minutes.

Tableau 5 – Guide d'entretien avec les informateurs clés

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
1	Quelle est la pertinence de la méthodologie de priorisation des zones d'intervention et de ciblage des différents groupes de bénéficiaires avec des besoins? Les révisions budgétaires ont-elles été fondées sur des preuves et ont-elles tenu compte du contexte et son évolution?	X	X	X	X	X	
2	Les stratégies du PAM sont-elles en adéquation avec les priorités du pays, le Cadre de coopération des Nations Unies et les ODD? Quels sont les écarts? Quels changements ont été opérés suite au coup d'État?	X	X	X	X	X	X
3	Qu'est-ce qui a évolué durant ce PSP par rapport au PSP-T précédent, en termes de programmation, d'établissement de partenariat, de cadre de concertation, de dialogue et de développement de consensus sur les enjeux et les problématiques majeurs?	X	X	X	X	X	X
4	Quelles sont les capacités du PAM à identifier la valeur ajoutée des partenaires et à les utiliser efficacement dans la réalisation des opérations sur le terrain pour obtenir des résultats conjointement?	X	X	X	X		X

⁴³ Secteur privé, universités et institutions de recherche, autorités locales et coutumières, etc.

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
5	Dans quelle mesure ces partenariats contribuent-ils à renforcer la performance du PAM? Donnez des exemples et expliquez comment.	X	X	X	X	X	X
6	En quoi le PAM a-t-il contribué à l'établissement et au succès d'approches, d'analyses, d'actions et de coordinations communes avec les partenaires?	X	X	X	X		X
7	Quels sont les avantages comparatifs de chaque type de partenaire dans la mise en œuvre des programmes?	X	X	X	X	X	X
8	Les relations de partenariat et le développement de consensus avec l'État et ses démembrements ont-ils connu un progrès significatif durant ce PSP? Donnez des exemples. Quel est le rôle et quelle est la qualité des contributions du PAM aux coordinations intersectorielles et inter-agences?	X	X	X	X	X	
9	Quel est le niveau de complémentarité entre les différentes composantes de la logique d'intervention?	X	X				
10	Quel est le niveau de synergie avec les structures étatiques aux niveaux stratégique et opérationnel pour les opérations humanitaires et de résilience? Quelles sont les lacunes et quels efforts sont déployés pour combler ces lacunes et améliorer l'alignement du PAM sur les politiques nationales et sur le Cadre de coopération des Nations Unies?	X	X	X	X	X	X

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
11	Comment le PAM envisage-t-il l'élargissement en cours de la modalité de transfert monétaire, au vu des tensions de ces dernières années, en particulier de la diminution des financements des bailleurs de fonds, des chocs naturels, dont ceux de 2021/2022, et des hausses des prix sur les marchés mondiaux? Les outils de transfert monétaire du PAM sont-ils efficaces? Comment faut-il les améliorer? Quel est l'impact du coup d'État de juillet 2023 et de l'insécurité dans les régions de Tillabéri et Diffa, dans le sud-ouest et à Maradi, sur les choix consistant à privilégier les transferts monétaires?	X	X	X		X	
12	Au vu de l'état actuel des programmes en matière de cantines scolaires, de nutrition, d'urgence et de résilience, quels sont les niveaux et le potentiel d'appropriation de ces programmes par les communautés et/ou par les autorités? Quels programmes peuvent être transférés aux communautés? Quels programmes peuvent être répliqués dans d'autres zones? Quelles sont les contraintes majeures rencontrées pour assurer la durabilité des interventions?	X	X	X	X		X
13	Le processus de renforcement des capacités financières des producteurs locaux par les achats effectués auprès de ces derniers est-il une activité durable et capable de les renforcer économiquement, au vu de l'échelle et de la couverture de l'activité?	X	X	X	X		X

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
14	Quelles initiatives ont été prises pour renforcer la FFA et le SAMS comme points de départ pour fédérer les différentes interventions de résilience, d'aide humanitaire et de nutrition? Comment voyez-vous cette dynamique s'améliorer dans les prochaines années? Qu'est-ce qui pourrait constituer un obstacle au vu du contexte actuel?	X	X	X	X		
15	Comment est structurée la coordination locale des interventions? Quelle est la performance des structures de coordination et quels rôles le PAM joue-t-il pour renforcer les synergies de réflexion, de méthodologies et d'actions au niveau local?	X	X	X	X		X
16	Que pensez-vous du choix actuel du PAM de privilégier la prévention de la malnutrition? Le PAM est-il préparé à cela au niveau organisationnel, des ressources humaines et du partenariat?	X	X	X	X		
17	Quels sont les effets palpables des interventions de résilience sur la cohésion sociale?	X	X	X	X		x
18	Quel niveau de souplesse et de flexibilité les sous-bureaux ont-ils pour prendre des décisions?	X	X				
19	Quels sont les effets imprévus et indirects, les effets inattendus, positifs ou négatifs et au niveau de quels types d'intervention?	X	X	X	X		X

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
20	Quelle a été la contribution du PAM à l'harmonisation des stratégies des acteurs humanitaires et de développement et des liens entre humanitaire, développement et paix? Comment le PAM a-t-il favorisé, au niveau stratégique et opérationnel, l'émergence et le renforcement du nexus humanitaire-développement-paix durant le PSP? Quels sont les résultats de ces efforts et comment cela se concrétise-t-il sur le terrain?	X	X	X	X	X	
21	Comment le PAM a-t-il favorisé, au niveau stratégique et opérationnel, l'application stricte des principes humanitaires durant le PSP et dans ce contexte particulier? • L'humanité • La neutralité • L'indépendance • L'impartialité	X	X	X			
22	Quel est le niveau d'appropriation et d'intégration des aspects transversaux dans les réalisations du PAM et de ses partenaires (étatiques et ONG)? • Genre • Protection • Redevabilité • Sensibilité aux conflits En quoi le PAM a-t-il contribué à une meilleure intégration de ces aspects transversaux dans le respect des principes humanitaires?			X	X		X

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
23	En quoi les outils, les méthodologies et les approches ont-ils préparé le PAM à faire face aux chocs et aux crises durant le PSP? • La COVID-19 • Les effets de la sécheresse de 2021/2022 • Le coup d'État du 26 juillet 2024	X	X	X	X	X	
24	Que pensez-vous du positionnement du PAM en termes d'approche et d'appui au Registre national unifié et au programme actuel de filets sociaux financé par la Banque mondiale? Des collaborations sont-elles en vue ou en cours?	X	X	X	X		
25	Dans quelle mesure le PAM est-il impliqué dans l'assurance agricole indicielle? Comment voyez-vous une implication du PAM dans ce processus?	X	X	X	X		
26	Comment le PAM a-t-il anticipé les contraintes actuelles liées aux difficultés d'accès aux zones d'insécurité et quelles mesures précoces ont été prises?	X	X	X	X	X	X
27	Que pensez-vous de la gestion des risques du PAM, surtout en ce qui concerne la sous-traitance auprès d'opérateurs locaux?	X	X	X	X		
28	Quelle est la capacité du système de suivi-évaluation à produire des preuves utilisées pour la prise de décisions et/ou pour le plaidoyer destiné à mobiliser des ressources financières auprès des bailleurs de fonds?	X	X	X	X		

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
29	Quels sont les obstacles majeurs à la mobilisation des financements durant la période du PSP et comment le PAM a-t-il tenté de les surmonter? Pour quelles raisons certaines activités prévues restent-elles sous-financées et dans quelle mesure cela avait-il été anticipé?	X	X	X	X	X	
30	Comment la gestion des ressources financières et logistiques s'est-elle adaptée pour assurer l'atteinte des objectifs, en fonction des crises, des chocs, des restrictions budgétaires? Quels choix ont été faits et quelles ont été les innovations en termes de ressources logistiques et opérationnelles pour maintenir une gestion efficiente au niveau du PAM?	X	X			X	
31	Comment le principe coût-efficacité est-il intégré dans votre programmation et dans la gestion des ressources? Donnez des exemples. Y a-t-il une stratégie claire, comprise par les responsables des unités, de réduction des coûts et d'optimisation et de mise en commun des ressources avec d'autres partenaires?	X	X			X	
32	Quels sont les niveaux de respect du calendrier par le PAM et quels facteurs ont impacté le respect des délais? Quel est le niveau d'exécution financière? Quel est le niveau de conformité?	X	X	X		X	

N°	Questions	BP du PAM	Sous-bureaux du PAM	Partenaires de mise en œuvre	Services étatiques	Bailleurs de fonds	Autres acteurs ⁴³
33	L'organisation interne des sous-bureaux du PAM, les effectifs et les compétences sont-ils en adéquation avec les besoins et votre mission? Quelle est la stratégie de rétention et de promotion du personnel? Quelles sont les lacunes que vous avez constatées et que comptez-vous faire pour les combler?	X	X				
34	Comment avez-vous intégré le genre dans les recrutements? Quelles difficultés rencontrez-vous pour recruter des femmes?	X	X				
35	Existe-t-il des facteurs externes non mentionnés dans cette discussion qui expliquent la performance du PAM? Si oui, lesquels?	X	X	X	X	X	X

6.2 Discussions de groupe

95. Les discussions de groupe (ci-après FGD) constituent une autre méthode de collecte de données utilisée par l'équipe d'évaluation pour recueillir des informations.

Échantillon des groupes

Au niveau des départements et des communes visités

➤ Discussions de groupe conduites

- Bénéficiaires par activité:
 - Bénéficiaires de différentes actions FFA, bénéficiaires d'actions d'assurance agricole indicielle et organisations de producteurs (organisations paysannes, femmes transformatrices, groupements de jeunes, etc.)
 - Nutrition: bénéficiaires admis au programme de traitement ou de prévention de la malnutrition aiguë par diverses mesures dont la distribution d'aliments nutritifs spécialisés, de vivres et/ou d'espèces. Quatre principales catégories étaient ciblées: a) parents d'enfants de moins de 5 ans, b) femmes

enceintes et allaitantes (y compris les adolescentes), c) relais communautaires et mamans lumières, et d) membres des comités de gestion des centres de santé.

- Éducation: cinq catégories principales étaient ciblées: a) groupes de parents d'élèves, b) membres du comité de gestion de l'école, c) groupes d'enseignants, d) groupe des mères cuisinières de la cantine scolaire, e) groupes de producteurs/fournisseurs des cantines, le cas échéant.
- Planification communautaire/territoriale: groupe de leaders communautaires (chefs traditionnels/de canton, responsables religieux, autres membres influents) ayant participé à ces actions de planification.
- Action d'urgence (RRM, soudure, prolongée) et protection sociale adaptative (ASP): groupe de bénéficiaires de ces actions.

Guide des discussions de groupe

96. Le guide présenté dans le tableau ci-dessous a orienté les consultants et le personnel du PAM dans la préparation et la réalisation des FGD avec les différentes catégories de bénéficiaires décrites plus haut, en garantissant une approche uniforme et harmonisée entre les différentes communautés.

97. Comme dans le cas du guide pour les entretiens avec les KII, ce ne sont pas des questions qui ont été administrées mot-à-mot, mais des orientations qui ont été adaptées en fonction des interlocuteurs et de l'évolution de la collecte des données. Chaque question se rapporte aux sous-questions de l'évaluation, assurant ainsi l'exploration de toutes les lignes d'investigation développées dans la matrice d'évaluation, sans toutefois respecter forcément leur ordre dans la ME.

98. Chaque session commençait par une explication des objectifs de l'évaluation et de son organisation, la présentation du/des participants et la confirmation de leurs rôles spécifiques. L'EE indiquait clairement la confidentialité et les conditions d'utilisation des informations, puis obtenait l'accord du/des participants avant de commencer l'entretien. Chaque discussion de groupe durait environ 90 minutes.

Tableau 6 – Questions aux groupes de bénéficiaires

N°	Questions aux groupes de bénéficiaires	Urgence	Résilience	Nutrition
1	À quels niveaux du cycle des programmes avez-vous été impliqués: la conception des programmes, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation? Votre niveau d'implication est-il satisfaisant?	X	X	X
2	Comment les programmes d'appui tiennent-ils compte des besoins spécifiques des hommes, des femmes et des personnes ayant des besoins spécifiques (personnes âgées, handicapés, malades chroniques, etc.)? Quels avantages les femmes ont-elles tirés des programmes de renforcement des moyens de subsistance?	X	X	X

N°	Questions aux groupes de bénéficiaires	Urgence	Résilience	Nutrition
3	Quels appuis recevez-vous, vous et votre famille, pour les activités de cantines scolaires, nutrition, résilience, humanitaires? Quels sont les écarts par rapport à ce qui était prévu? Quelles explications vous ont été données?	X	X	X
5	Quels changements les appuis du PAM ont-ils apportés dans votre mode de vie? Vos associations et organisations sont-elles plus solides et mieux gérées? Vos revenus ont-ils augmenté? Vos sources de nourriture sont-elles meilleures? Est-ce à cela que vous vous attendiez? Qu'est-ce qui aurait dû être fait et qui n'a pas été fait? Que faut-il changer dans le programme pour le rendre plus performant?	X	X	X
6	Avez-vous bénéficié de sessions de renforcement des capacités (formations, sensibilisation) individuellement, à travers vos organisations? Citez les thèmes. Ces sessions de renforcement des capacités correspondent-elles à des besoins que vous avez exprimés? Quels sont les besoins actuels non satisfaits en termes de renforcement des capacités? Que faut-il changer pour les satisfaire?	X	X	X
7	Les activités conduites ont-elles un impact sur la cohésion sociale? Lesquelles ont le plus d'impact positif et comment? Que préconisez-vous pour renforcer davantage cet impact?		X	

N°	Questions aux groupes de bénéficiaires	Urgence	Résilience	Nutrition
8	En quoi le PAM a-t-il contribué à améliorer la résilience des ménages engagés dans les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage dans la zone (production, transformation, commercialisation des produits agricoles et du bétail)?		X	
9	Avez-vous connu des problèmes d'insécurité qui affectent vos activités? Comment les avez-vous gérés? Y a-t-il des formations, des plans de gestion des risques ou d'autres dispositions en place pour prévenir et atténuer les effets des chocs et de l'insécurité? Êtes-vous sensibilisés et formés sur la gestion des risques de catastrophes?	X	X	X
10	Quel est le cadre de collaboration entre vos organisations et le PAM? Comment communiquez-vous avec le PAM? Comment jugez-vous l'état de la collaboration et de la communication avec le PAM? Quelles sont les lacunes et que proposez-vous pour les combler?	X	X	X
11	Quelles sont vos capacités à prendre vous-même en charge les programmes si le PAM se retire? Quelles sont les contraintes majeures à l'appropriation?		X	X

Annexe 7 – Agenda des visites sur le terrain

99. La mission de collecte de données a eu lieu du 9 septembre au 24 septembre 2024. Quatre membres de l'équipe d'évaluation ont mené la collecte de données sur le terrain. De plus, d'autres membres de l'équipe d'évaluation ont soutenu celle-ci lors des entretiens à distance menés parallèlement à la mission.

100. Le tableau ci-dessous présente le calendrier détaillé de la mission sur le terrain.

Tableau 7 – Agenda des visites sur le terrain

Semaine 1 – Rencontres d'introduction et visites sur le terrain		
Lundi 9 septembre	Entretiens à Niamey	
Mardi 10 septembre	Entretiens à Niamey	
Mercredi 11 septembre	Entretiens à Niamey	
Jeudi 12 septembre	Déplacement à Dosso Rencontre avec le gouverneur de la région et les responsables des services techniques régionaux	
Vendredi 13 septembre	Collecte de données à Dosso - Visites à Sokorbé et Loga: plateau de Goubey, site maraîcher, FARN, ménages - Échanges avec le préfet et l'AD	
Samedi 14 septembre	Retour de Dosso à Niamey	
Dimanche 15 septembre	Jour de repos	
Semaine 2 – Visites sur le terrain		
L'équipe d'évaluation était divisée en deux sous-équipes.		
Lundi 16 septembre	Entretiens à Niamey	Maradi Arrivée à Maradi à 9h25 Briefing avec HoSO, briefing sécurité et présentation du programme
Mardi 17 septembre	Entretiens à Niamey	Rencontres avec les partenaires coopérants, les autorités et les services techniques
Mercredi 18 septembre	Zinder Arrivée à Zinder à 10h20 - Briefing de sécurité, visite de courtoisie au gouvernorat, briefing avec HSO, équipes programme RAM et Support - Rencontres avec les CP et PSF, avec les services techniques régionaux, les partenaires stratégiques (GIZ, WADATA, CRS, TEV, FAO, UNICEF) et l'université André Salifou	Visites sur le terrain à Guidan Roumdji (Chadakori) et Mayahi
Jeudi 19 septembre	Visites à Gouré et Guidiguir	Retour à Maradi et débriefing avec HoSO
Vendredi 20 septembre	Débriefing avec HoSO et équipes programme RAM et Support Déplacement à Diffa	Retour à Niamey

	Rencontre avec le gouverneur et présentation de la mission	
Samedi 21 septembre	Visites à Digargo et Camp Sayam	
Dimanche 22 septembre	Jour de repos	
Semaine 3 – Visites sur le terrain		
Lundi 23 septembre	- Rencontre avec l'équipe-cadre de district (ECD) - Visite CRENAM et CRENI (Centre Mère Enfant) - Rencontre avec le cluster GTSA	Tahoua Arrivée à Tahoua à 9h00h Briefing avec HoSO, briefing sécurité et présentation du programme
Mardi 24 septembre	- Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre et le TPM - Rencontre avec le personnel du PAM	Visites sur le terrain à Abalak et Tchintabarad
Mercredi 25 septembre	Retour à Niamey	Débriefing avec HoSO Retour à Niamey

Annexe 8 – Personnes interviewées

Personnes interviewées à distance

Type d'organisation	Agence / institution	Hommes	Femmes
Agence des Nations Unies	OCHA	0	1
	FAO	4	0
	UNICEF	1	2
Bailleurs de fonds	ECHO et délégation UE	2	1
	USAID	1	0
	Total	8	4

Personnes interviewées lors des visites sur le terrain

Type d'organisation	Agence / institution / bureau	Hommes	Femmes	Région
Agence des Nations Unies, Bureau de pays du PAM	Logistique	2	1	Niamey
	Unité Genre et protection	0	1	Niamey
	Unité Achats	1	0	Niamey
	PSU - Partenariats ONG	0	1	Niamey
	Sous-bureau de Niamey	1	0	Niamey
	Programme Urgences	0	1	Niamey
	Sous-bureau de Maradi	5	3	Maradi
	Sous-bureau de Tahoua	6	5	Tahoua
	Sous-bureau de Zinder	8	3	Zinder
	Sous-bureau de Diffa	17	1	Diffa
Autres agences des Nations Unies	HCR	1	0	Niamey
	FAO	1	0	Tahoua
	UNICEF	1	0	Tahoua

Gouvernement national	CNEDD	3	0	Niamey
	SIMA	2	1	Niamey
	CNC	2	1	Niamey
	Direction Nutrition	1	0	Niamey
	HACP	1	1	Niamey
	Cellule crise alimentaire	3	1	Niamey
	Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement et Ministère de l'environnement	2	0	Niamey
	Ministère de l'agriculture et de l'élevage	2	0	Niamey
	Ministère de l'éducation	2	1	Niamey
Gouvernement local	Services techniques régionaux de Dosso	6	0	Dosso
	Préfet et ST du département de Loga, Sokorbé	7	2	Dosso
	Commune de Chadakori	1	1	Maradi
	Préfecture de Guidan Roudji	1	0	Maradi
	Services techniques régionaux de Maradi	8	0	Maradi
	ST du département de Guidan Roudji	13	4	Maradi
	Services techniques régionaux de Tahoua	3	0	Tahoua
	ST communaux de Tabalak	6	1	Tahoua
	Commune de Guidiguir	0	1	Zinder
	Centre de santé	1	0	Zinder
	Services techniques régionaux de Zinder	4	1	Zinder
	Centre de santé (CRENI/CRENAS)	2	0	Diffa

	CSI Traitement MAM	2	0	Diffa
	Direction régionale de l'éducation	2	0	Diffa
	Services techniques régionaux de Diffa	5	0	Diffa
Partenaires stratégiques	GIZ	1	0	Tahoua
	GIZ	1	1	Zinder
	WADATA, CRS, TEV, FAO, UNICEF	6	1	Zinder
ONG de mise en œuvre	KARKARA, CARE International	3	0	Niamey
	APBE, AREN, CARE, GARKUA, KARKARA, WVI	8	2	Maradi
	Garkua	2	0	Dosso
	APBE, Kokari, ADNI	5	0	Tahoua
	CARE, IDB, KARKARA, Save the Children, YARDA, BNIF	8	0	Zinder
	Relief, APBE, CARE, GARKUA, KARKARA, DRC, VND-NUR	9	1	Diffa
Universités et centres de recherches	Université Abdou Moumouni	1	0	Niamey
	Université Djibo Hamani de Tahoua	1	0	Tahoua
	Université André Salifou	1	0	Zinder
Total		174	44	

Bénéficiaires participants au FGD

Type d'activité	Lieu	Hommes	Femmes
FFA, nutrition, sensibilisation, FARN, couture	Village Goubey - Dosso	14	15
FFA, nutrition, bourses scolaires, cantines	Village Garin Kasso - Maradi	10	14
	Village Ilimazak - Tahoua	7	12
Bénéficiaires des AGR et exploitants du site maraîcher de Digargo	Diffa	10	20
Bénéficiaires de différentes activités - camp de réfugiés	Diffa	20	10
Total		61	71

Annexe 9 – Cadre de résultats/Lignes du PSP

Tableau 8 – Lignes du PSP-T après la Révision budgétaire 1

NIGER					
SR 1 – Everyone has access to food (SDG Target 2.1)	SR 2 – No one suffers from malnutrition (SDG Target 2.2)	SR 4 – Food systems are sustainable (SDG Target 2.4)	SR5- Countries strengthened capacities (SDG target 17.9)	SR 8- Global partnership support (SDG Target 17.16)	
CRISIS RESPONSE	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	CRISIS RESPONSE
OUTCOME 1: Crisis-affected populations, including refugees and IDPs, in targeted areas are able to meet their basic food and nutrition needs during and in the aftermath of crises	OUTCOME 2: Food insecure school-age children, in targeted regions have access to adequate and nutritious food all year-round	OUTCOME 3: Vulnerable groups including children, pregnant women and adolescent girls in targeted areas have enhanced nutritional status all year-round	OUTCOME 4: Food insecure populations and communities exposed to climate shocks in targeted areas have more resilient livelihoods and sustainable food systems all year-round	OUTCOME 5: National institutions have strengthened capacities to manage food-security, nutrition, and social protection policies and programmes by 2030	OUTCOME 6: Humanitarian and development partners have access to common services to access and operate in targeted areas throughout the year
OUTPUTS: 1.1. Crisis-affected beneficiaries (Tier 1) receive timely and adequate food/CBT (output category A1) to meet their food and nutrition requirements 1.2. Crisis-affected beneficiaries (Tier 1) receive timely and adequate food assistance (output category A2) to support early recovery 1.3. Crisis-affected children attending school (Tier 1) receive timely and adequate school meals (output category A1) to meet their food requirements 1.4. Crisis-affected children (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food (output category B) to prevent MAM (SR 2)	OUTPUTS: 2.1. Children attending school (Tier 1) receive timely and adequate school meals (output category A1) to meet their food requirements and support school attendance (SDG 4)	OUTPUTS: 3.1. Targeted children aged 6-23 months and pregnant women (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food (output category B) to treat moderate acute malnutrition 3.2. Targeted children aged 6-23 (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food (output category B) to prevent malnutrition/stunting, wasting and micronutrient deficiencies 3.3. Targeted women and adolescent girls, men and boys (Tier 1) receive social and behavior change communication (SBCC) (output category E) to improve nutrition-related practices and prevent malnutrition 3.4. Targeted adolescent girls receive cash grants, SBCC activities and micronutrient supplements (output category A2) to help break the intergenerational cycle of malnutrition and maintain girls in school	OUTPUTS: 4.1. Targeted beneficiaries (Tier 1) receive timely and adequate FFA transfers (output category A2) to meet their short-term food needs while improving their livelihoods' resilience 4.2. Targeted populations (Tier 2) benefit from assets built or restored (output category D) to improve their resilience to natural shocks and adaptation to climate change 4.3. Targeted smallholders and other actors along the value chain (Tier 1) benefit from strengthened technical capacities (output category C) to improve livelihoods, including in relation to home-grown school feeding 5.1. Targeted beneficiaries (Tier 1) receive timely and adequate food/CBT (output category A1) to meet their food and nutrition requirements and improve their resilience to natural shocks and adaptation to climate change	OUTPUTS: 5.1. Food-insecure people (Tier 3) benefit from strengthened emergency preparedness and response, social protection and resilience building programmes to receive timely assistance from the government, WFP and partners (output category C) 5.2. Food-insecure people (Tier 3) benefit from strengthened evidence and knowledge by the Government to support decision making through scalable, cost effective and efficient models (output category C)	OUTPUTS: 6.1. Affected populations targeted by humanitarian partners using WFP timely and cost-saving services (Tier 3) are served to address their needs (output category H)
ACTIVITY 1: Provide assistance to crisis-affected populations, including refugees and IDPs, through food assistance (unconditional and conditional), emergency school meals and specialized nutritious food to children for malnutrition prevention [modality: food, CBT]	ACTIVITY 2: Provide school meals to vulnerable children during the school year, in a way that relies on and stimulates local production (home-grown school feeding) [modality: food, CBT, CS]	ACTIVITY 3: Provide malnutrition treatment and prevention (including SBCC and food fortification) services to children aged 6-23 months and pregnant women, and cash grants to adolescent girls [modality: food, CBT, CS]	ACTIVITY 4: Provide livelihood support to food insecure and at-risk people, including the development or rehabilitation of natural and productive assets (FFA), climate risk management measures, local purchases, through an integrated, inclusive community-based approach [modality: food, CBT, CS]	ACTIVITY 6: Provide (gender equality-informed) capacity strengthening to inter-sectoral national institutions on: (i) planning, (ii) coordination mechanisms, (iii) policy coherence, and (iv) knowledge management [modality: CS]	ACTIVITY 7: Provide URHAS flight services to partners, to access areas of humanitarian interventions [modality: SD] ACTIVITY 8: Provide logistics services to partners, to address problems of accessibility when delivering humanitarian access [modality: SD]
Additional crisis response activities may be added here if needed at time of emergency (contingency planning)			ACTIVITY 5: Provide seasonal food/CBT assistance to food insecure populations [modality: food, CBT]		

Tableau 9 – Ligne de l'horizon du PSP après la Révision budgétaire 5

NIGER CSP (2020-2024)					
SR 1 – Access to food (SDG Target 2.1)		SR 2 – No one suffers from malnutrition (SDG Target 2.2)	SR 4 – Sustainable food systems (SDG Target 2.4)	SR 5- Capacity strengthening (SDG Target 17.9)	SR 8- Enhance Global Partnership (SDG Target 17.16)
CRISIS RESPONSE	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	CRISIS RESPONSE
OUTCOME 1: OUTCOME 1: Crisis affected populations, including refugees, IDPs, host communities and returnees in targeted areas are able to meet their basic food and nutrition needs during and in the aftermath of a crisis BUDGET SO 1: \$668 082 044 OUTPUTS: 1.1 Crisis-affected women, men, girls and boys (Tier 1) receive timely and adequate food and nutrition assistance (food and cash) (output catA1) to meet their food and nutrition needs during crises (SR 1, 2) 1.2 Crisis-affected women, men, girls and boys (Tier 1) receive timely and adequate food and nutrition assistance (food and cash) (catA2) to meet their food and nutrition needs, improve livelihoods and support early recovery (SR 1, 2, 3) 1.3 Women, men, girls and boys in crisis-affected areas (Tier 2) benefit from community based assets (cat D) to restore their livelihoods/strengthen their self-reliance and support early recovery (SR 3) ACTIVITY 1: Provide an integrated food and nutrition assistance to crisis-affected populations (refugees, IDPs, host communities and returnees) [Activity category 1: Food, CBT & CS] <i>Additional crisis response activities may be added here if needed at time of emergency (contingency planning)</i>	OUTCOME 2: School-aged girls and boys including adolescents in targeted food insecure and pastoral regions have access to adequate and nutritious food during the school year BUDGET SO 2: \$91 887 067 OUTPUTS: 2.1 Boys and girls attending targeted schools (Tier 1) receive timely and adequate nutritious school meals linked to locally sourced food (catA1) to meet their food and nutrition needs and support school retention and completion (SR 1, SDG 4) 2.1 Adolescent girls attending targeted schools (Tier 1) receive cash grants (cat A2) to meet their food and nutrition needs, and support school retention and completion (SR 1, SDG 4) 2.2 Adolescent girls attending targeted schools (Tier 1) receive gender-transformative social and behaviour change communication (SBCC) (cat E) to support school retention, improve their nutritional status, nutrition-related practices and essential life-skills (SR 2, SDG 4) 2.3 Boys and girls attending targeted schools (Tier 1) benefit from complementary services (school gardens, cattle and milks) (cat A2) to promote and adopt healthy food and nutrition practices (SR 2) ACTIVITY 2: Equitably provide an integrated school feeding package to boys, girls and adolescents during the school year in a way that relies on and stimulates local production (home-grown school feeding) [Activity category 4: Food, CBT & CS]	OUTCOME 3: Nutritionally vulnerable persons and communities including children 6-59 months, pregnant women and girls, adolescent girls, in targeted areas have improved nutritional status by 2024 BUDGET SO 3: \$137 421 373 OUTPUTS: 3.1 Targeted boys and girls aged 6-23 months, pregnant women and girls, (Tier 1), receive adequate and timely specialized nutritious food (cat B) to treat moderate acute malnutrition 3.2 Targeted boys and girls aged 6-23 months (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food (cat B) to prevent stunting, wasting and micronutrient deficiencies 3.3 Targeted women and men, adolescent girls and boys and their communities (Tier 1) receive social behaviour change communication (SBCC) (cat E) and incentives to improve nutrition-related practices 3.4 Targeted boys and girls aged 6-59 months, pregnant women and girls and adolescent girls and boys (Tier 2) benefit from enhanced capacities of health personnel, and community in malnutrition treatment and prevention (cat C) to access nutrition and complementary health services 3.5 Targeted women, men, girls and boys and their communities (Tier 2) benefit from efficient, equitable and productive nutrition value chains (cat F) to improve access to fortified food (SR 1, 2, 4, 5) ACTIVITY 3: Support national nutrition programme through provision of preventive and curative nutrition services (including SBCC, local food fortification, complementary feeding and capacity strengthening) to targeted populations [Activity category 5: Food & CBT & CS]	OUTCOME 4: Food insecure populations and communities including those affected by climate shocks, in targeted areas have more resilient livelihoods integrated into sustainable and equitable food systems to ensure access to adequate and nutritious food by 2024 BUDGET SO 4: \$391 804 720 OUTPUTS: 4.1 Women, men, girls and boys in targeted areas (Tier 1) equitably benefit from new or restored community assets (cat D) to enhance their resilience to natural and man-made shocks and adaptation to climate change (SR 4) 4.2 Value chain actors (Tier 2) benefit from enhanced capacities and local purchases (cat F) to sustainably increase their productivity, diversify their production, foster access to local markets for smallholder farmers through home-grown school feeding and strengthened local economies (SR 4) 4.3 Targeted women, men, girls and boys (Tier 1) receive timely and adequate FFA transfers (cat A2) to meet their short-term food needs while improving their livelihoods' resilience (SR 1, 3, 4) 4.4 Targeted women, men, girls and boys (Tier 1) receive timely and adequate seasonal food and nutrition assistance (cat A1) to meet their food and nutrition needs and consolidate gains on asset creation (SR 1, 2) 4.5 Targeted communities (Tier 1) receive gender-transformative social behaviour change communication and information (cat E) to promote inclusive and equitable community-based farm management, production, purchase, and consumption of nutrient-rich/dense food ACTIVITY 4: Provide livelihood support to food insecure and at-risk of food insecurity men, women, boys and girls, including the development or rehabilitation of natural and productive assets (FFA), climate risk management measures, and value chains [Activity category 2: Food, CBT & CS]	OUTCOME 5: National institutions and other partners have strengthened capacities to design and manage integrated, gender-responsive and shock-responsive food security, nutrition, social protection policies and programmes by 2024 BUDGET SO 5: \$22 138 762 OUTPUTS: 5.1 Food insecure and nutritionally vulnerable boys, girls, men and women (Tier 3) benefit from the design and implementation of gender-responsive government-led emergency preparedness and response, shock-responsive social protection, and resilience building interventions (cat C) to receive timely and adequate assistance from the Government and its partners (SR 5) 5.2 Food insecure and nutritionally vulnerable boys, girls, men and women (Tier 3) benefit from the government's strengthened capacities (cat C) to plan and implement gender-equitable and transformative evidence-based interventions to receive timely and adequate assistance from the Government and its partners (SR 5) 5.3 Crisis-affected populations (Tier 2) benefit from enhanced capacities (cat C) of community-based disaster risk management partners to meet their food and nutrition needs (SR 1, 2) ACTIVITY 5: Provide capacity strengthening to national, decentralised institutions and partners on coherent gender equitable and gender-transformative intersectoral policies, planning, coordination mechanisms, ownership and programme implementation, and knowledge management [Activity category 9: CS]	OUTCOME 6: Humanitarian and development partners in Niger have access to common services and expertise to access and operate in targeted areas until appropriate and sustainable alternatives are available BUDGET SO 6: \$53 613 509 OUTPUTS: 6.1 Crisis-affected persons (Tier 2) targeted by humanitarian and development partners benefit from timely and cost-saving UNHAS services (cat H) to receive timely, equitable and effective assistance (SR 8) 7.1 Crisis-affected persons (Tier 2) targeted by humanitarian and development partners benefit from timely and cost-saving logistics services (cat H) to receive timely, equitable and effective assistance (SR 8) 7.2 Crisis-affected persons (Tier 2) targeted by humanitarian and development partners benefit from timely and cost-saving ETC services (cat H) to receive timely, equitable and effective assistance (SR 8) 7.3 Crisis-affected persons (Tier 2) targeted by humanitarian and development partners benefit from timely and cost-saving coordination services (cat H) to receive timely, equitable and effective assistance (SR 8) 7.4 Targeted persons (Tier 2) benefit from on demand supply chain services and expertise (cat H) to receive timely and effective assistance (SR 8) ACTIVITY 6: Provide UNHAS flight services to partners, to access areas of humanitarian interventions [Activity category 10: SD] ACTIVITY 7: Provide logistics, ITC and coordination services to partners in absence of alternative to ensure humanitarian assistance as well as other supply chain services and expertise on demand [Activity category 10: SD]
TOTAL BUDGET: \$1 364 947 475					

Tableau 10 – Principaux changements introduits par les révisions budgétaires du PSP-T et du PSP

Document stratégique	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Changements introduits par la RB
PSP-T 2019	265 929 079 \$						
	2 080 717 bénéficiaires						
RB 01	199 073 579 \$						- Augmentation du nombre de bénéficiaires prévus sous l'EDS 1 et diminution du nombre de bénéficiaires prévus sous l'EDS 2 - Révision à la baisse du budget alloué aux EDS 3 et 5 - Fusion des Activités 4 et 5 (EDS 4) en une seule activité - Révision du budget alloué aux coûts directs et indirects
	1 552 342 bénéficiaires						
PSP 2020-2024		1 055 624 308 \$					
		5 516 659 bénéficiaires					
RB 01		1 103 846 326 \$					- Augmentation du nombre de bénéficiaires couverts et ajustement des coûts de l'EDS 1 - Augmentation des coûts liés au renforcement des capacités institutionnelles pour accroître le soutien en termes d'alerte précoce, de préparation/réponse aux urgences et de sécurité sociale
		6 643 496 bénéficiaires					
RB 02		1 233 932 241 \$					- Augmentation du nombre de bénéficiaires sous les EDS 1, 2 et 4 pour couvrir les besoins chroniques et ceux créés par la COVID-19 - Introduction des transferts d'espèces comme modalité de l'EDS 3
		8 630 244 bénéficiaires					
RB 03				1 364 947 475 \$			- Augmentation du nombre de bénéficiaires sous les EDS 1 et 4 pour couvrir les besoins chroniques et la COVID-19, les événements climatiques exceptionnels et l'aggravation des conflits
				10 469 621 bénéficiaires			

RB 04					1 240 032 461 \$		- Réduction de la durée du PSP pour un meilleur alignement sur le prochain cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable - Augmentation du nombre de bénéficiaires sous l'EDS 1 - Réajustement du budget et du nombre de bénéficiaires sous les autres EDS selon la réduction de la durée du PSP et les analyses de vulnérabilité les plus récentes
					11 305 937 bénéficiaires		
RB 05					1 514 871 715 \$		- Extension de la durée du PSP de 10 mois, jusqu'en décembre 2024 - Révision du nombre de bénéficiaires pour les différents EDS, sur la base des études de vulnérabilité les plus récentes et des nouveaux besoins suite au coup d'État - Développement d'un plan de continuité des activités et de minimisation des risques - Renforcement des partenariats de recherche et de suivi, notamment avec la Banque mondiale et les agences des Nations Unies - Prise en compte des changements de coûts induits par les nouvelles chaînes d'approvisionnement adoptées (p. ex. corridor de Lomé et Cameroun-Tchad)
					11 523 749 bénéficiaires		
RB 06						1 702 131 695 \$	- Priorisation des bénéficiaires RRM par rapport aux bénéficiaires du programme Protracted au sein de l'EDS 1 - Augmentation des bénéficiaires de l'EDS 3 - Réajustements opérationnels des EDS 2 et 4
						12 838 080 bénéficiaires	

Annexe 10 – Analyse de la performance du PAM

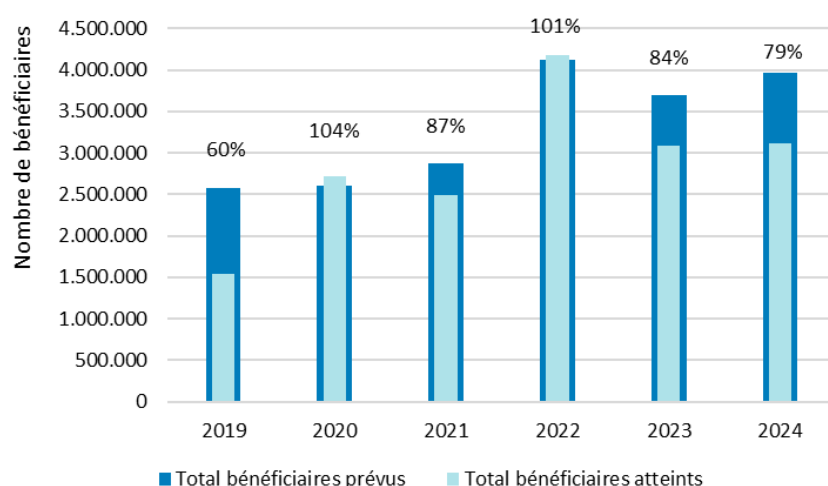
101. Cette annexe présente les tableaux et les figures produits par l'EE lors de la collecte des données et de l'analyse des données secondaires, en complément de ceux présentés dans le Volume I.

1 : Indicateurs de produits

102. Les graphiques suivants montrent le nombre de bénéficiaires annuels planifiés et actuels du PSP-T et du PSP en fonction du genre, du statut de résidence et du type de programme, ainsi que le volume d'espèces et de vivres distribués en fonction de l'activité.

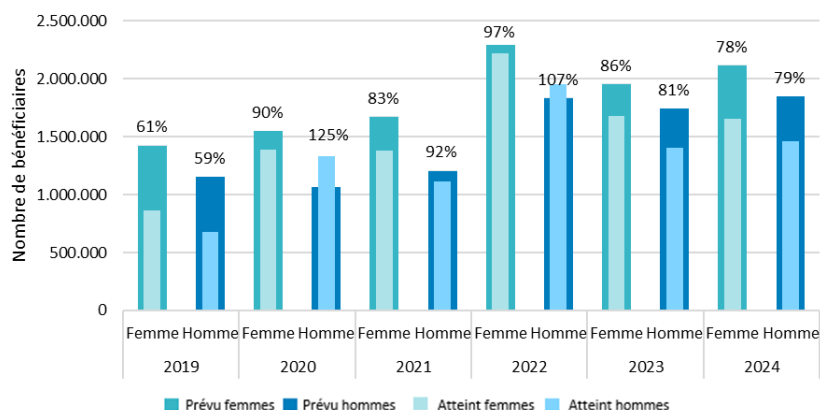
Bénéficiaires totaux

Figure 5 – Nombre total de bénéficiaires prévus et atteints (2019-2023)



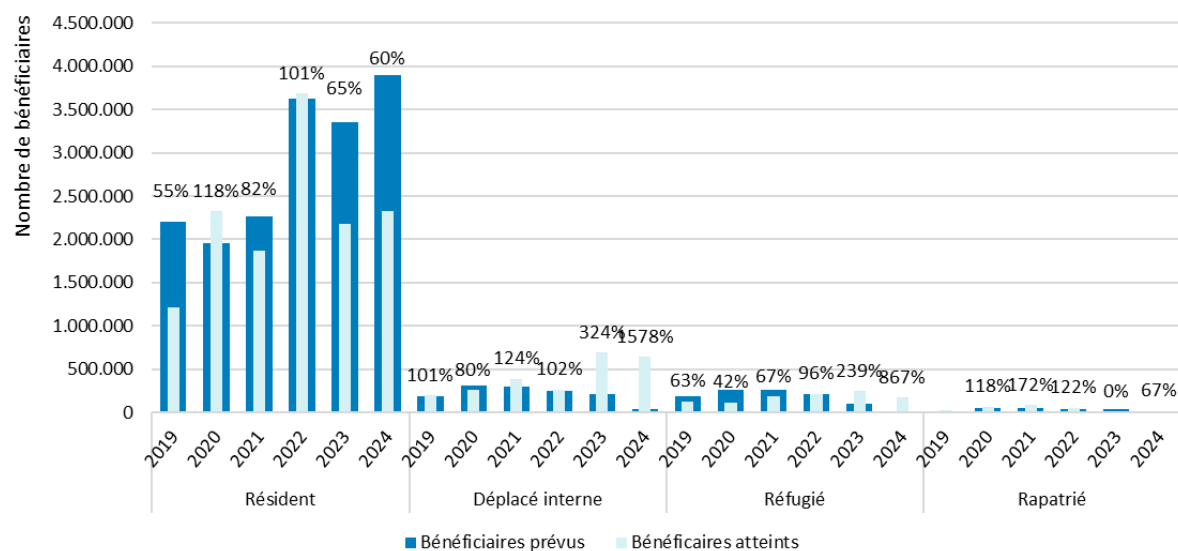
Source: CM-R001b_-_Annual_Country_Beneficiaries_(CSP)_v1.5, données extraites le 3 février 2025

Figure 6 – Nombre total de bénéficiaires prévus et atteints, basé sur le genre (2019-2023)



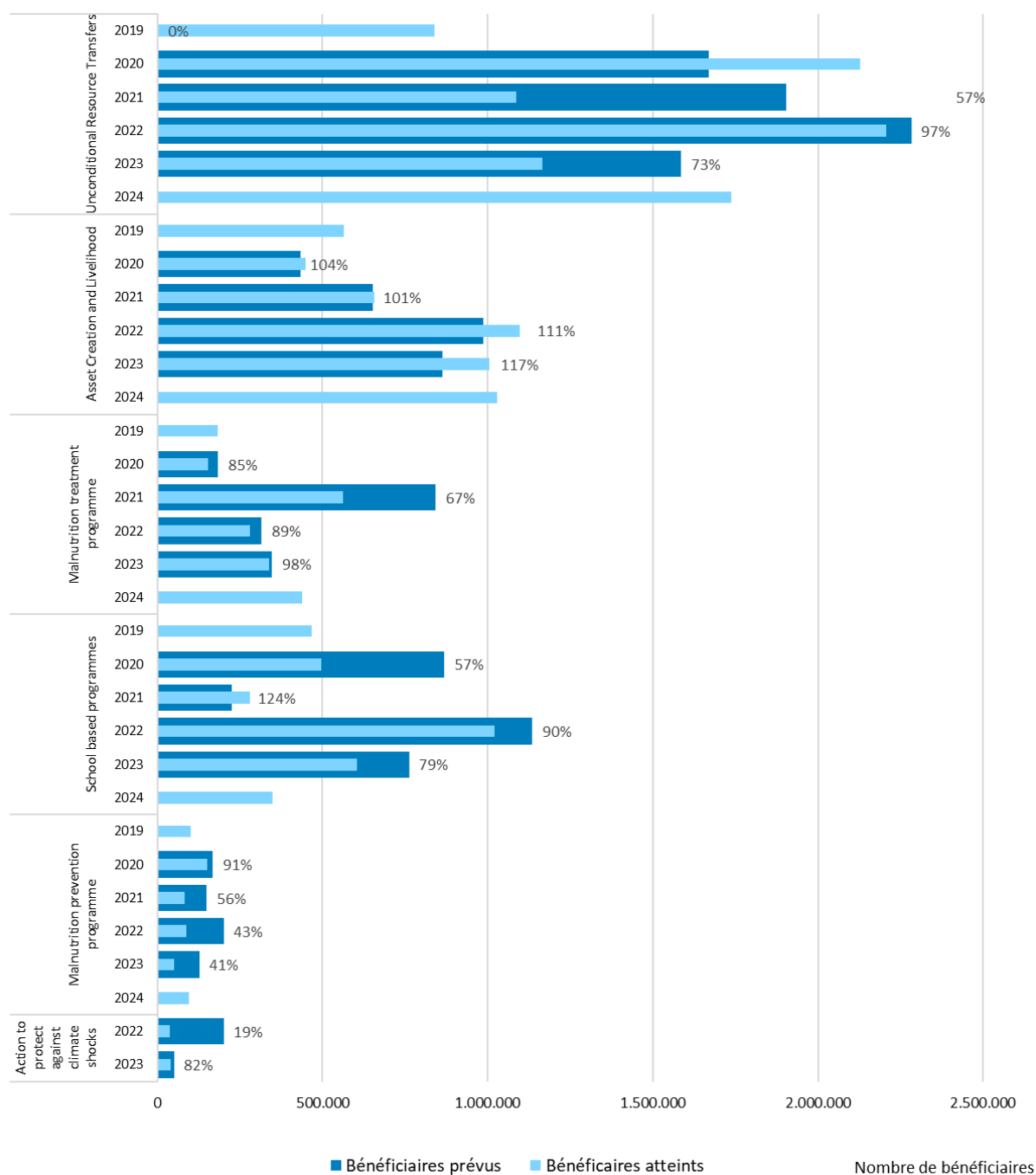
Source: CM-R001b_-_Annual_Country_Beneficiaries_(CSP)_v1.5, données extraites le 3 février 2025

Figure 7 – Nombre total de bénéficiaires prévus et atteints, basé sur le statut de résidence (2019-2023)



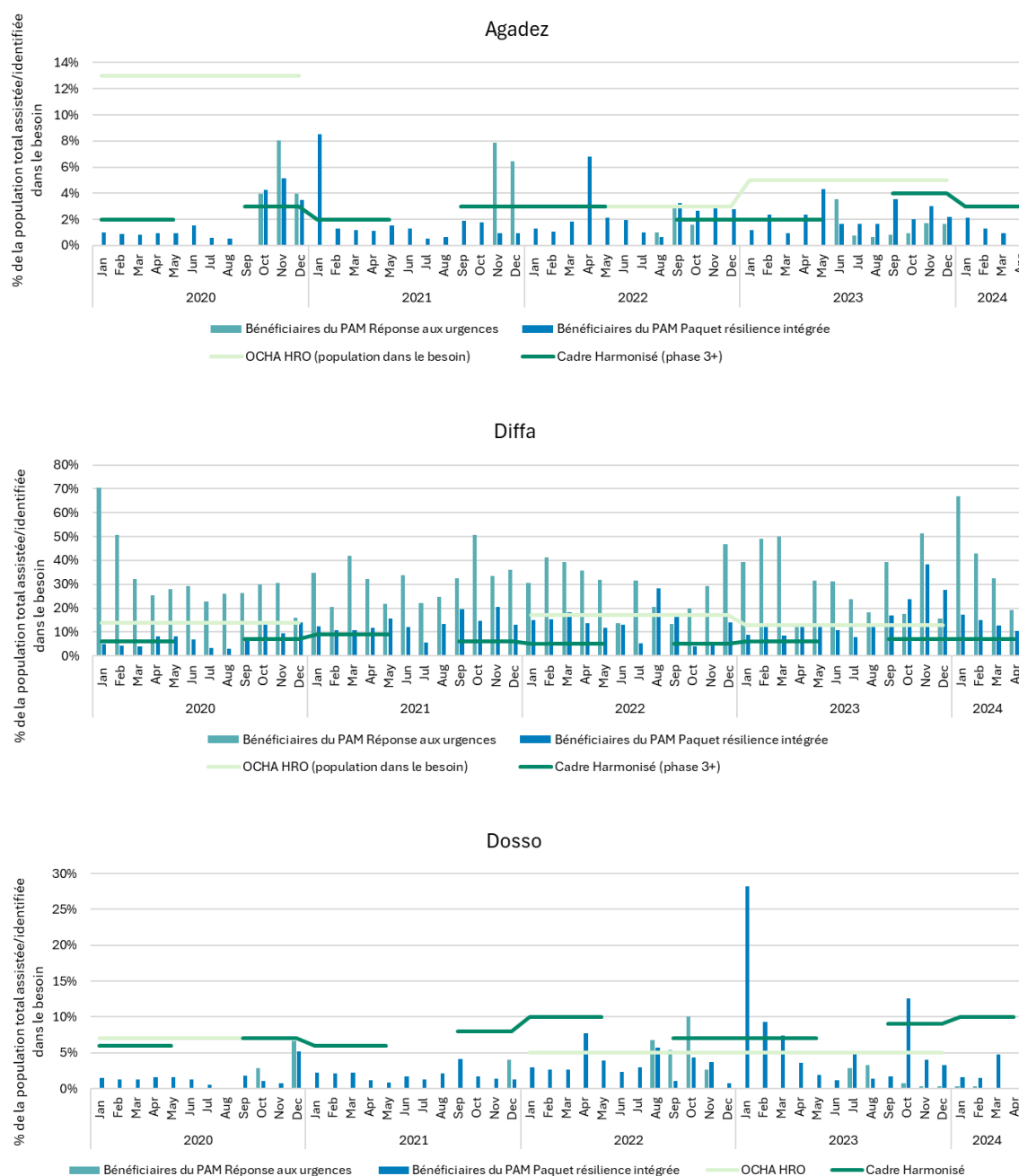
Source: ACR 2019-2023, CM-R001b_-_Annual_Country_Beneficiaries_(CSP)_v1.5, données extraites le 3 février 2025 (2024)

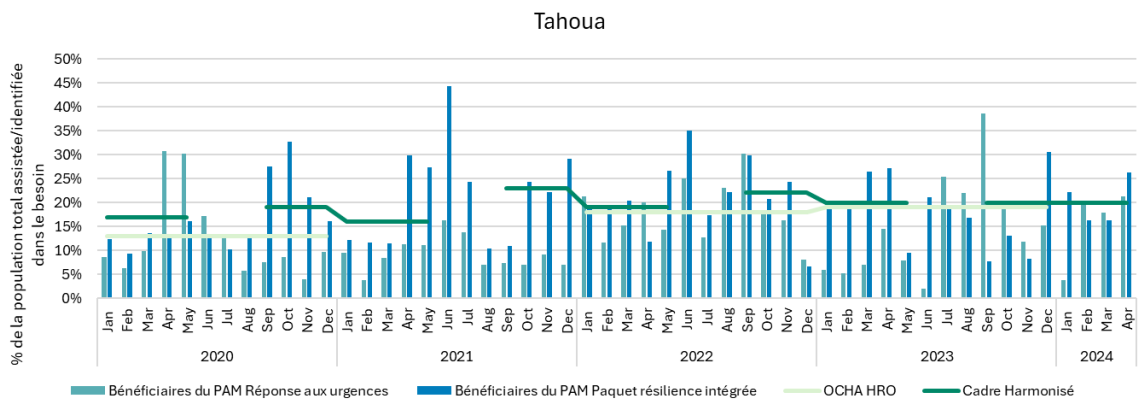
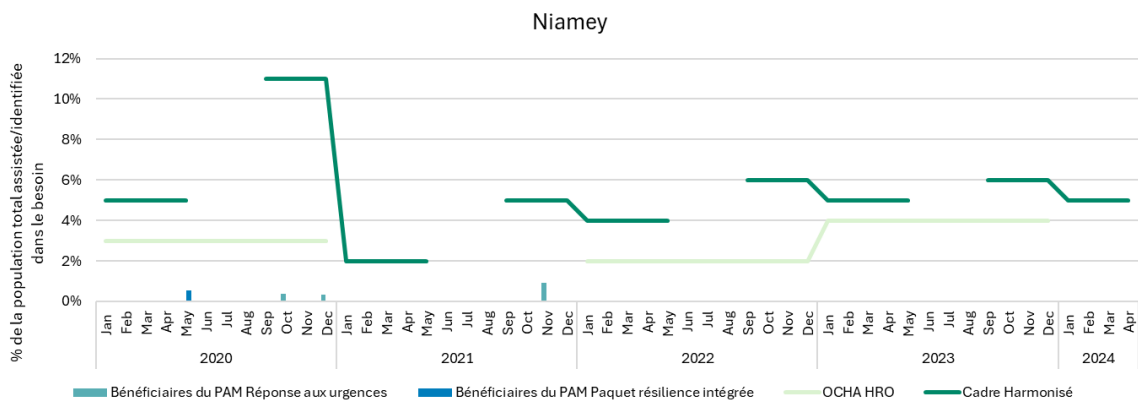
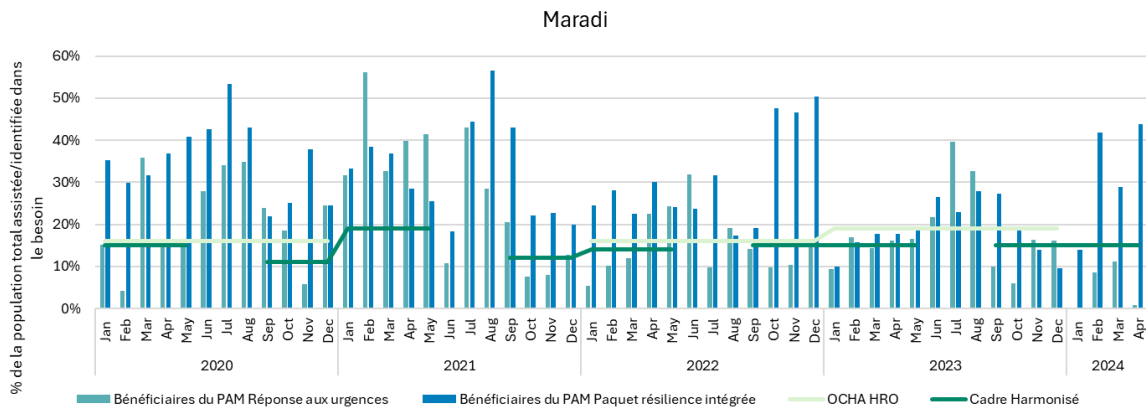
Figure 8 – Nombre de bénéficiaires prévus et atteints par type de programme

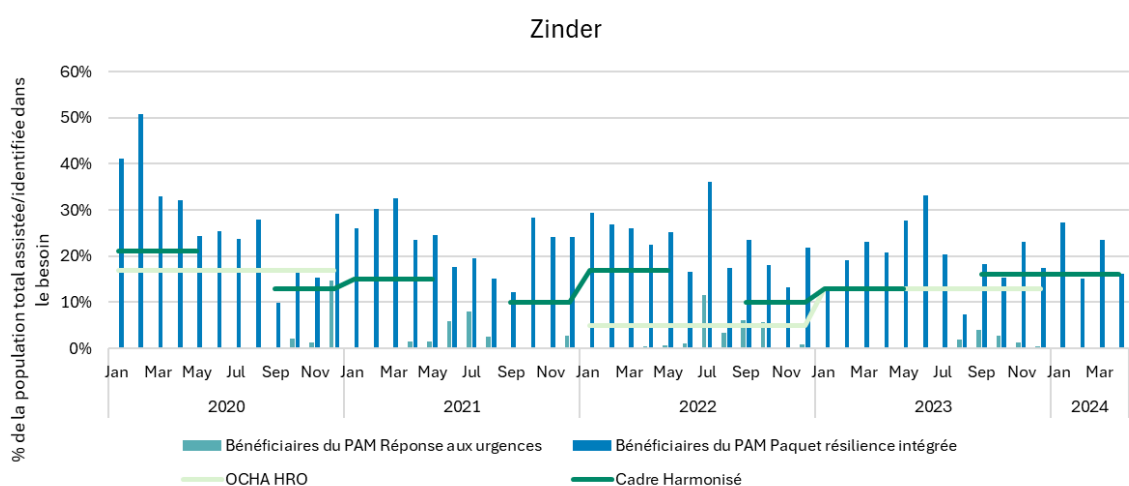
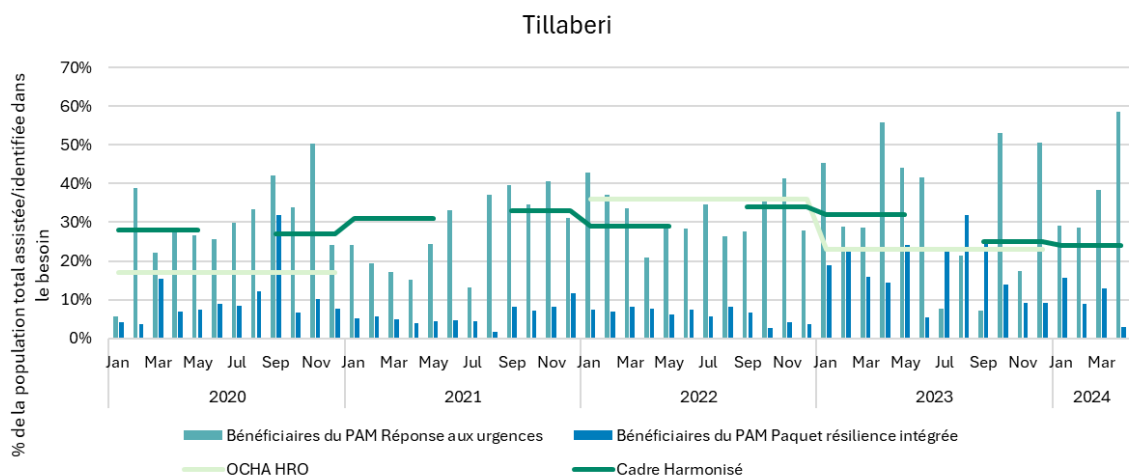


Source: ACR 2019-2023, CM-R023 Actual beneficiary adjustment CSP programme area_v1.2, données extraites le 3 février 2025 (2024)

Figure 9 – Proportion de bénéficiaires assistés par les programmes de résilience et de réponse aux urgences par rapport à la proportion de bénéficiaires ayant des besoins alimentaires selon le Cadre harmonisé et les *Humanitarian Report Overview*



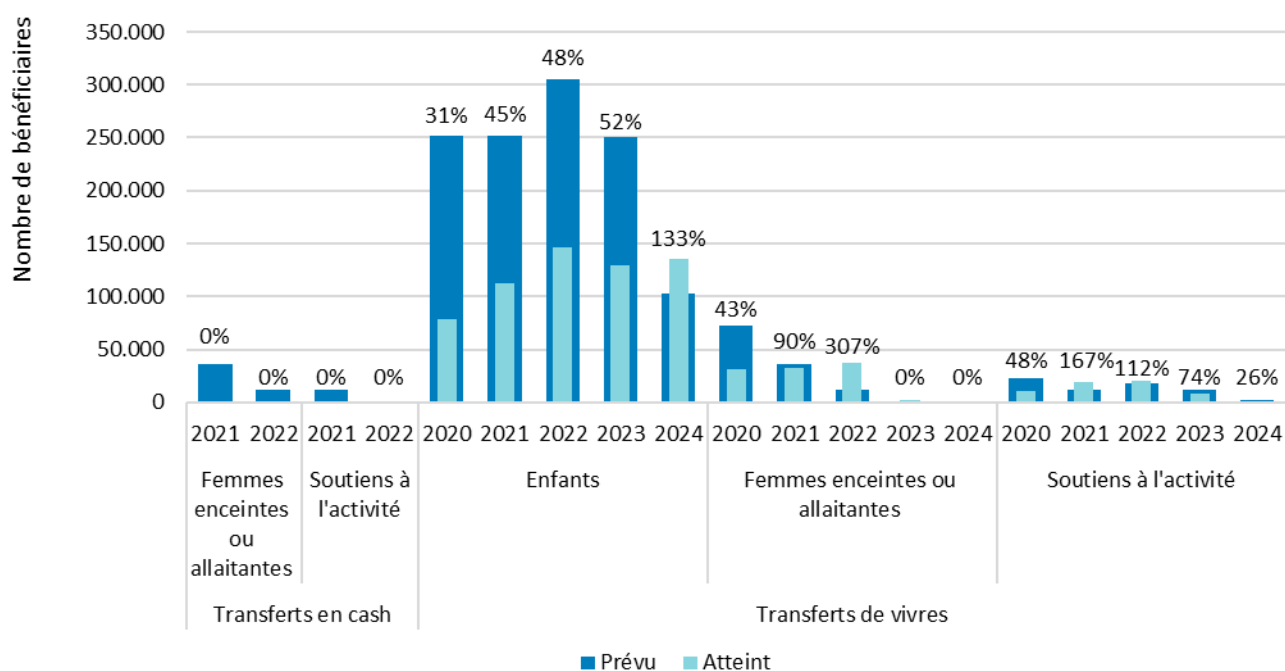




Source: CM-A003, OCHA HRO (2020-2024), Cadre harmonisé (janvier 2020 - mars 2024)

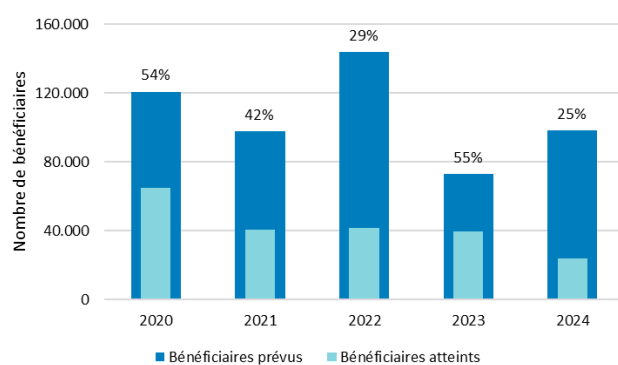
Activité 1

Figure 10 – Nombre de bénéficiaires prévus et atteints du traitement de la malnutrition aiguë modérée



Source: ACR 2019-2023, Output results 2024 NE02 (2024)

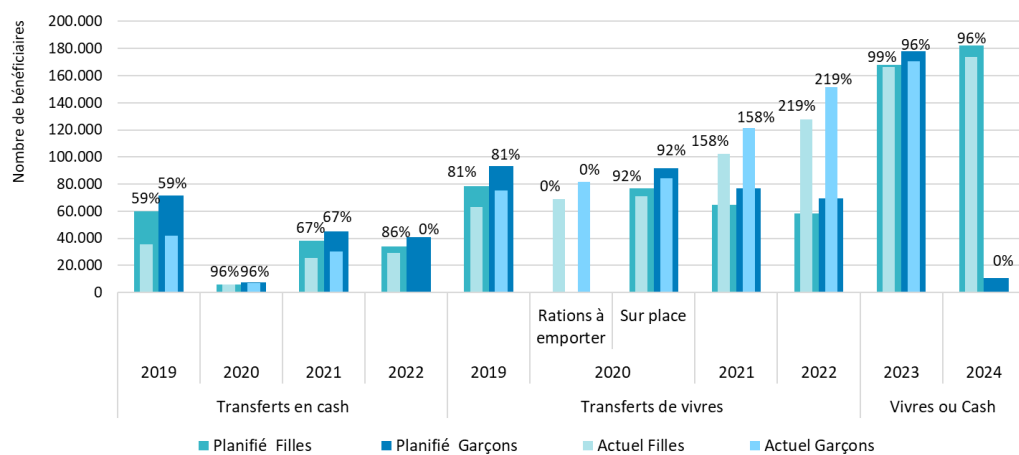
Figure 11 – Nombre d'enfants bénéficiaires de transferts de vivres en prévention de la malnutrition aiguë (2020-2022)



Source : ACRs 2020-2023, Output results 2024 NE02 (2024)

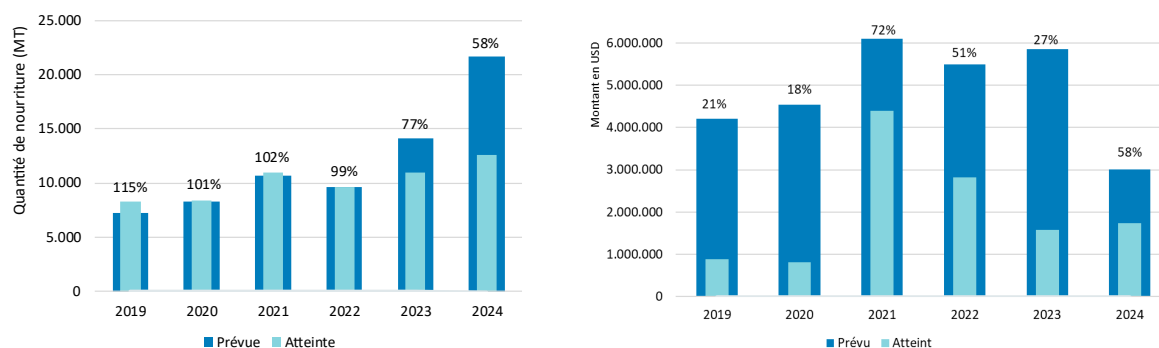
Activité 2

Figure 12 – Nombre de bénéficiaires, par modalité de transfert



Source: ACR 2020-2023, Output results NE02 Niger (2024)

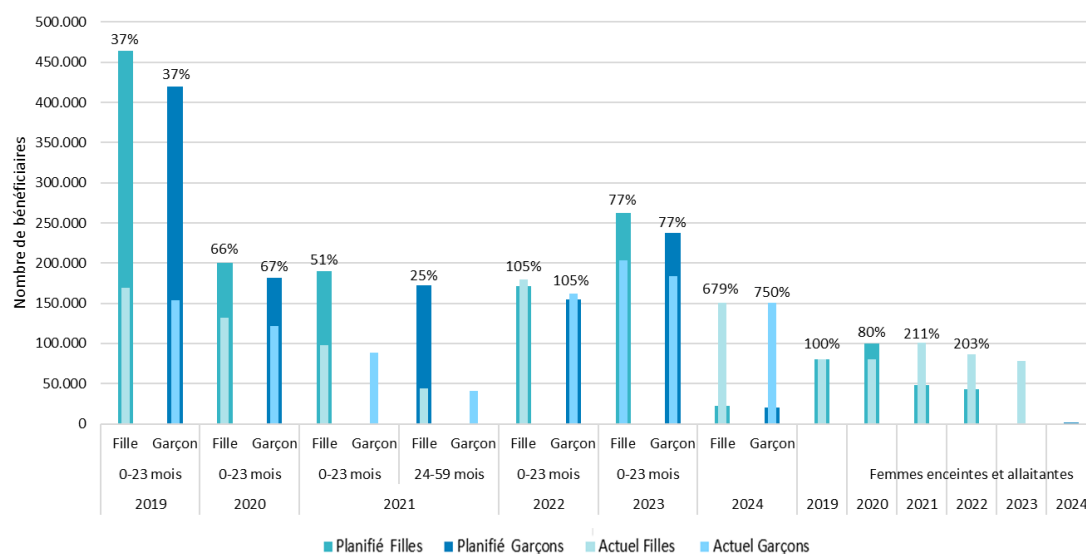
Figure 13 – Quantité de nourriture et d'espèces prévue et atteinte distribuée (alimentation scolaire)



Source: ACR 2019-2023, Output results NE02 Niger (2024)

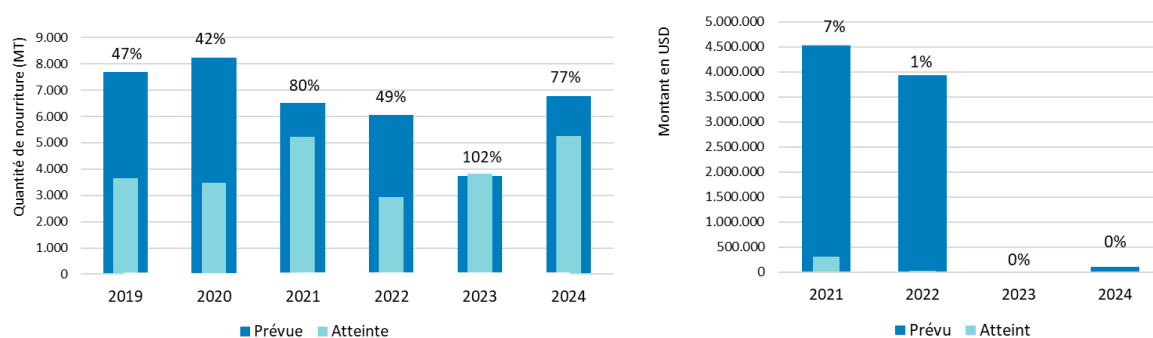
Activité 3

Figure 1614 – Nombre prévu et atteint de femmes bénéficiaires des transferts distributions de vivres



Source : ACR 2019-2023, Output results NE02 Niger (2024)

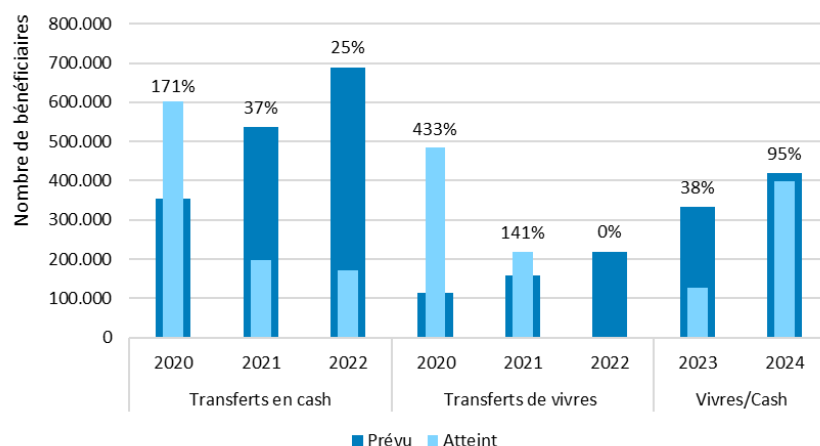
Figure 15 - Quantité prévue et atteinte de vivres distribués et d'espèces transférées (Programme national de nutrition)



Source: ACR 2019-2023, Output results NE02 Niger (2024)

Activité 4

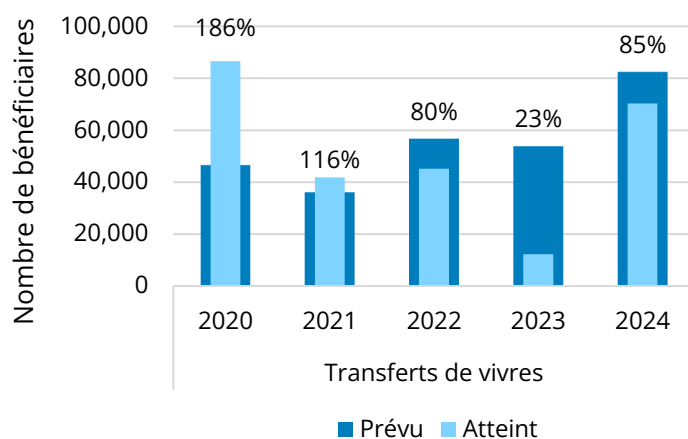
Figure 16 – Nombre prévu et atteint de bénéficiaires de transferts d'espèces et distributions de vivres de la distribution générale, 2020-2022



Source: ACR 2020-2023, Output results NE02 Niger (2024)

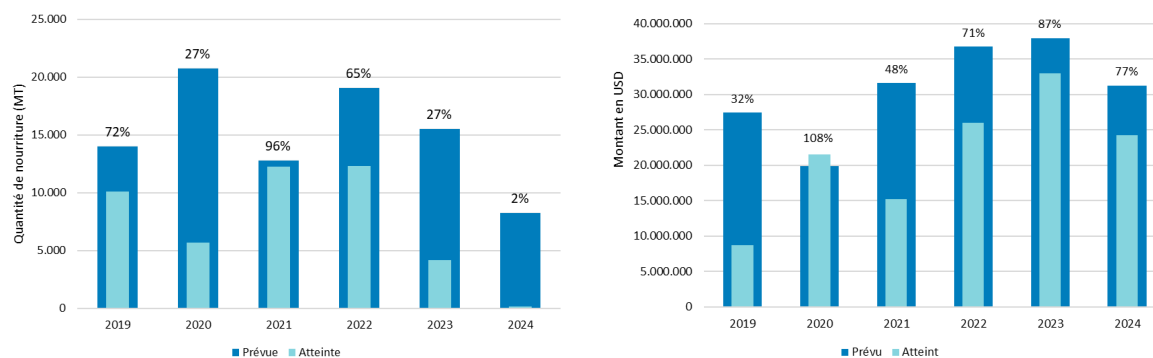
Figure 17 – Nombre prévu et atteint de bénéficiaires des interventions de prévention de la malnutrition aiguë modérée, 2020-2022

Modalité	Année	Prévu	Atteint
Transferts d'espèces	2020	0	0
	2021	14 634	0
	2022	1	0



Source: ACR 2020-2022, Output results NE02 Niger (2024)

Figure 2018 – Quantité prévue et atteinte de vivres distribués et d'espèces transférées (Appui aux moyens d'existence)



Source: ACR 2019-2023, Output results NE02 Niger (2024)

Tableau 11 – PSP Output indicators (2020-2023)

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
SO1 – Crisis affected populations, including refugees, IDPs host communities and returnees in targeted areas are to meet their basic food and nutrition needs during and in the aftermath of a crisis													
Activity 1 – Provide an integrated food and nutrition assistance to crisis-affected populations (refugees, IDPs, host communities and returnees)													
Food Transfers	Mt	86,853	49,741	57%	89,945	50,526	56%	91,001	52,805	58%			
Cash-Based Transfers	USD	26,499,413	11,890,864	45%	45,237,957	14,724,801	33%	45,376,699	45,895,720	101%			
Quantity of fortified food provided through conditional or unconditional assistance	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,248	2,336.68	72%
Quantity of fortified food provided to treat or prevent malnutrition	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,248	2,296.56	71%
Quantity of specialized nutritious foods provided to treat or prevent malnutrition	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,829	1,844.52	75%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Number of people receiving assistance unconditionally or conditionally (complementary with UNICEF, FAO, WHO) – FFA; General Distribution	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	411,608	284,643	69%
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	375,892	261,068	69%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	787,500	545,711	69%
Number of people receiving assistance unconditionally or conditionally (complementary with UNICEF, FAO, WHO) - All	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	455,796	326,940	72%
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	417,287	302,510	72%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	873,083	629,450	72%
Food assistance for asset													
Beneficiaries receiving cash-based transfers	Female	62,040	19,025	31%	46,529	35,884	77%	-	-	-	-	-	-
	Male	47,960	14,708	31%	35,971	27,739	77%	-	-	-	-	-	-
	Total	110,000	33,733	31%	82,500	63,623	77%	-	-	-	-	-	-
Beneficiaries receiving food	Female	62,040	83,065	134 %	46,529	35,884	77%	-	-	-	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
transfers	Male	47,960	64,213	134 %	35,971	27,739	77%	-	-	-	-	-	-
	Total	110,000	147,278	134 %	82,500	63,623	77%	-	-	-	-	-	-
Number of rations provided	Rations	12	11	92%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,000,100	-	-
Hectares (ha) of land cleared	Ha	275	275	100 %	816	96	11%	-	-	-	-	-	-
Forecast-based Anticipatory Climate Actions													
Beneficiaries receiving capacity strengthening transfers-	Female	-	-	-	-	-	-	16,114	0	0%	-	-	-
	Male	-	-	-	-	-	-	12,457	0	0%	-	-	-
	Total	-	-	-	-	-	-	28,571	0	0%	-	-	-
Beneficiaries receiving cash-based transfers	Female	-	-	-	-	-	-	104,960	21,218	20%	-	-	-
	Male	-	-	-	-	-	-	95,040	16,402	17%	-	-	-
	Total	-	-	-	-	-	-	200,000	37,620	19%	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
General Distribution													
Beneficiaries receiving cash-based transfers	Female	186,646	171,220	92%	217,267	164,105	75%	271,536	742,771	274 %	-	-	-
	Male	171,187	161,894	95%	196,733	155,168	79%	264,227	681,254	258 %	-	-	-
	Total	357,833	333,114	93%	414,000	319,273	77%	535,763	1,424,025	266 %	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers	Female	441,013	363,844	83%	420,365	382,915	77%	424,710	318,330	75%	-	-	-
	Male	404,487	344,023	85%	380,635	362,055	95%	413,278	291,966	71%	-	-	-
	Total	845,500	707,867	84%	801,000	744,970	93%	837,988	610,296	73%	-	-	-
Number of rations provided	Rations	12	11	92%	-	-	-	12	12	100 %	-	-	-
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	134,859,690	74,171,822	55%
Quantity of fortified food provided	Mt	25,980.6	9,001.34	35%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quantity of specialized	Mt	20,518.8	6,361.75	31%	3,351	1,844	55%	-	-	-	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
nutritious foods provided													
Percentage of staple commodities distributed that is fortified	%	29.91	18.08	60%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Treatment of moderate acute malnutrition													
Beneficiaries receiving food transfers (Children)	Female	132,334	40,647	31%	132,334	58,895	45%	160,235	76,452	48%	-	-	-
	Male	119,730	37,521	31%	119,730	53,929	45%	144,975	70,009	48%	-	-	-
	Total	252,064	78,168	31%	252,064	112,824	45%	305,210	146,461	48%	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers (Pregnant and lactating women)	Female	72,884	31,647	43%	36,442	32,861	90%	12,150	37,241	307 %	-	-	-
	Total	72,884	31,647	43%	36,442	32,861	90%	12,150	37,241	307 %	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers (Activity Supporters)	Female	23,198	11,074	48%	11,599	19,341	167 %	17,858	20,027	112 %	-	-	-
	Total	23,198	11,074	48%	11,599	19,341	167 %	17,858	20,027	112 %	-	-	-
Beneficiaries	Female	-	-	-	11,599	0	0%	680	0	0%	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
receiving cash-based transfers (Activity Supporters)	Total	-	-	-	11,599	0	0%	680	0	0%	-	-	-
Beneficiaries receiving cash-based transfers (Pregnant and lactating women)	Female	-	-	-	36,442	0	0%	12,150	0	0%	-	-	-
	Total	-	-	-	36,442	0	0%	12,150	0	0%	-	-	-
Number of nutritionally vulnerable people receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through malnutrition treatment and prevention programmes (complementary with UNICEF, FAO, WHO) – Activity Supporters	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,250	8,274	74%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,250	8,274	74%
Number of	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	129,999	60,621	47%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
nutritionally vulnerable people receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through malnutrition treatment and prevention programmes (complementary with UNICEF, FAO, WHO) - Children	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120,001	68,360	57%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250,000	128,981	52%
Quantity of fortified food provided	Mt	-	-	-	-	-	-	146.22	391.19	268 %			
Quantity of specialized nutritious foods provided	Mt	-	-	-	-	-	-	2,289.1	3,246.02	142 %			
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number										18,986,256	17,671,833	93%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Prevention of acute malnutrition													
Beneficiaries receiving food transfers (Children)	Female	56,557	33,027	58%	45,684	21,227	46%	67,492	19,549	29%			
	Male	63,776	31,732	50%	51,516	19,437	38%	76,108	22,045	29%			
	Total	120,333	64,759	54%	97,200	40,664	42%	143,600	41,594	29%			
Number of nutritionally vulnerable people receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through malnutrition treatment and prevention programmes (complementary with UNICEF, FAO, WHO) - Children	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34,115	20,271	59%
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38,471	19,476	51%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72,586	39,747	55%
Quantity of specialized nutritious foods provided	Mt	4,459.82	1,542.58	35%	-	-	-	1,539.13	948.85	62%			

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number										19,074,960	9,304,245	49%
SO2 – School-aged girls and boys including adolescents in targeted food insecure and pastoral regions have access to adequate and nutritious food during the school year													
Activity 2 – Equitably provide an integrated school feeding package to boys, girls and adolescents during the school year in a way that relies on and stimulates local production (home-grown school feeding)													
Food Transfers	Mt	8,335	8,426	101 %	10,713	10,947	102 %	9,639	9,590	99%	-	-	-
Cash-based transfers	USD	4,537,249	811,934	18%	6,099,404	4,403,651	72%	5,489,419	2,826,780	51%	-	-	-
School feeding (on-site)													
Beneficiaries receiving cash-based transfers (Students – primary schools)	Female	6,161	5,890	96%	38,072	25,604	67%	34,265	29,372	86%	-	-	-
	Male	7,321	6,999	96%	45,237	30,423	67%	40,713	0	0%	-	-	-
	Total	13,482	12,889	96%	83,309	56,027	67%	74,978	29,372	39%	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers (Students – primary schools)	Female	77,121	70,825	92%	64,756	102,278	158 %	58,280	127,505	219 %	-	-	-
	Male	91,633	84,153	92%	76,941	121,526	158 %	69,247	151,500	219 %	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
	Total	168,754	154,978	92%	141,697	223,804	158 %	127,527	279,005	219 %	-	-	-
Beneficiaries receiving capacity strengthening transfers (Students – primary schools)	Female	-	-	-	-	-	-	50,985	50,985	100 %	-	-	-
	Male	-	-	-	-	-	-	60,579	60,579	100 %	-	-	-
	Total	-	-	-	-	-	-	111,564	111,564	100 %	-	-	-
Number of institutional sites assisted	Site	929	929	100 %	1,426	1,586	111 %	1,249	424	34%	1,623	1,623	100 %
Number of rations provided	Rations	9	7	78%	9	8	89%	180	160	89%	-	-	-
Number of institution stoves distributed	Non-food items	-	-	-	-	-	-	1,236	411	33%	-	-	-
Number of fuel or energy-efficient stoves distributed in WFP-assisted schools	Stove	-	-	-	-	-	-	836	836	100 %	935	933	100 %
Number of people reached through	Female	35,000	35,000	100 %	54,200	48,103	89%	59,620	53,658	90%	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
interpersonal SBCC approaches	Male	52,500	52,500	100 %	58,500	52,007	89%	64,340	57,906	90%	-	-	-
Number of people reached through interpersonal social and behaviour change communication (SBCC) approaches (complementary with UNICEF, FAO, WFP, WHO)	Individual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	125,100	553,078	442 %
Number of people reached through SBCC approaches using mid-sized media (i.e. community radio)	Individual	17,500	17,500	100 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of people reached through SBCC approaches using mass media (i.e. national TV programme).	Individual	-	-	-	18,000	18,000	100 %	18,000	18,000	100 %	-	-	-
Feeding days as percentage of total school days	%	100	80	80%	100	95	95%	100	80	80%	100	90	90%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Average number of school days per month on which multi-fortified or at least 4 food groups were provided (nutrition-sensitive indicator)	Days	16	16	100 %	16	16	100 %	16	16	100 %	16	16	100 %
Number of schools with infrastructure rehabilitated or constructed	Unit	50	15	30%	50	42	84%	50	30	60%	50	33	66%
School feeding (on-site) – CSP Output 04													
Number of girls and boys receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through school-based programmes	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	142,546	143,652	101 %
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	169,371	170,685	101 %
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	311,917	314,337	101 %
Quantity of food provided to girls and boys through school-based	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,142	10,938.9	77%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
programmes													
Total value of cash transferred to people	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,848,567	1,586,381	27%
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	62,276,400	69,992,160	112%
School feeding (on-site) – CSP Output 05													
Number of girls and boys receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through school-based programmes	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,848	21,483	120%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,848	21,483	120%
Number of girls and boys receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,321	1,324	18%
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,699	0	0%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16,020	1,324	8%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
transfers through school-based programmes													
Total value of cash transferred to family members of girls and boys benefiting from school-based programmes	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,560,421	1,592,144	62%
School feeding (alternative take-home rations)													
Beneficiaries receiving food transfers	Female	0	68,685		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Male	0	81,611		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	0	150,296		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Access to Energy Services													
Total number of people provided with direct access to energy products or services (Cooking)	Individual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80,000	78,925	99%
Total number of people provided with direct access	Individual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,000	5,775	96%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
to energy products or services (Productive uses)													
SO3 – Nutritionally vulnerable persons and communities including children 6-59 months, pregnant women and girls, adolescent girls, in targeted areas have improved nutritional status by 2024													
Activity 3 – Support national nutrition programme through provision of preventive and curative nutrition services (including SBCC, local food fortification, complementary feeding and capacity strengthening) to targeted populations													
Food Transfers	Mt	8,231	3,470	42%	6,513	5,231	80%	6,047	2,937	49%			
Cash-based transfers	USD	-	-	-	4,530,135	313,032	7%	3,938,404	24,553	1%			
Treatment of moderate acute malnutrition													
Beneficiaries receiving food transfers (Activity Supporters)	Female	38,169	40,731	106 %	18,130	25,668	142 %	32,631	46,383	142 %	-	-	-
	Total	38,169	40,731	106 %	18,130	25,668	142 %	32,631	46,383	142 %	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers (Children)	Female	200,376	132,278	66%	190,358	141,271	74%	171,322	179,415	105 %	-	-	-
	Male	181,293	122,103	67%	172,229	129,363	75%	155,006	162,328	105 %	-	-	-
	Total	381,669	254,381	67%	362,587	270,634	75%	326,328	341,743	105 %	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Beneficiaries receiving food transfers (Pregnant and lactating women)	Female	100,354	80,438	80%	47,668	100,587	211 %	42,901	86,897	203 %	-	-	-
	Total	100,354	80,438	80%	47,668	100,587	211 %	42,901	86,897	203 %	-	-	-
Beneficiaries receiving cash-based transfers (Pregnant and lactating women)	Female	-	-	-	47,668	0	0%	42,901	0	0%	-	-	-
	Total	-	-	-	47,668	0	0%	42,901	0	0%	-	-	-
Beneficiaries receiving cash-based transfers (Activity Supporters)	Female	-	-	-	18,130	0	0%	0	346		-	-	-
	Total	-	-	-	18,130	0	0%	0	346		-	-	-
Beneficiaries receiving capacity strengthening transfers	Female	-	-	-	-	-	-	193,200	193,200	100 %	-	-	-
	Male	-	-	-	-	-	-	149,353	149,353	100 %	-	-	-
	Total	-	-	-	-	-	-	342,553	342,553	100 %	-	-	-
Quantity of fortified food provided	Mt	7,898.16	2,961.77	37%	2.377	2.028	85%	490.75	9.5	2%	-	22.76	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Quantity of specialized nutritious foods provided	Mt	7,418.51	2,753.47	37%	2,719	2,028	75%	2,447.46	2,103.76	86%	3,750	2,773.75	
Number of government/national partner staff receiving technical assistance and training	Individual	1,700	475	28%	577	577	100%	544	419	77%	-	-	-
Number of people reached through interpersonal SBCC approaches	Female	141,678	138,245	98%	414,682	414,682	100%	90,496	294,596	326%	-	-	-
	Male	83,904	72,349	86%	68,418	68,418	100%	22,625	47,957	212%	-	-	-
	Individual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,500,000	1,648,810	
Number of people reached through SBCC approaches using media (complementary with UNICEF, FAO, WFP, WHO)	Individual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,500,000	3,350,460	
Number of people reached through SBCC approaches	Individual	-	-	-	-	-	-	386,593	386,593	100%	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
using mass media (i.e. national TV programme).													
Number of nutritionally vulnerable people receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through malnutrition treatment and prevention programmes (complementary with UNICEF, FAO, WHO) (Children)	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	262,500	203,143	
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	237,500	183,797	
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500,000	386,940	
Number of nutritionally vulnerable people receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers through	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78,162	-
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78,162	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
malnutrition treatment and prevention programmes (complementary with UNICEF, FAO, WHO) (Pregnant Breastfeeding Women and Girls)													
Climate adaptation and risk management activities													
Number of institution stoves distributed	Non-food items	-	-	-	-	-	-	17,786	5,516	31%			
Number of institutional sites assisted	Sites	-	-	-	-	-	-	17,368	5,098	29%			
Malnutrition (CCS)													
Number of government and public sector staff participating in training and other technical assistance initiatives	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,611	280	
Number of national	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,260	3,260	

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
partner staff participating in training and other technical assistance initiatives													
Number of other technical assistance activities provided	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	
Number of training series organized											5	3	
SO4 – Food insecure populations and communities including those affected by climate shocks, in targeted areas have more resilient livelihoods integrated into sustainable and equitable food systems to ensure access to adequate and nutritious food by 2024													
Activity 4 – Provide livelihood support to food insecure and at-risk of food insecurity men, women, boys and girls, including the development or rehabilitation of natural and productive assets (FFA), climate risk management measures, and value chains													
Food Transfers	Mt	20,773	5,655	27%	12,760	12,253	96%	19,032	12,338	65%	-	-	-
Cash-based transfers	USD	19,871,089	21,504,844	108%	31,642,700	15,231,329	48%	36,765,056	25,990,341	71%	-	-	-
Quantity of food provided to people enrolled in food assistance for assets activities	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,989	919.32	8%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Total value of cash transferred to people enrolled in food assistance for assets activities	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25,066,307	25,110,214	100%
Total value of cash transferred to people through actions to protect against Climate Shocks	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,422,048	1,065,558	44%
Quantity of food provided to nutritionally vulnerable people through malnutrition treatment and prevention programmes	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	721	162.62	23%
Quantity of food provided unconditionally or to restore infrastructure and community assets	Mt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,822	3,116.28	82%
Total value of cash transferred to	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,496,273	6,803,131	65%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
people													
Smallholder agricultural market support activities													
Beneficiaries receiving capacity strengthening transfers	Female	-	-	-	-	-	-	1,800	1,008	56%	-	-	-
	Male	-	-	-	-	-	-	1,392	780	56%	-	-	-
	Total	-	-	-	-	-	-	3,192	1,788	56%	-	-	-
Number of farmer individuals supported through local purchases	Individual	-	-	-	-	-	-	3,192	1,788	56%	-	-	-
Total membership of supported smallholder farmer aggregation systems (Male)	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25,623	20,498	80%
Total membership of supported smallholder farmer aggregation systems (Female)	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,377	11,469	80%
: Number of cooperatives supported	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	942	753	80%
Food assistance for asset													

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Beneficiaries receiving cash-based transfers	Female	120,023	156,231	130 %	187,899	320,030	170 %	294,785	327,343	111 %	-	-	-
	Male	92,784	120,776	130 %	145,255	247,399	170 %	227,883	342,071	150 %	-	-	-
	Total	212,807	277,007	130 %	333,154	567,429	170 %	522,668	669,414	128 %	-	-	-
Beneficiaries receiving cash-based transfers	Female	-	-	-	87,137	50,640	58%	123,558	89,859	73%	-	-	-
	Male	-	-	-	67,361	39,146	58%	95,515	93,902	98%	-	-	-
	Total	-	-	-	154,498	89,786	58%	219,073	183,761	84%	-	-	-
Hectares of land cleared	Ha	19,600	19,600	100 %	29,559	36,894	125 %	44,000	46,281	105 %	-	-	-
Total number of people provided with direct access to energy products or services (Cooking)	Individual	462,000	388,972	84%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total number of people provided with direct access to energy products or services (Productive uses)	Individual	32,500	26,300	81%	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Number of people reached through interpersonal SBCC approaches (male)	Individual	27,860	32,420	116 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of people reached through interpersonal SBCC approaches (female)	Individual	28,997	33,743	116 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of farmer individuals supported through local purchases	Individual	2,225	2,225	100 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of people benefiting from assets and climate adaptation practices facilitated by WFP's Risk Management activities	Individual	215	215	100 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of people provided with direct access to information on climate and weather risks through face-to-	Individual	13,000	10,590	81%	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
face communication channels													
Beneficiaries receiving capacity strengthening transfers	Female	-	-	-	-	-	-	138,551	137,501	99%	-	-	-
	Male	-	-	-	-	-	-	107,107	106,295	99%	-	-	-
	Total	-	-	-	-	-	-	245,658	243,796	99%	-	-	-
Number of people receiving food/cash-based transfers/commodity vouchers/capacity strengthening transfers under food assistance for assets (complementary with ILO, UNDP, World Bank, UNHCR, UNICEF)	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	457,775	567,335	124 %
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	353,882	438,579	124 %
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	811,657	1,005,914	124 %
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93,578,835	80,332,560	86%
Number of water	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,500,315	3,432,610	137

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
points (ponds, shallow wells, weirs, dams) constructed or rehabilitated	r												%
Total number of hectares of areas brought under restoration/improved ecosystems and/or climate-resilient management practices	Ha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50,000	45,000	90%
Percentage of food assistance for assets (FFA) activities under monitoring visible through the Asset Impact Monitoring Satellite	%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	114.29	72.92	64%
Prevention of acute malnutrition													
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,416,140	1,803,020	12%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Beneficiaries receiving cash-based transfers (Children)	Female	-	-	-	1,410	0	0%	-	-	-	-	-	-
	Male	-	-	-	1,590	0	0%	1	0	0%	-	-	-
	Total	-	-	-	3,000	0	0%	1	0	0%	-	-	-
Beneficiaries receiving cash-based transfers (Pregnant and lactating women)	Female	-	-	-	11,634	0	0%	-	-	-	-	-	-
	Total	-	-	-	11,634	0	0%	-	-	-	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers (Children)	Female	21,848	44,160	202 %	16,926	21,825	129 %	26,626	21,196	80%	-	-	-
	Male	24,637	42,428	172 %	19,086	19,985	105 %	30,025	23,901	80%	-	-	-
	Total	46,485	86,588	186 %	36,012	41,810	116 %	56,651	45,097	80%	-	-	-
Quantity of specialized nutritious foods provided	Mt	-	-	-	-	-	-	805.25	578.33	72%	-	-	-
Number of nutritionally vulnerable people receiving food/cash-based transfers/commodi	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27,442	6,215	23%
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26,365	5,971	23%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53,807	12,186	23%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
ty vouchers/capacity strengthening transfers through malnutrition treatment and prevention programmes (complementary with UNICEF, FAO, WHO) (Children)													
General Distribution													
Beneficiaries receiving cash-based transfers	Female	198,991	309,480	155 %	278,094	103,277	37%	359,418	87,861	24%	-	-	-
	Male	153,830	292,621	190 %	255,060	94,723	37%	329,650	83,072	25%	-	-	-
	Total	352,821	602,101	171 %	533,154	198,000	37%	689,068	170,933	25%	-	-	-
Beneficiaries receiving food transfers	Female	63,184	249,148	394 %	80,587	113,841	141 %	114,269	0	0%	-	-	-
	Male	48,844	235,576	482 %	73,911	104,412	141 %	104,804	0	0%	-	-	-
	Total	112,028	484,724	433 %	154,498	218,253	141 %	219,073	0	0%	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Number of rations provided	Rations	2,786,000	4,525.51	0%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quantity of specialized nutritious foods provided	Mt	1,177.2	521.98	44%	400.64	652.51	163 %	-	-	-	-	-	-
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66,030,160	33,383,247	51%
General Distribution and Prevention of acute malnutrition													
Number of people receiving assistance unconditionally or conditionally (complementary with UNICEF, FAO, WHO)	Female										171,838	65,932	38%
	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	158,805	61,138	38%
	Total										330,643	127,070	38%
Climate adaptation and risk management activities													
Total number of people provided with direct access to energy products or services	Individual	-	-	-	366,727	325,465	89%	294,000	293,993	100 %	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
(Cooking)													
Total number of people provided with direct access to energy products or services (Productive uses)	Individual	-	-	-	15,500	13,135	85%	5,685	6,369	112 %	-	-	-
Number of fuel efficient stoves distributed	Number	-	-	-	104,779	92,990	89%	36,497	36,497	100 %	-	-	-
Number of farmer individuals supported through local purchases	Individual	-	-	-	5,582	5,582	100 %	-	-	-	-	-	-
Number of people benefiting from assets and climate adaptation practices facilitated by WFP's Risk Management activities	Individual	-	-	-	820,799	845,320	103 %	985,455	985,455	100 %	-	-	-
Number of people provided with direct access to information on climate and	Individual	-	-	-	900	844	94%	572	580	101 %	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
weather risks through mobile phones and/or SMS services													
Number of people provided with direct access to information on climate and weather risks through face-to-face communication channels	Individual	-	-	-	700	642	91%	572	761	133%	-	-	-
Number of people provided with direct access to information on climate and weather risks through Radio Programmes	Individual	-	-	-	600,000	1,800,000	300%	1,800,000	1,884,143	105%	-	-	-
Number of non-food items distributed (tools, milling machines, pumps, etc.)	Number	-	-	-	-	-	-	36	36	100%	-	-	-
Forecast-based Anticipatory Climate Actions													

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Percentage of tools developed or reviewed to strengthen national capacities for Forecast-based Anticipatory Action	%	-	-	-	100	83	83%	100	100	100 %	100	100	100 %
Number of Anticipatory Action SOPs developed or reviewed through WFP's support	Tool	-	-	-	1	1	100 %	2	2	100 %	-	-	-
Number of people provided with direct access to information on climate and weather risks through mobile phones and/or SMS services	Number	-	-	-	-	-	-	126	69	55%	150	58	39%
Number of people provided with direct access to information on climate and weather risks through face-to-face	Number	-	-	-	-	-	-	126	180	143 %	150	340	227 %

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
communication channels													
Number of people provided with direct access to information on climate and weather risks through Radio Programmes	Number	-	-	-	-	-	-	150,000	162,000	108 %	600,000	153,000	25%
Number of people covered and assisted through Forecast-based Anticipatory Actions against climate shocks (male)	Individual	-	-	-	-	-	-	21,660	16,402	76%	-	-	-
Number of people covered and assisted through Forecast-based Anticipatory Actions against climate shocks (female)	Individual	-	-	-	-	-	-	23,940	21,218	87%	150,000	40,882	27%
Number of women,	Female	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28,201	23,058	81%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
men, boys and girls receiving food/cash-based/commodity vouchers/individual capacity strengthening transfers through actions to protect against climate shocks	Male	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21,800	17,824	81%
	Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50,001	40,882	81%
Number of rations provided through conditional or unconditional assistance	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,000,140	1,496,836	21%
Other Climate adaptation and risk management Activities													
Number of people benefiting from assets and climate adaptation practices facilitated by WFP's Risk Management activities (overall)	Individual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	140,778	114,714	81%
Access to Energy Services													
Total number of	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197,447	110,580	56%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
energy-efficient devices distributed to targeted institutions, communities and households													
SO5 – National institutions and other partners have strengthened capacities to design and manage integrated, gender-responsive and shock-responsive food security, nutrition, social protection policies and programmes by 2024													
Activity 5 – Provide capacity strengthening to national, decentralised institutions and partners on coherent gender equitable and gender-transformative intersectoral policies, planning, coordination mechanisms, ownership and programme implementation, and knowledge management													
Institutional capacity strengthening activities													
Number of national institutions benefitting from embedded or seconded expertise as a result of WFP capacity strengthening support	Number	15	20	133 %	20	20	100 %	-	-	-	-	-	-
Number of government/national partner staff receiving technical assistance and training	Individual	20,000	14,551	73%	20,000	6,459	32%	20,000	15,607	78%	-	-	-

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
Number of technical assistance activities provided	Unit	50	34	68%	20	20	100 %	20	-	-	-	-	-
Number of tools or products developed or revised to enhance national food security and nutrition systems as a result of WFP capacity strengthening support	Number	25	17	68%	17	49	288 %	17	45	265 %	-	-	-
Community and household asset creation (CCS)													
Number of tools or products developed or revised to enhance national systems contributing to zero hunger and other SDGs as part of WFP capacity strengthening	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	17	100 %
Number of capacity strengthening	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38	31	82%

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
initiatives facilitated by WFP to enhance national stakeholder capacities to contribute to Zero Hunger and other SDGs													
Number of academic institutions engaged in WFP capacity strengthening activities	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	7	140 %
Number of governmental institutions engaged in WFP capacity strengthening activities	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	17	100 %
Number of national/sub-national coordination mechanisms supported	Number	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	150 %

Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
SO6 – Humanitarian and development partners in Niger have access to common services and expertise to access and operate in targeted areas until appropriate and sustainable alternatives are available													
Activity 6 – Provide UNHAS flight services to partners, to access areas of humanitarian interventions													
Humanitarian Air Service													
Quantity of cargo transported	Mt	25	27.2	109 %	24	27.5	115 %	30	29.5	98%	30	18.7	62%
Number of passengers transported	Individual	13,500	6,930	51%	15,000	14,566	97%	16,800	17,276	103 %	17,000	13,898	82%
Activity 7 – Provide logistics, ITC and coordination services to partners in absence of alternative to ensure humanitarian assistance as well as other supply chain services and expertise on demand													
Humanitarian Air Service													
Number of handling (transport) services provided	Number	2,160	945	44%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Number of air transport services provided	Number	13	13	100 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emergency Telecommunication Cluster													
Number of emergency	System	4	3	75%	3	3	100	3	0	0%	3	2	67%

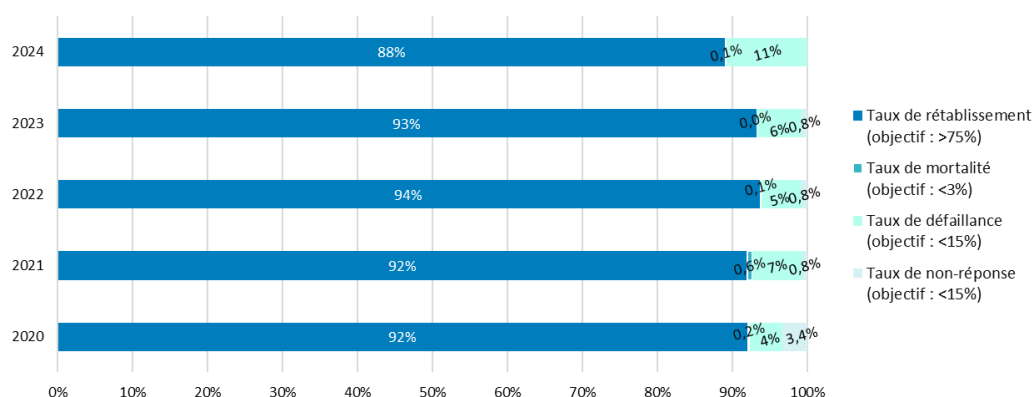
Output indicator	Unit	2020			2021			2022			2023		
		Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%	Planned	Actual	%
telecoms and information and communications technology (ICT) systems established							%						
Service Delivery General													
Number of WFP-led clusters operational	Unit	1	1	100 %	1	1	100 %	-	-	-	-	-	-
Food Security Cluster													
Food Security Clusters (FSC) established	Yes/No	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Yes	Yes	100 %

2 : Indicateurs de produits

103. Les graphiques suivants montrent l'évolution des indicateurs des effets directs en fonction des activités du PSP-T et du PSP. Ils incluent notamment le score de consommation alimentaire (SCA), le niveau d'emploi des stratégies d'adaptation, le taux de scolarisation, d'assiduité et de rétention, et l'indice de partenariat.

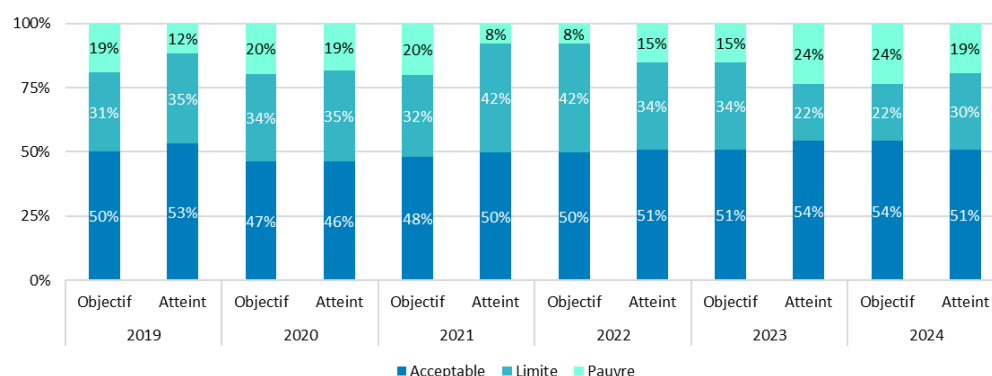
Activité 1

Figure 19 – Performances du programme de traitement de la MAM en fonction des normes Sphere, utilisant quatre indicateurs



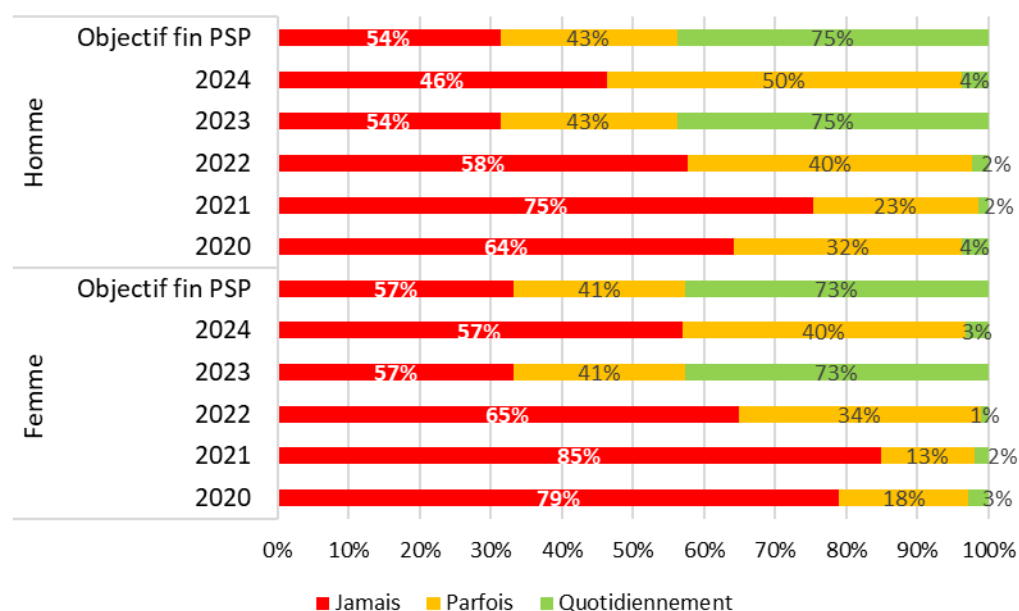
Source: ACR 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 20 – Score de consommation alimentaire (SCA) des ménages bénéficiaires



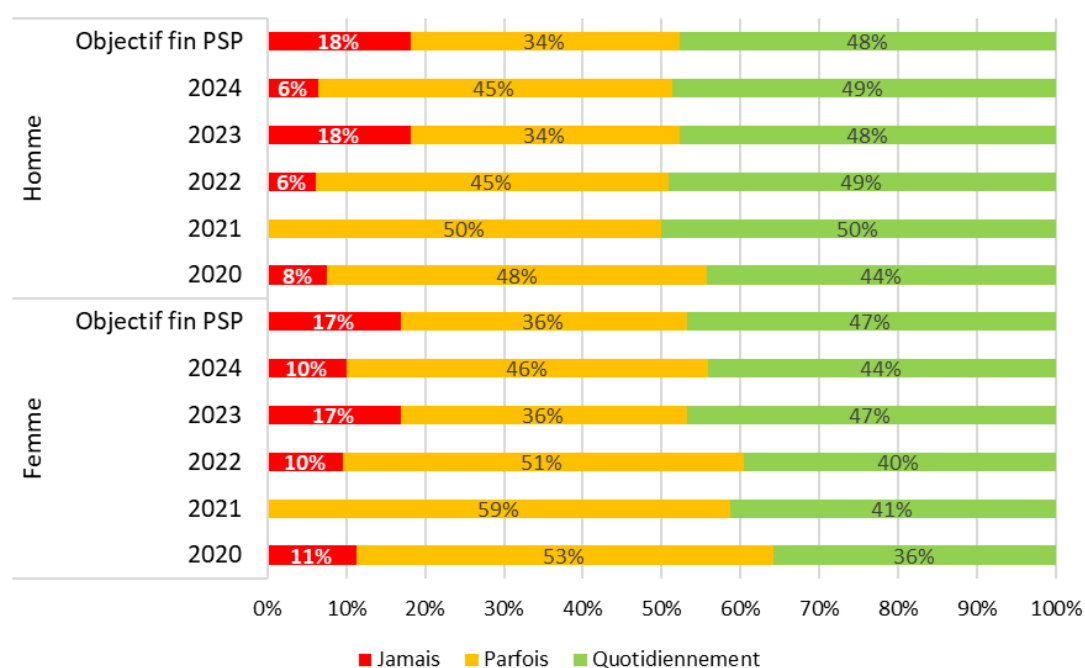
Source: ACR 2019-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 21 – Pourcentage de bénéficiaires ayant consommé des aliments riches en fer



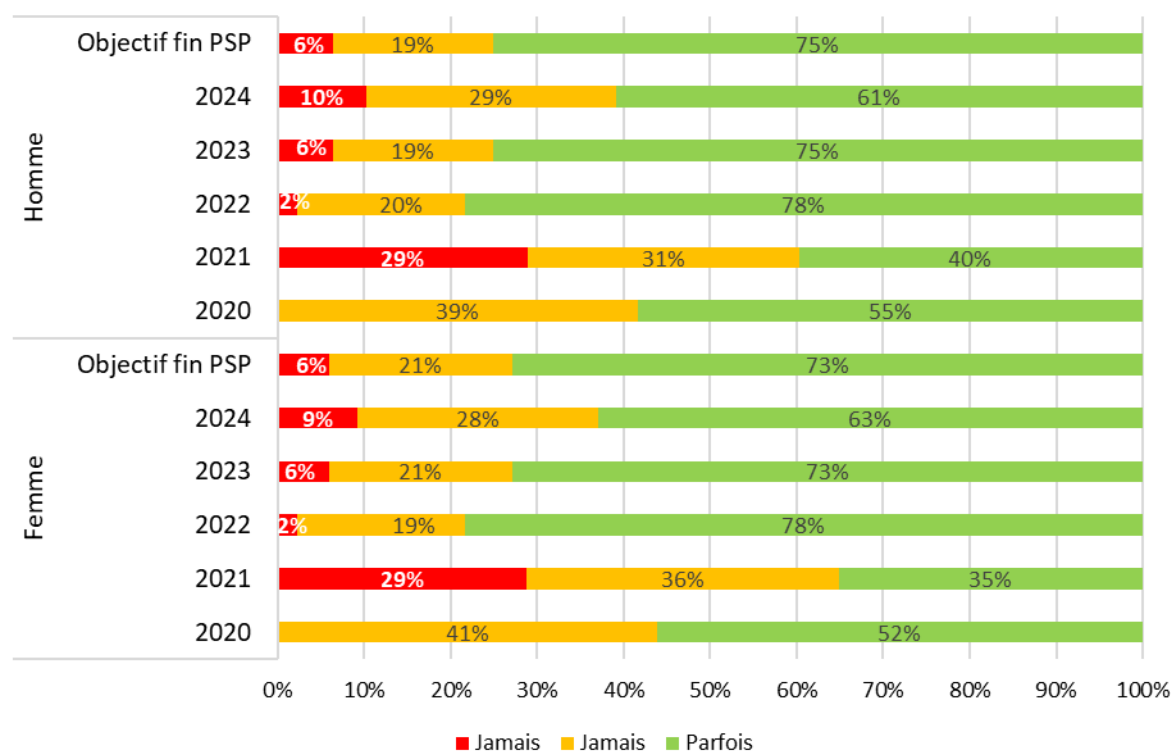
Source: ACR 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 22 – Pourcentage de bénéficiaires ayant consommé des aliments riches en protéines



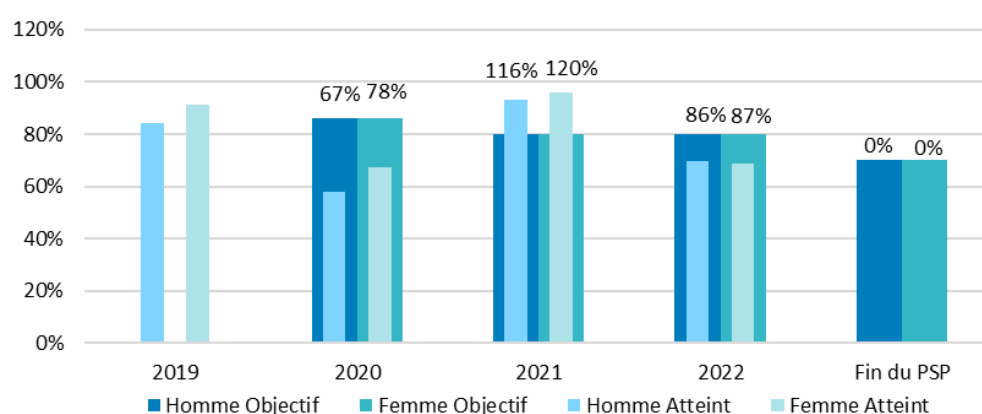
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 23 – Pourcentage de bénéficiaires ayant consommé des aliments riches en vitamine A



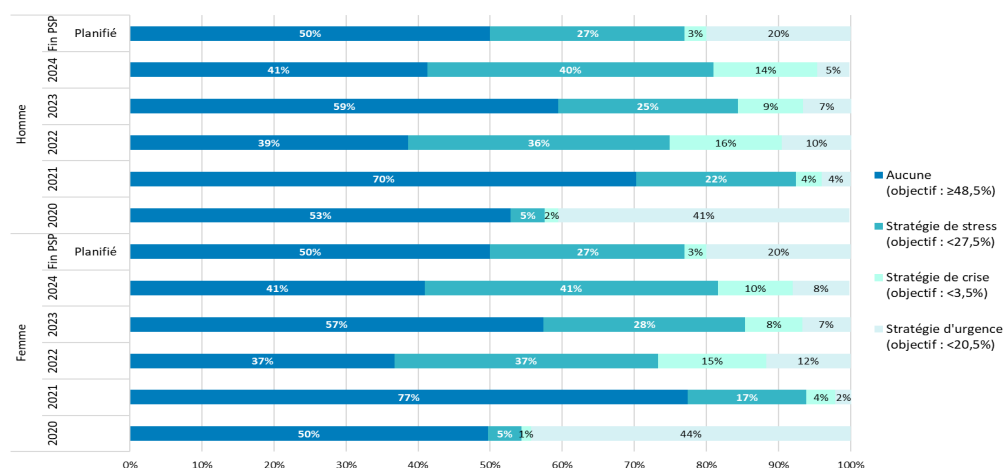
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 24 – Part des dépenses alimentaires des hommes et des femmes, objectif et atteint (2019-2022)



Source: ACR 2019-2022

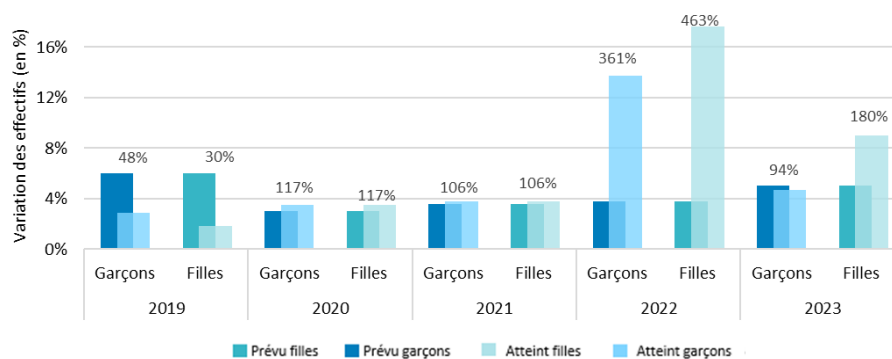
Figure 25 - Stratégies d'adaptation basée sur les moyens de subsistance des hommes et des femmes (2020-2023)



Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Activité 2

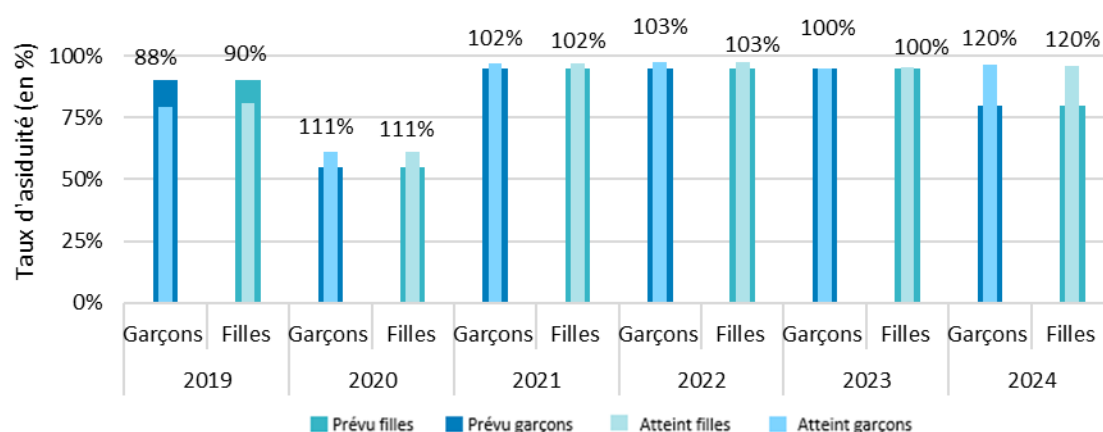
Figure 26 - Taux de scolarisation prévu et atteint en pourcentage du nombre d'inscriptions dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, par genre (2019-2023⁴⁴)



Source: ACR 2019-2023

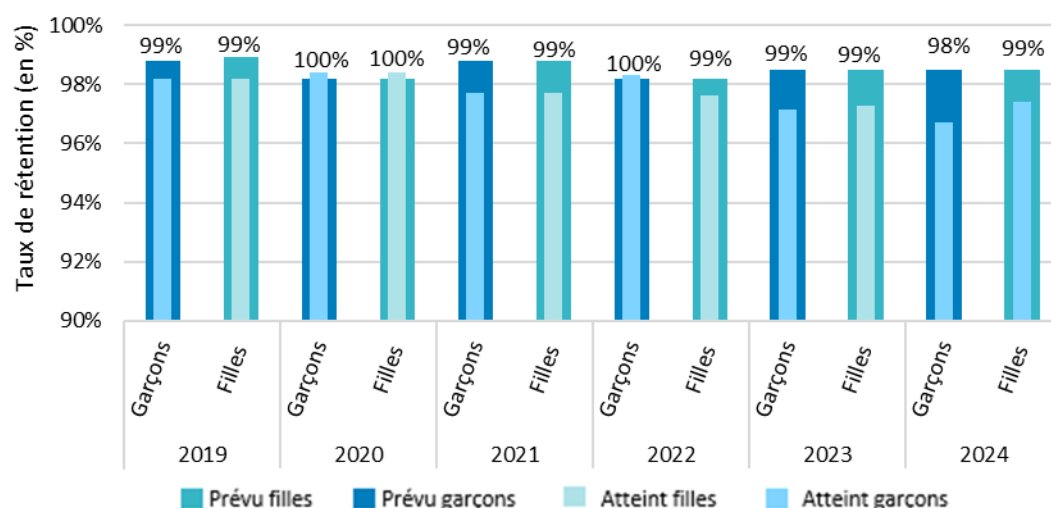
⁴⁴ Pas de données pour 2024.

Figure 27 – Taux d'assiduité en pourcentage du nombre des élèves ayant une assiduité minimale acceptable au cours de l'année scolaire, dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, par genre



Source: ACR 2019-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, _données extraites le 3 février 2024 (2024)

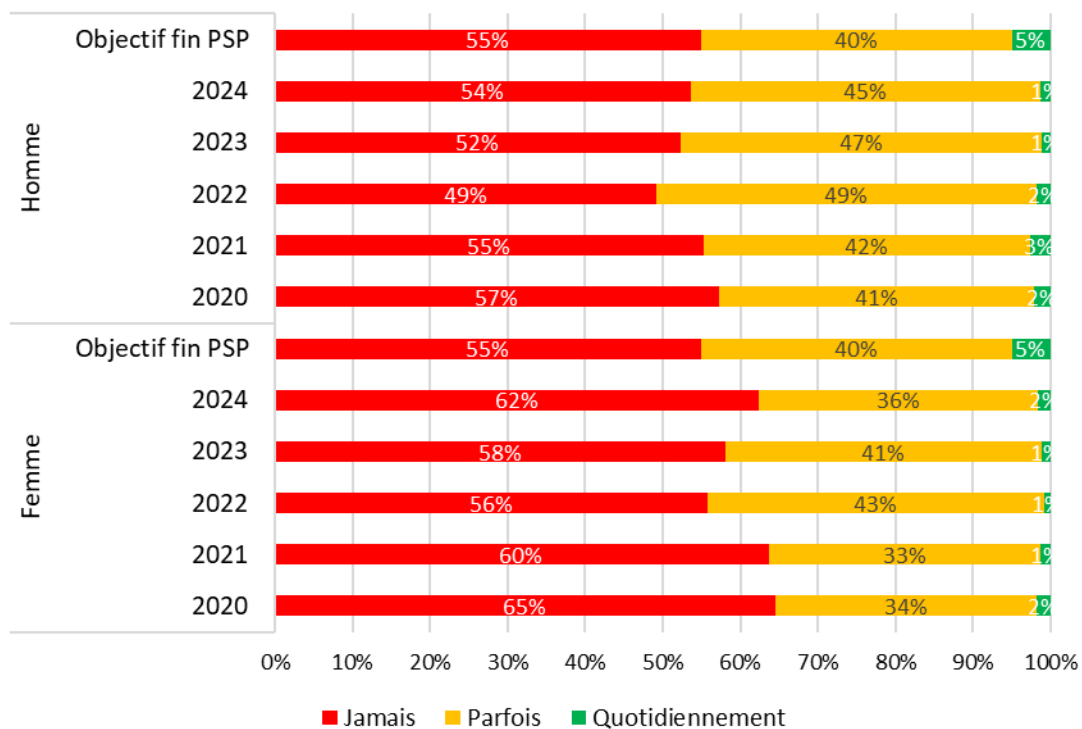
Figure 28 – Taux de rétention des élèves prévu et atteint, dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, par genre



Source: ACRs 2019-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

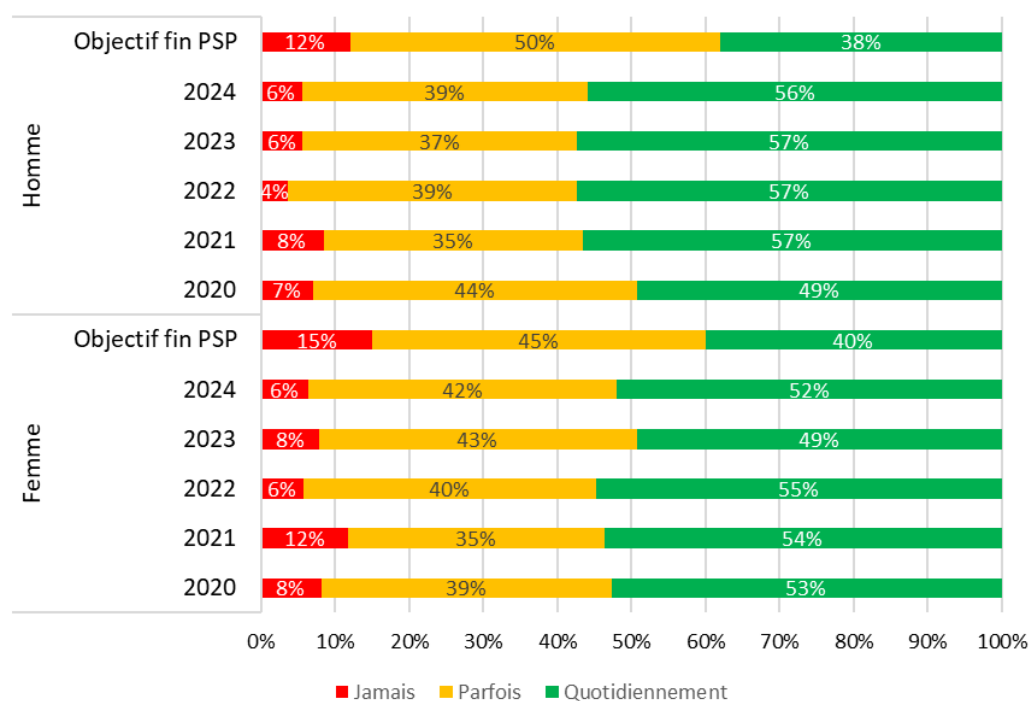
Activité 3

Figure 29 – Pourcentage des ménages ayant consommé des aliments riches en fer



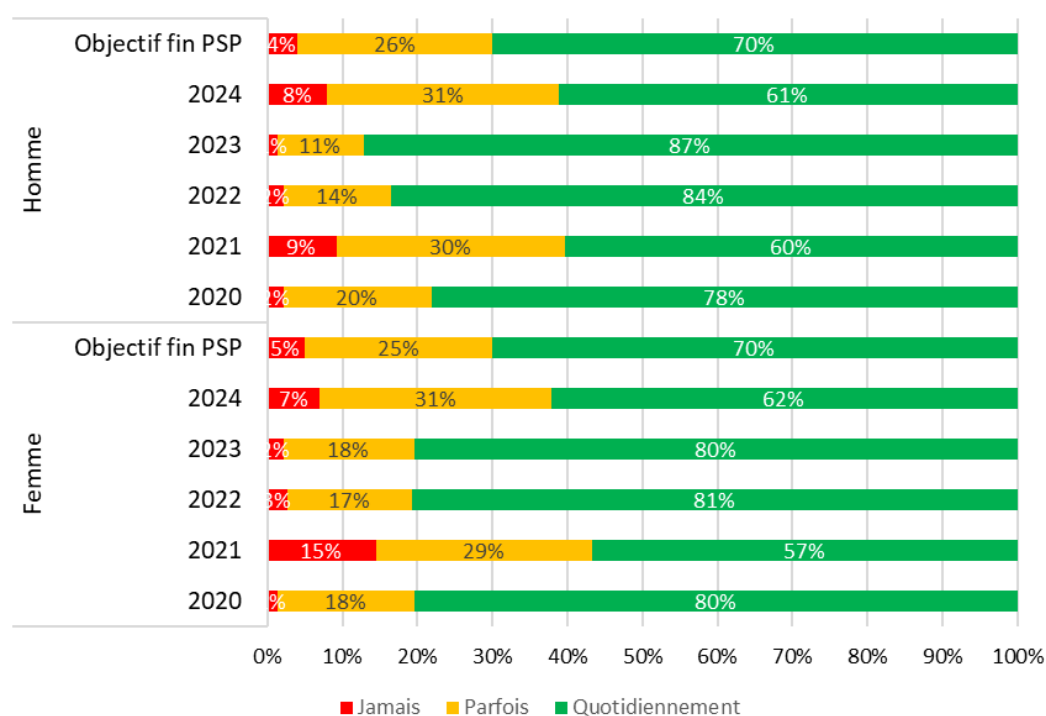
Source: ACR 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 30 – Pourcentage des ménages ayant consommé des aliments riches en protéines



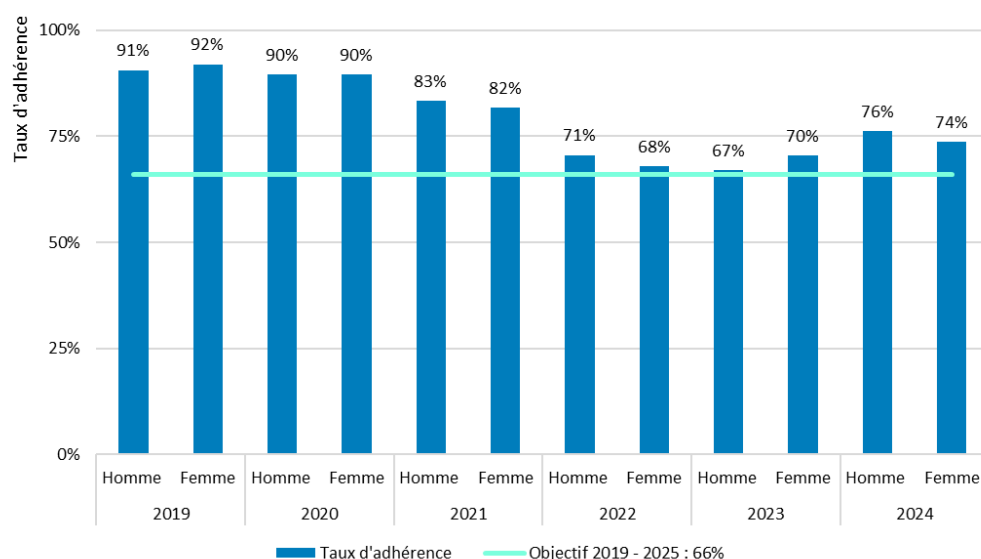
Source: ACR 2020-2023 CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 31 – Pourcentage des ménages ayant consommé des aliments riches en vitamine A



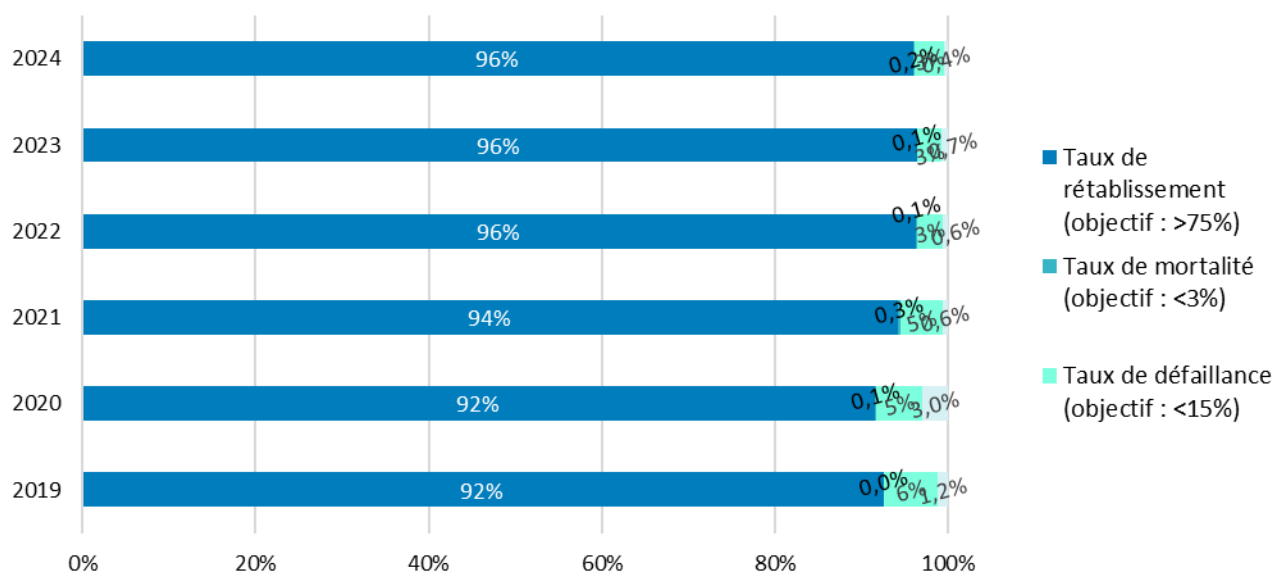
Source: ACR 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 32 – Taux d'adhésion de la population cible, objectif et actuel, par genre



Source: ACR 2019-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

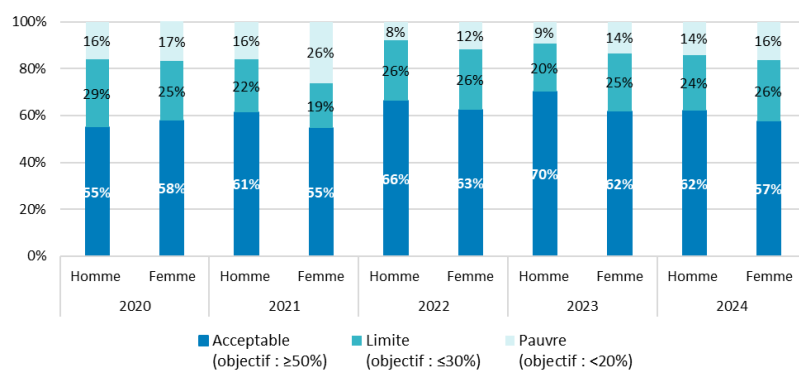
Figure 33 – Performances du programme de traitement de la MAM en fonction des normes Sphere, utilisant quatre indicateurs



Source: ACR 2019-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

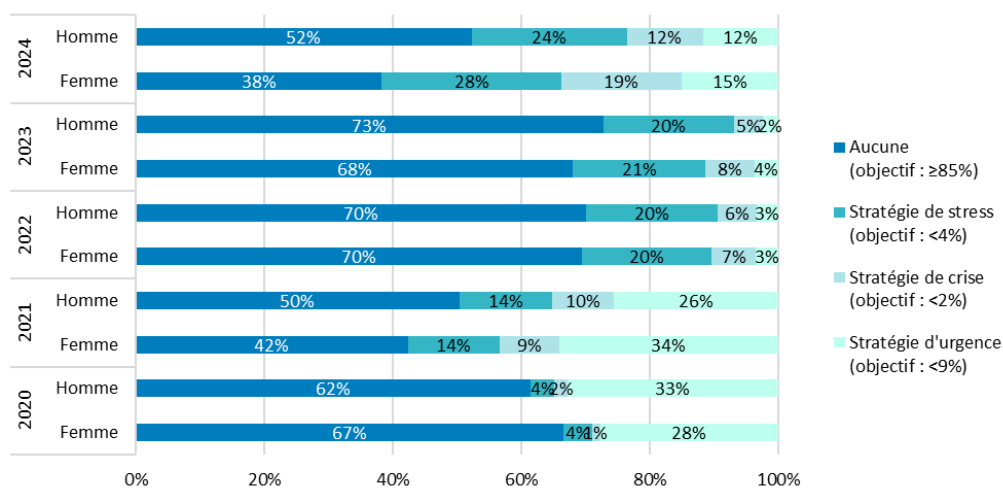
Activité 4

Figure 34 – Score de consommation alimentaire (SCA) des ménages bénéficiaires



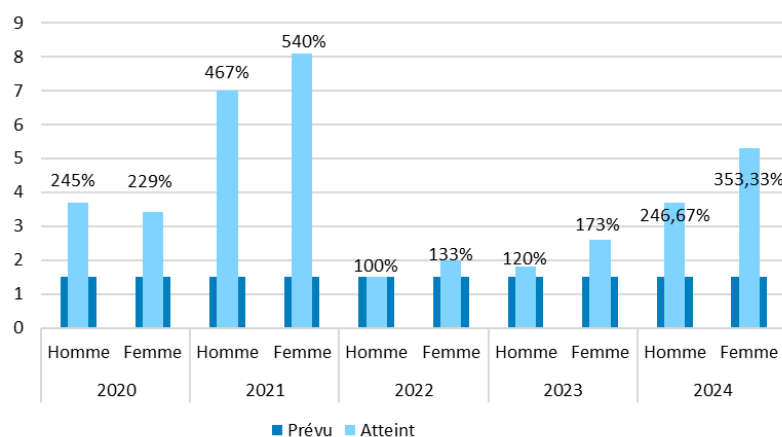
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 35 – Stratégies d'adaptation basée sur les moyens de subsistance des hommes et des femmes (2020-2023)



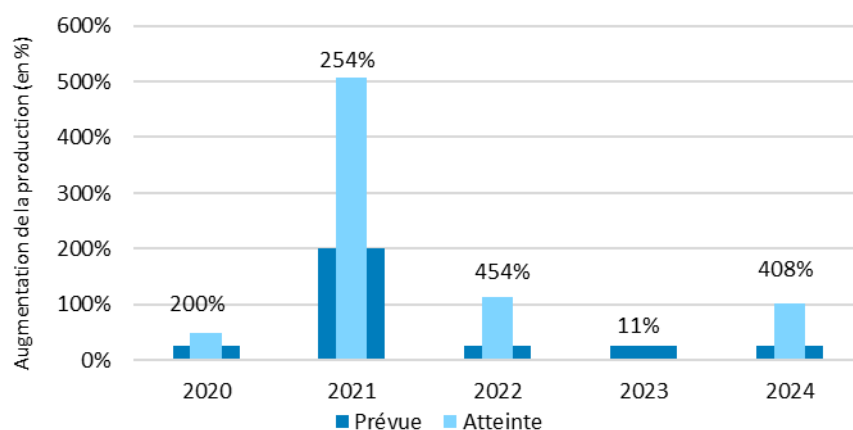
Source: ACRs 2020-202, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 36 – Indice de stratégies d'adaptation basée sur la consommation de nourriture des hommes et des femmes, prévu et atteint (2020-2023)



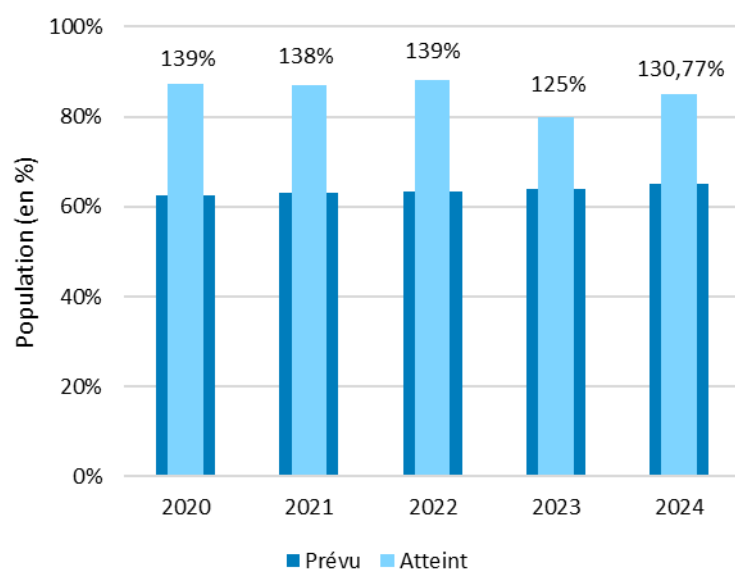
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 37 – Augmentation en pourcentage de la production d'aliments de haute qualité et à forte densité nutritionnelle, prévue et atteinte



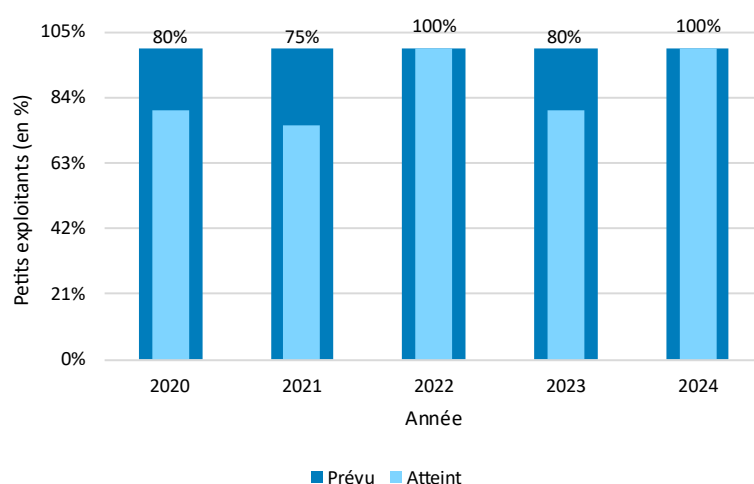
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 38 – Pourcentage de la population des communautés ciblées déclarant bénéficier d'une base d'actifs de subsistance améliorée, prévu et atteint



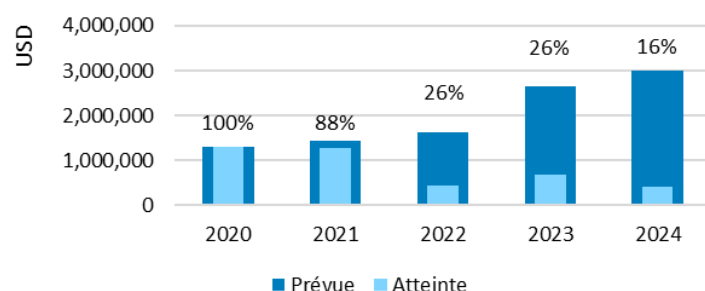
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 39 – Pourcentage de petits exploitants ciblés vendant par l'intermédiaire de systèmes de regroupement d'agriculteurs soutenus par le PAM, prévu et atteint



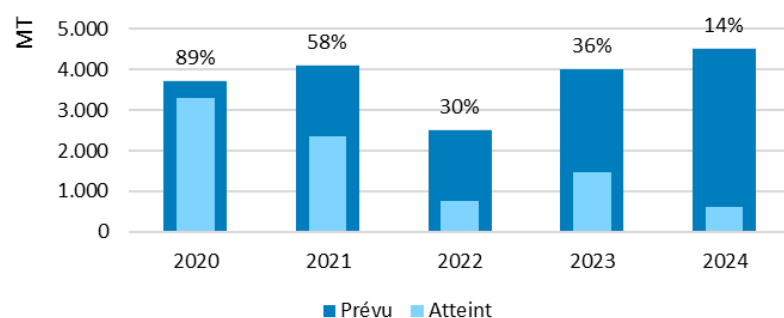
Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Figure 40 – Valeur des ventes des petits exploitants par l'intermédiaire des systèmes d'agrégation soutenus par le PAM (en dollars É-U), prévue et atteinte



Source: ACRs 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

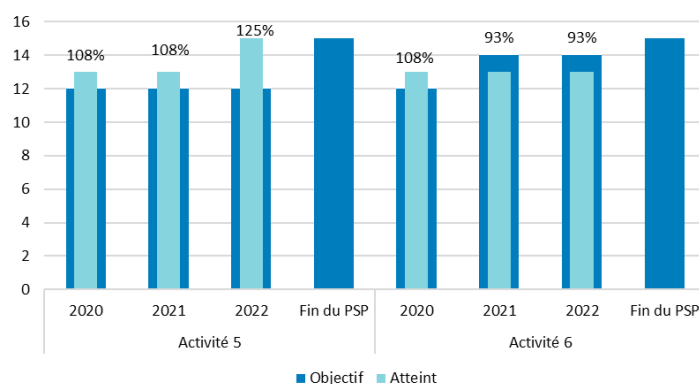
Figure 41 – Volume des ventes des petits exploitants par l'intermédiaire des systèmes d'agrégation soutenus par le PAM (en tonnes), prévu et atteint



Source: ACR 2020-2023, CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.05, données extraites le 3 février 2024 (2024)

Activité 5 et 6

Figure 42 – Indice de partenariat, par activité⁴⁵



Source: ACR 2020-2023

⁴⁵ Pas de données pour 2023 et 2024.

Tableau 12 – PSP Outcome Indicators (2020-2023)

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
SO1 – Crisis affected populations, including refugees, IDPs host communities and returnees in targeted areas are able to meet their basic food and nutrition needs during and in the aftermath of a crisis											
Activity 1 – Provide an integrated food and nutrition assistance to crisis-affected populations (refugees, IDPs, host communities and returnees)											
General Distribution – All – Niger											
Consumption-based Coping Strategy Index	Female	3.64	≤3.64	5.72	≤3.5	4.2	≤3.5	9	≤3.5	5	≤3
	Male	3.59	≤3.59	5.28	≤3.5	2.9	≤3.5	8.4	≤3.5	5.2	≤3
	Overall	3.6	≤3.6	5.4	≤3.5	3.4	≤3.5	8.7	≤3.5	5.1	≤3
Emergency Preparedness Capacity Index	Overall	3	<4	3.3	=4	3.23	4	3.25	-	-	<4
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that consumed Hem Iron rich food daily (in the last 7 days)	Female	3.6	≥3.6	2.8	≥10	2	≥10	1	≥10	72.8	≥10
	Male	4.3	≥4.3	3.7	≥10	1.5	≥10	2.3	≥10	75.1	≥10
	Overall	4.1	≥4.1	3.4	≥10	1.7	≥10	1.7	≥10	74.2	≥10
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that consumed Vit A rich food daily (in the last 7 days)	Female	63.5	≥63.5	52.2	≥64	35.1	≥64	78.4	≥64	72.8	≥64
	Male	73.7	≥73.7	54.5	≥74	39.8	≥74	78.3	≥74	75.1	≥74
	Overall	70.6	≥70.6	53.9	≥72	38.1	≥72	78.3	≥72	74.2	≥72

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that consumed Protein rich food daily (in the last 7 days)	Female	39.8	≥39.8	35.8	≥43	41.2	≥43	39.6	≥43	46.8	≥43
	Male	42.1	≥42.1	44.2	≥43	50	≥43	49.1	≥43	47.7	≥43
	Overall	41.4	≥41.4	42	≥42	47	≥42	44.8	≥42	47.4	≥42
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that never consumed Hem Iron rich food (in the last 7 days)	Female	67.6	<67.6	79	<60	84.8	<60	64.8	<60	56.6	<60
	Male	62.5	<62.5	64.2	<60	75.3	<60	57.7	<60	53.7	<60
	Overall	64	<64	68.2	<60	78.6	<60	60.9	<60	54.8	<60
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that never consumed Vit A rich food (in the last 7 days)	Female	6.6	<6.6	6.9	<6	28.8	<6	2.2	<6	5.9	<6
	Male	4	<4	6.6	<4	29	<4	2.2	<4	6.4	<4
	Overall	4.8	<4.8	6.7	<4	28.9	<4	2.2	<4	6.2	<4
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that never consumed Protein rich food (in the last 7 days)	Female	15.5	<15.5	11.3	<15	0	<15	9.5	<15	16.9	<15
	Male	16.4	<16.4	7.6	<16	0	<16	6.1	<16	18.2	<16
	Overall	16.1	<16.1	8.6	<16	0	<16	7.7	<16	17.7	<16
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that sometimes consumed Hem Iron rich food (in the last 7 days)	Female	28.8	<28.8	18.2	<30	13.2	<30	34.2	<30	41.2	<30
	Male	33.1	<31.3	32.1	<30	23.1	<30	40	<30	42.8	<30
	Overall	31.9	<31.9	28.4	<30	19.7	<30	37.4	<30	42.2	<30

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that sometimes consumed Vit A rich food (in the last 7 days)	Female	29.9	<29.9	40.9	<30	36.2	<30	19.4	<30	21.3	<30
	Male	22.4	<22.4	38.9	<22	31.3	<22	19.5	<22	18.5	<22
	Overall	24.6	<24.6	39.4	<24	33	<24	19.4	<24	19.6	<24
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that sometimes consumed Protein rich food (in the last 7 days)	Female	44.7	<44.7	52.9	<42	58.8	<42	50.9	<42	36.3	<42
	Male	41.5	<41.5	48.1	<41	50	<41	44.8	<41	34.1	<41
	Overall	42.5	<42.5	49.4	<42	53	<42	47.6	<42	34.9	<42
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households with Acceptable Food Consumption Score	Female	42.2	≥42.2	40.4	≥43	42	≥43	46	≥46	53.2	≥50
	Male	48.8	≥48.8	48.6	≥49	53.7	≥53.7	55.2	≥55.2	54.9	≥50
	Overall	46.8	≥46.8	46.4	≥48	49.7	≥49.7	51	≥51	54.2	≥50
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households with Borderline Food Consumption Score	Female	34	≥34	36	≥37	47.9	≥47.9	35.4	≤35.4	22.9	≥30
	Male	26.7	≥26.7	34.8	≥31	39.4	≥39.4	32.3	≤32.3	21.7	≥30
	Overall	28.9	≥34.2	35.1	≥32	42.3	≥42.3	33.7	≤33.7	22.2	≥30
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households with Poor Food Consumption Score	Female	23.8	≤23.8	23.6	≤20	10.1	≤10.1	18.6	≤18.6	23.9	≤20
	Male	24.5	≤24.5	16.6	≤20	6.9	≤6.9	12.5	≤12.5	23.4	≤20
	Overall	24.3	≤20	18.5	≤20	8	≤8	15.3	≤15.3	23.6	≤20

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Food Expenditure Share	Female	91.4	-	67.4	<80	96	<80	68.6	-	-	-
	Male	84.2	-	57.7	<80	93	<80	69.5	-	-	-
	Overall	86.3	<86.3	60.4	<80	94	<80	69.1	-	-	<70
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households not using livelihood based coping strategies</i>	Female	48.9	>48.9	49.7	>48.5	77.4	>48.5	36.7	>48.5	57.4	-
	Male	47.8	>47.8	52.8	>48.5	70.3	>48.5	38.6	>48.5	59.4	-
	Overall	48.2	>48.2	52	>48.5	72.7	>48.5	37.7	>48.5	58.6	>50
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households using crisis coping strategies</i>	Female	2 4.	<2	1.4	<3.5	4	<3.5	15	<3.5	7.9	-
	Male	7	<4.7	1.8	<3.5	3.6	<3.5	15.6	<3.5	9	-
	Overall	3.9	<3.9	1.7	<3.5	3.8	<3.5	15.3	<0.5	8.6	<3
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households using emergency coping strategies</i>	Female	19.6	<19.6	44.3	<20.5	2.2	<20.5	11.7	<20.5	6.7	-
	Male	20.8	<20.8	40.5	<20.5	4	<20.5	9.6	<20.5	6.7	-
	Overall	20.5	<20.5	41.6	<20.5	3.4	<20.5	10.6	<20.5	6.7	<20
Livelihood-based Coping	Female	29.5	<29.5	4.6	<27.5	16.5	<27.5	36.6	<27.5	28	-

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households using stress coping strategies</i>	Male	26.7	<26.7	4.8	<27.5	22.1	<27.5	36.3	<27.5	25	-
	Overall	27.5	<27.5	4.8	<27.5	20.1	<27.5	36.4	<27.5	26.1	<27
Proportion of the population in targeted communities reporting benefits from an enhanced livelihood asset base	Overall	0	≥12.5	60.5	≥15	19.5	-	-	-	-	≥50
Treatment of moderate acute malnutrition – All – Niger											
MAM Treatment Default rate	Overall	12.45	<15	4.35	<15	6.65	<15	5.35	<15	5.92	<15
MAM Treatment Mortality rate	Overall	0.21	<3	0.2	<3	0.64	<3	0.13	<3	0.01	<3
MAM Treatment Non-response rate	Overall	1.45	<15	3.36	<15	0.75	<15	0.83	<15	0.82	<15
MAM Treatment Recovery rate	Overall	85.89	>75	92.09	>75	91.95	>75	93.68	>75	93.25	>75
Percentage of moderate acute malnutrition cases reached by treatment services (coverage)	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>50	1.9	>50
Prevention of acute malnutrition – All – Niger											

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Proportion of target population that participates in an adequate number of distributions (adherence)	Female	0	-	-	-	-	>66	63.3	>66	70.2	>70.2
	Male	0	-	-	-	-	>66	76.7	>66	74.1	>74.1
	Overall	0	-	-	>66	74.9	>66	70.4	>66	71.9	>71.9
SO2 – School-aged girls and boys including adolescents in targeted food insecure and pastoral regions have access to adequate and nutritious food during the school year											
Activity 2 – Equitably provide an integrated school feeding package to boys, girls and adolescents during the school year in a way that relies on and stimulates local production (home-grown school feeding)											
School feeding (on-site) – Children – Niger											
Attendance rate	Female	80.93	-	-	-	-	≥95	97.6	≥95	95.19	≥80
	Male	79.15	-	-	-	-	≥95	97.6	≥95	94.9	≥80
	Overall	79.95	≥55	61	≥95	97	≥95	97.6	≥95	95.92	≥80
Enrolment rate	Female	1.8	≥3	-	-	-	≥3.8	17.6	≥5	9.02	≥7
	Male	2.9	≥3	-	-	-	≥3.8	13.7	≥5	4.7	≥7
	Overall	2.3	≥3	3.5	≥3.6	3.8	≥3.8	15.7	≥5	7.23	≥7
Gender ratio	Overall	0.82	0.84	0.84	=0.86	0.9	0.9	1	-	-	1
Retention rate / Drop-out	Female	1.83	-	-	-	-	≤1.4	2.2	-	-	≤1.8

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
rate: Drop-out rate	Male	1.82	-	-	-	-	≤1.4	1.8	-	-	≤1.8
	Overall	1.82	≤1.82	1.6	≤1.4	2.3	≤1.4	2	-	-	≤1.8
Retention rate / Drop-out rate: Retention rate	Female	98.17	-	-	-	-	≥98.2	97.6	≥98.5	97.26	≥98.9
	Male	98.18	-	-	-	-	≥98.2	98.3	≥98.5	97.16	≥98.9
	Overall	98.18	≥98.18	98.4	≥98.8	97.7	≥98.2	97.9	≥98.5	97.36	≥98.9
Minimum number of complementary interventions provided to at least one school in your country office	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>2	4	>4
Maximum number of complementary interventions provided to at least one school in your country office	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>0	0	>0
Mean (average) number of complementary interventions provided to at least one school in your country office	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>0.2	0.44	>0.44
Number of national policies, strategies, programmes and other system components	Overall	0	-	-	-	-	-	-	≥1	0	≥1

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
relating to school health and nutrition/including school feeding enhanced/developed with WFP capacity strengthening support and/or advocacy											
SO3 – Nutritionally vulnerable persons and communities including children 6-59 months, pregnant women and girls, adolescent girls, in targeted areas have improved nutritional status by 2024											
Activity 3 – Support national nutrition programme through provision of preventive and curative nutrition services (including SBCC, local food fortification, complementary feeding and capacity strengthening) to targeted populations											
Prevention of acute malnutrition – All – Niger											
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that consumed Hem Iron rich food daily (in the last 7 days)	Female	0.4	>0.4	1.8	>5	1.2	>5	0.9	>5	1.2	>5
	Male	0.3	>0.3	2.1	>5	2.7	>5	1.9	>5	1.1	>5
	Overall	0.3	>0.3	2	>5	2.4	>5	1.7	>5	1.1	>5
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that consumed Vit A rich food daily (in the last 7 days)	Female	66	>66	80.4	>70	56.7	>70	80.7	>70	80.4	>70
	Male	66.5	>66.5	78.1	>70	60.4	>70	83.6	>70	87.2	>70
	Overall	66.4	>66.4	78.7	>70	59.7	>70	83.1	>70	85.9	>70
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that consumed	Female	36.6	>36.6	52.7	>40	53.7	>40	54.7	>40	49.3	>40
	Male	35.6	>35.6	49.2	>38	56.6	>38	57.3	>38	57.3	>38

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Protein rich food daily (in the last 7 days)	Overall	35.8	>35.8	50	>37	56	>37	56.9	>37	55.8	>37
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that never consumed Hem Iron rich food (in the last 7 days)	Female	64.9	<64.9	64.5	<55	59.7	<55	55.8	<55	58.1	<55
	Male	55.6	<55.6	57.3	<55	55.3	<55	49.2	<55	52.3	<55
	Overall	57.7	<57.7	59	<55	56.1	<55	50.3	<55	53.4	<55
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that never consumed Vit A rich food (in the last 7 days)	Female	6.2	<6.2	1.3	<5	14.5	<5	2.7	<5	2.1	<5
	Male	4.6	<4.6	2.1	<4	90.2	<4	2.2	<4	1.4	<4
	Overall	5	<5	1.9	<5	10.3	<5	2.2	<5	1.5	<5
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that never consumed Protein rich food (in the last 7 days)	Female	16.4	<16.4	8.1	<15	11.8	<15	5.7	<15	7.8	<15
	Male	12.4	<12.4	7	<12	8.4	<12	3.6	<12	5.5	<12
	Overall	13.3	<13.3	7.3	<13	9	<13	4	<13	6	<13
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that sometimes consumed Hem Iron rich food (in the last 7 days)	Female	34.7	<34.7	33.7	<40	32.9	<40	43.3	<40	40.7	<40
	Male	44	<44	40.6	<40	42	<40	48.9	<40	46.6	<40
	Overall	41.9	<41.9	39	<40	41.5	<40	48	<40	45.4	<40
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that sometimes	Female	27.8	<27.8	18.3	<25	28.8	<25	16.6	<25	17.5	<25
	Male	28.9	<28.9	19.8	<26	30.4	<26	14.2	<26	11.4	<26

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
<i>consumed Vit A rich food (in the last 7 days)</i>	Overall	28.6	<28.6	19.4	<25	30.1	<25	14.6	<25	12.6	<25
Food Consumption Score – Nutrition: Percentage of households that sometimes consumed Protein rich food (in the last 7 days)	Female	47	<47	39.2	<45	34.6	<45	39.6	<45	42.9	<45
	Male	52.1	<52.1	43.8	<50	35	<50	39.1	<50	37.1	<50
	Overall	50.9	<50.9	42.7	<50	34.9	<50	39.1	<50	38.3	<50
Proportion of children 6–23 months of age who receive a minimum acceptable diet	Female	-	-	-	>21.3	12.1	>21.3	10.7	>21.3	20.9	>70
	Male	-	-	-	>21.3	16.9	>21.3	12.3	>21.3	22	>70
	Overall	11.3	>21.3	6.8	>21.3	14.5	>21.3	11.5	>21.3	21.4	>70
Proportion of children 6-23 months of age who receive a minimum acceptable diet: Minimum Diet Diversity 6-23 months (MDD)	Female	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	20.9	>70
	Male	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	22	>70
	Overall	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	21.4	>70
Proportion of children 6-23 months of age who receive a minimum acceptable diet: Minimum Meal Frequency 6-23 months (MMF)	Female	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	27.2	>70
	Male	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	30.3	>70
	Overall	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	28.7	>70
Proportion of children 6-23 months of age who receive a minimum acceptable diet:	Female	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	3.3	>70
	Male	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	6.2	>70

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Minimum Milk Feeding Frequency for Non-Breastfed children 6-23 months (MMFF)	Overall	11.3	-	-	-	-	-	-	>21.3	4.7	>70
Proportion of target population that participates in an adequate number of distributions (adherence)	Female	-	-	-	>66	81.8	>66	67.9	>66	70.4	>66
	Malde	-	-	-	>66	83.3	>66	70.6	>66	67.1	>66
	Overall	0	>66	89.6	>66	82.5	>66	69.2	>66	68.8	>66
Treatment of moderate acute malnutrition – All – Niger											
MAM Treatment Default rate	Overall	11	<15	5.33	<15	4.84	<15	2.97	<15	2.87	<15
MAM Treatment Mortality rate	Overall	0.02	<3	0.14	<3	0.31	<3	0.07	<3	0.05	<3
MAM Treatment Non-response rate	Overall	1.13	<15	2.95	<15	0.63	<15	0.62	<15	0.7	<15
MAM Treatment Recovery rate	Overall	87.85	>75	91.58	>75	94.21	>75	96.34	>75	96.38	>75
Proportion of eligible population that participates in programme (coverage)	Overall	-	-	-	≥50	20.5	≥50	20.5	≥50	7	≥50
General Distribution – WOMEN – Niger											
Minimum Dietary Diversity	Overall	25.7	>25.7	28.6	>29	38.6	>29	48.6	>48.6	50.2	>30

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
SO4 – Food insecure populations and communities including those affected by climate shocks, in targeted areas have more resilient livelihoods integrated into sustainable and equitable food systems to ensure access to adequate and nutritious food by 2024											
Activity 4 – Provide livelihood support to food insecure and at-risk of food insecurity men, women, boys and girls, including the development or rehabilitation of natural and productive assets (FFA), climate risk management measures, and value chains											
Food assistance for asset – All – Niger											
Consumption-based Coping Strategy Index (Average)	Female	1.76	≤1.5	3.43	≤1.5	8.1	≤1.6	2	≤1.5	2.6	≤1.5
	Male	1.63	≤1.5	3.68	≤1.5	7	≤1.6	1.5	≤1.5	1.8	≤1.5
	Overall	1.66	≤1.6	3.62	≤1.6	7.2	≤1.6	1.6	≤1.6	1.9	≤1.5
Food Consumption Score: Percentage of households with Acceptable Food Consumption Score	Female	40.7	≥45	58	≥50	54.6	≥50	62.6	≥50	61.9	≥50
	Male	43.2	≥45	54.9	≥50	61.4	≥50	66.3	≥50	70.3	≥50
	Overall	42.6	≥45	55.7	≥50	60.1	≥50	65.7	≥50	68.6	≥50
Food Consumption Score: Percentage of households with Borderline Food Consumption Score	Female	28.4	≥30	25.1	≥30	19.1	≥30	25.7	≥30	24.6	≥30
	Male	30.5	≥30	29.2	≥30	22.4	≥30	25.7	≥30	20.3	≥30
	Overall	30	≥30	28.2	≥30	21.8	≥30	25.7	≥30	21.1	≥30
Food Consumption Score: Percentage of households with Poor Food Consumption	Female	31	<25	17	<20	26.3	<20	11.7	<20	13.5	<25
	Male	26.3	<25	15.9	<20	16.2	<20	8	<20	9.4	<25

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Score	Overall	27.4	<25	16.1	<20	18.2	<20	8.6	<20	10.2	<20
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households not using livelihood based coping strategies</i>	Female	83.2	>83.8	66.6	>84	42.4	>84.5	69.5	>84.5	68.1	>85
	Male	84	>83.8	61.5	>84	50.4	>84.5	70.1	>84.5	72.8	>85
	Overall	83.8	>83.8	62.7	>84	48.8	>84.5	70	>84.5	71.9	>85
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households using crisis coping strategies</i>	Female	1.7	<2.2	1.3	<2	9.2	<2	6.9	<2	7.7	<2
	Male	2.4	<2.2	2.1	<2	9.6	<2	6.1	<2	4.6	<2
	Overall	2.2	<2.2	1.9	<2	9.5	<2	6.3	<2	5.2	<2
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households using emergency coping strategies</i>	Female	10.3	<9.4	27.7	<9.4	34.1	<9.4	3.4	<9.4	3.6	<9
	Male	9.2	<9.4	32.7	<9.4	25.6	<9.4	3.3	<9.4	2.3	<9
	Overall	9.4	<9.4	31.5	<9.4	27.3	<9.4	3.3	<9.4	2.6	<9
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies): <i>Percentage of households using stress coping strategies</i>	Female	4.9	<4.5	4.4	<4.6	14.3	<4.7	20.2	<4.7	20.6	<4
	Male	4.4	<4.5	3.7	<4.6	14.4	<4.7	20.4	<4.7	20.3	<4
	Overall	4.5	<4.5	3.9	<4.6	14.4	<4.7	20.4	<4.7	20.3	<4

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Proportion of the population in targeted communities reporting benefits from an enhanced livelihoods asset base	Female	-	-	-	-	-	-	-	>64	73.8	>65
	Male	-	-	-	-	-	-	-	>64	81.3	>65
	Overall	62.57	>62.57	87.19	>63	87	>63.5	88.3	>64	79.8	>65
Percentage of households who integrate adaptation measures in their activities/livelihoods	Overall	0	-	-	100	100	100	100	-	-	100
Percentage of FFA supported assets that demonstrate improved vegetation and soil conditions	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>90	73	>90
General Distribution – All – Niger											
Default rate (as a percentage) of WFP pro-smallholder farmer procurement contracts	Overall	n/a	≤44	44	≤44	41	≤30	31	-	-	<44
Percentage increase in production of high-quality and nutrition-dense foods	Overall	0	25	50	200	507	>25	113.48	>25	2.81	>25
Percentage of WFP food procured from smallholder farmer aggregation systems	Overall	0	≥10	12	≥10	9	≥10	2	-	-	>10

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
Percentage of targeted smallholders selling through WFP-supported farmer aggregation systems	Female	0	100	-	-	-	-	-	-	-	100
	Male	0	100	-	-	-	-	-	-	-	100
	Overall	0	100	80	100	75	100	100	100	80	100
Value and volume of smallholder sales through WFP-supported aggregation systems: Value (USD)	USD	0	>1,300,000	1,298,742	≥1,435,000	1,260,021	≥1,623,167	429,412	≥2,642,000	682,130.25	>1,300,000
Value and volume of smallholder sales through WFP-supported aggregation systems: Volume (MT)	Mt	0	-	3,300	≥4,100	2,359	≥2,500	756.5	≥4,000	1,456	≥4,500
School feeding (on-site) – All – Niger											
Food expenditure share	Female	99.3	<80	67.6	<80	87.7	<80	90.9	-	-	<70
	Male	97.3	<80	57.1	<80	81	<80	86.9	-	-	<70
	Overall	97.7	<80	59.6	<80	82.4	<80	87.6	-	-	<70
Climate and weather risk information services – All – Niger											
Climate services score: Q1.1: Access to climate services	Female	0	-	-	-	-	-	-	>30	29.8	>29.8
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>40	42.8	>42.8

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>40	41.2	>41.2
Climate services score: Q1.2: Relevance of the information	Female	0	-	-	-	-	-	-	>30	34	>34
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>50	52.6	>52.6
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>50	50.4	>50.4
Climate services score: Q1.3: Timeliness of the information	Female	0	-	-	-	-	-	-	>20	23.4	>23.4
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>30	37.3	>37.3
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>30	35.6	>35.6
Climate services score: Q1.4: Tailoring of information	Female	0	-	-	-	-	-	-	>40	40.4	>40.4
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>50	54.3	>54.3
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>50	52.7	>52.7
Climate services score: Q1.5: Actionability of the information	Female	0	-	-	-	-	-	-	>20	23.4	>23.4
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>30	36.1	>36.1
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>30	34.6	>34.6
Climate services score: Climate services score	Female	0	-	-	-	-	-	-	>30	30.2	>30.2
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>40	44.6	>44.6

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>40	42.9	>42.9
Other Climate adaptation and risk management Activities – All – Niger											
Climate adaptation benefit score: 1. Total Low CABS	Overall	0	-	-	-	-	-	-	<60	52.2	<52.2
Climate adaptation benefit score: 2. Total Medium CABS	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>20	23.1	>23.1
Climate adaptation benefit score: 3. Total High CABS	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>20	24.7	> 24.7
Climate resilience capacity score: 1. Total Low CRS	Overall	0	-	-	-	-	-	-	<20	18	<18
Climate resilience capacity score: 2. Total Medium CRS	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>50	53.2	>53.2
Climate resilience capacity score: 3. Total High CRS	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>30	28.9	> 28.9
Investment capacity index: 1.1 Savings	Female	0	-	-	-	-	-	-	>20	24	>25
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>20	26.5	>25
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>20	26.1	>25
Investment capacity index:	Female	0	-	-	-	-	-	-	>40	26.1	>42

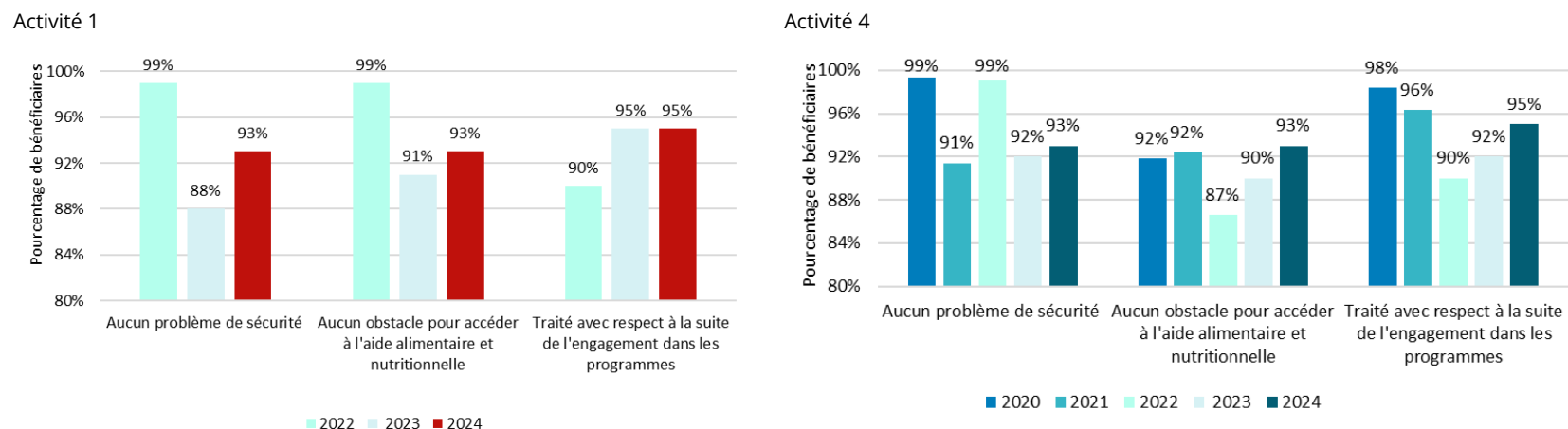
Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
1.2 Credits for Productive Purposes	Male	0	-	-	-	-	-	-	>40	46.8	>42
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>40	42.7	>42
Investment capacity index: 1.3. Insurance Payouts	Female	0	-	-	-	-	-	-	>0	0	>0
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>0	0	>0
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>0	0	>0
Investment capacity index: Investment capacity index	Female	0	-	-	-	-	-	-	>60	50.1	>65
	Male	0	-	-	-	-	-	-	>60	73.3	>65
	Overall	0	-	-	-	-	-	-	>60	68.7	>65
SO5 – National institutions and other partners have strengthened capacities to design and manage integrated, gender-responsive and shock-responsive food security, nutrition, social protection policies and programmes by 2024											
Activity 5 – Provide capacity strengthening to national, decentralised institutions and partners on coherent gender equitable and gender-transformative intersectoral policies, planning, coordination mechanisms, ownership and programme implementation, and knowledge management											
Institutional capacity strengthening activities											
Partnerships Index	Overall	0	≥12	13	≥12	13	≥12	15	-	-	≥15
Number of national food security and nutrition policies, programmes and system components	Overall	0	-	-	-	-	≥7	7	-	-	≥7

Outcome indicator	Unit	Baseline	2020		2021		2022		2023		End-CSP Target
			Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	Target	Follow-up	
enhanced as a result of WFP capacity strengthening											
Community and household asset creation (CCS) – All – Niger											
Number of national policies, strategies, programmes and other system components contributing to Zero Hunger and other SDGs enhanced with WFP capacity strengthening support	Overall	0	-	-	-	-	-	-	≥6	4	≥7
School Based Programmes (CCS) – All – Niger											
SABER school feeding index	Overall	0.6	-	-	-	-	-	-	≥0.75	n/a	-
SO6 – Humanitarian and development partners in Niger have access to common services and expertise to access and operate in targeted areas until appropriate and sustainable alternatives are available											
Activity 6 – Provide UNHAS flight services to partners, to access areas of humanitarian interventions											
Humanitarian Air Service – All – Niger											
Partnerships Index	Overall	0	≥12	13	≥14	13	≥14	13	-	-	≥15
User satisfaction rate	Overall	0	-	-	-	-	≥90	95.43	≥90	97.5	≥90

4 : Objectifs transversaux

104. Les graphiques suivants montrent l'évolution des indicateurs relatifs aux objectifs transversaux de redevabilité envers les populations affectées, de l'environnement et de l'intégration de la nutrition.

Figure 43 – Pourcentage de bénéficiaires qui n'ont signalé aucun problème de sécurité, accès et respect au cours des Activités 1 et 4 du PSP



Source: ACR 2020-2023

Tableau 13 – Indicateurs transversaux atteints sur le thème de la Responsabilité envers les populations affectées

Indicateurs transversaux	Activité	Objectif fin PSP	2020	2021	2022	2023
Proportion des activités de projet pour lesquelles le retour d'information des bénéficiaires est documenté, analysé et intégré dans les améliorations du programme	1		100 %	100 %	100 %	
	4	100 %	100 %	100 %	100 %	
Le Bureau de pays respecte ou dépasse les normes de la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap (UNDIS) en matière de consultation des organisations de personnes handicapées (QCPR).		=1				1
Le Bureau de pays dispose d'un mécanisme de retour d'information des communautés opérationnel.		=1				1

Source: ACR 2020-2023

Tableau 14 – Indicateurs transversaux atteints sur le thème de l'Environnement

Indicateur transversal	Activité	Objectif fin PSP	2020	2021	2022	2023
Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées	4	100	25			
Proportion d'accords de partenariat sur le terrain (FLA), de mémorandums d'accord (MoU) et de contrats de construction (CC) pour les activités du PSP ayant fait l'objet d'une analyse des risques environnementaux et sociaux	1	100				0
	2	100				0
	3	100				0
	4	100		25	25	
	4	100		0		0

Source: ACR 2020-2023

Tableau 15 – Indicateurs transversaux atteints sur le thème de l'Intégration de la nutrition

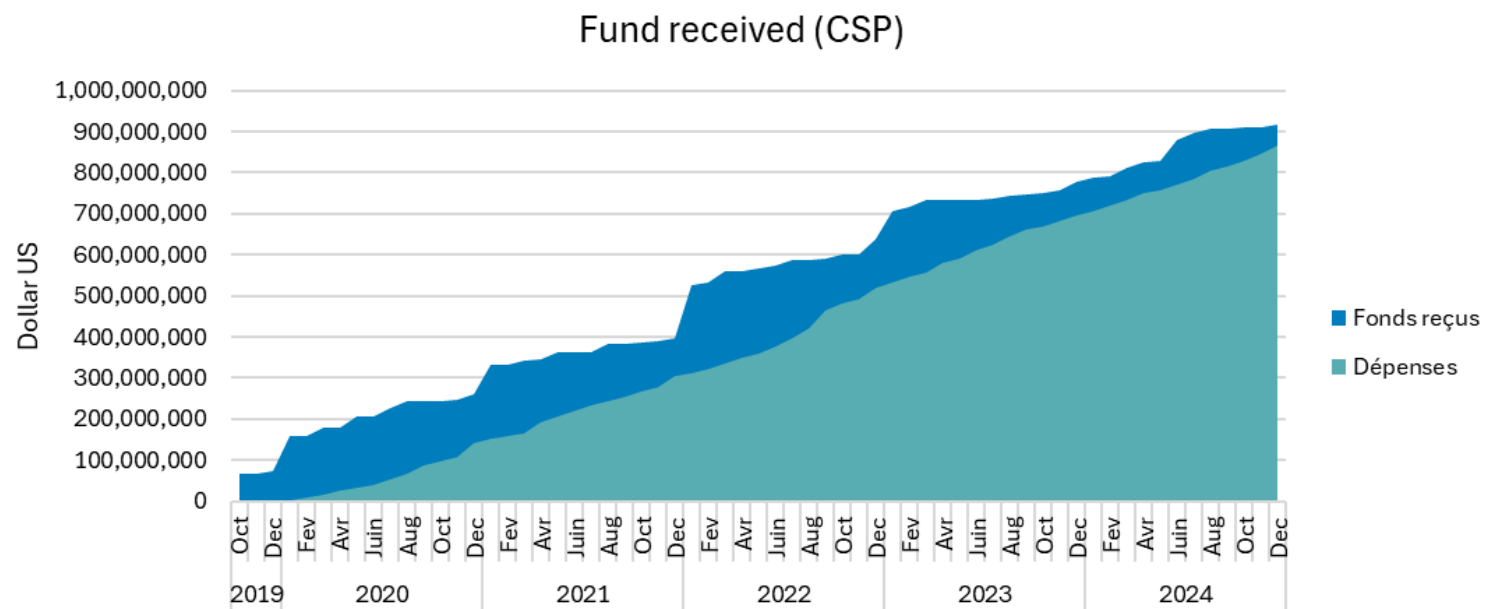
Indicateur transversal	Activité	Objectif fin PSP	2020	2021	2022	2023
Pourcentage de bénéficiaires du PAM qui profitent d'un élément de programme sensible à la nutrition	1	> 20				20
	2	> 49				49
	3	> 75				100
	4	> 21				21
Pourcentage de personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM, qui sont en mesure de satisfaire leurs besoins nutritionnels grâce à une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions visant à soutenir la diversification du régime alimentaire	1	> 15				15
	2	> 2				0,51
	3	> 75				100
	4	> 60				59

Source: ACR 2020-2023

5 : Budget et financements

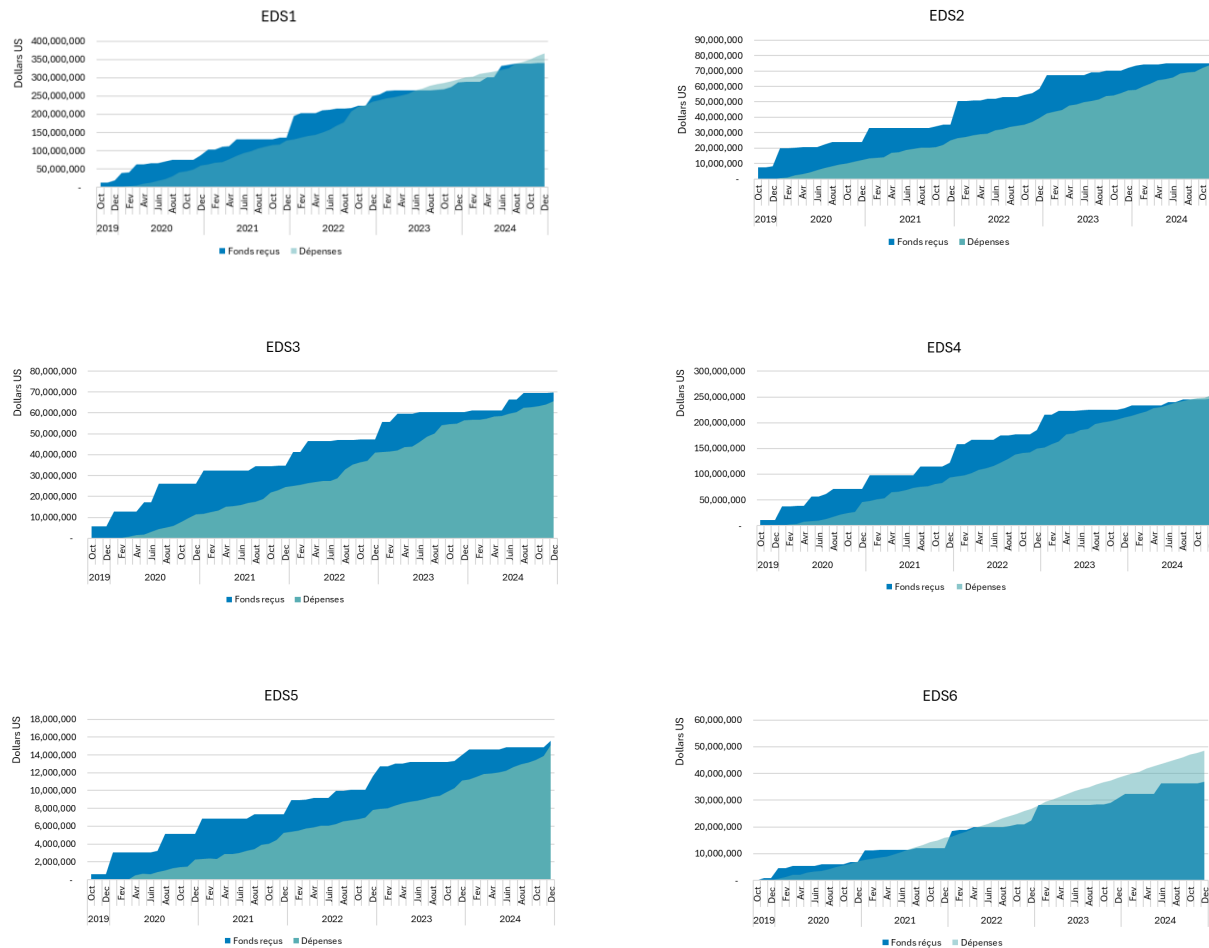
105. Les graphiques suivants montrent l'évolution des fonds reçus, la mobilisation des financements flexibles, les ressources allouées et les dépenses du PSP.

Figure 44 – Fonds totaux reçus par rapport aux dépenses engagées du PSP (en dollars É-U)



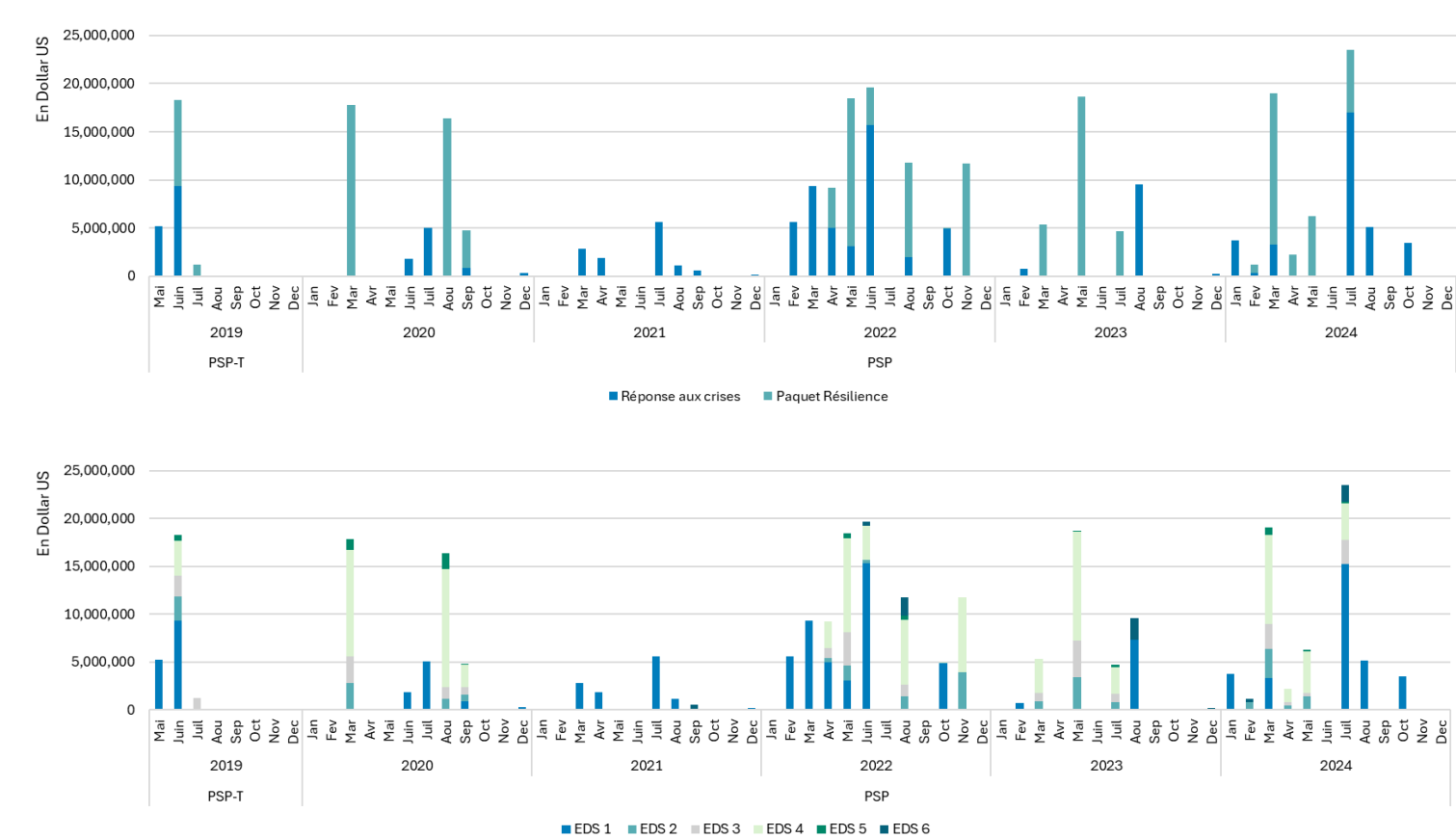
Source: Distribution Contribution and Forecast Stats (Fonds reçus), CPB Plan_vs_Actual_Report (Dépenses), données extraites le 30 janvier 2025

Figure 45 – Fonds fléchés reçus par rapport aux dépenses engagées par EDS du PSP

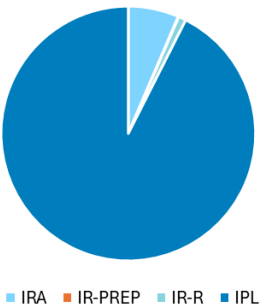


Source: Distribution Contribution and Forecast Stats (Fonds reçus), CPB Plan_vs_Actual_Report (Dépenses), données extraites le 30 janvier 2025

Figure 46 – Mobilisation des financements flexibles du PAM au Niger par EDS et entre réponse aux crises et paquet résilience (2019-2024)

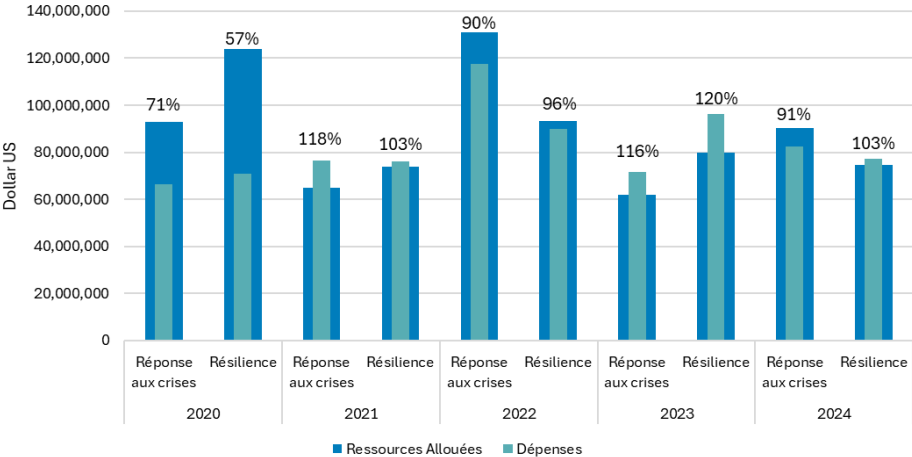


Distribution des différents mécanismes 2020-2024



Source: CPB Advance_Finance_Report, données extraites le 13 février 2025

Figure 47 – Ressources allouées vs dépenses par année des activités de réponse aux crises et du paquet résilience (en dollars É-U)

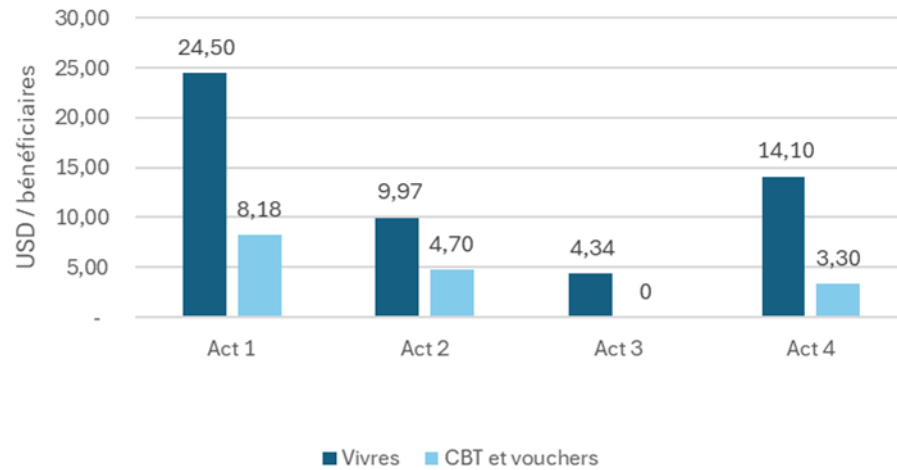


Source: EV CPB Resources Overview, données extraites le 3 février 2025

6 : Coûts

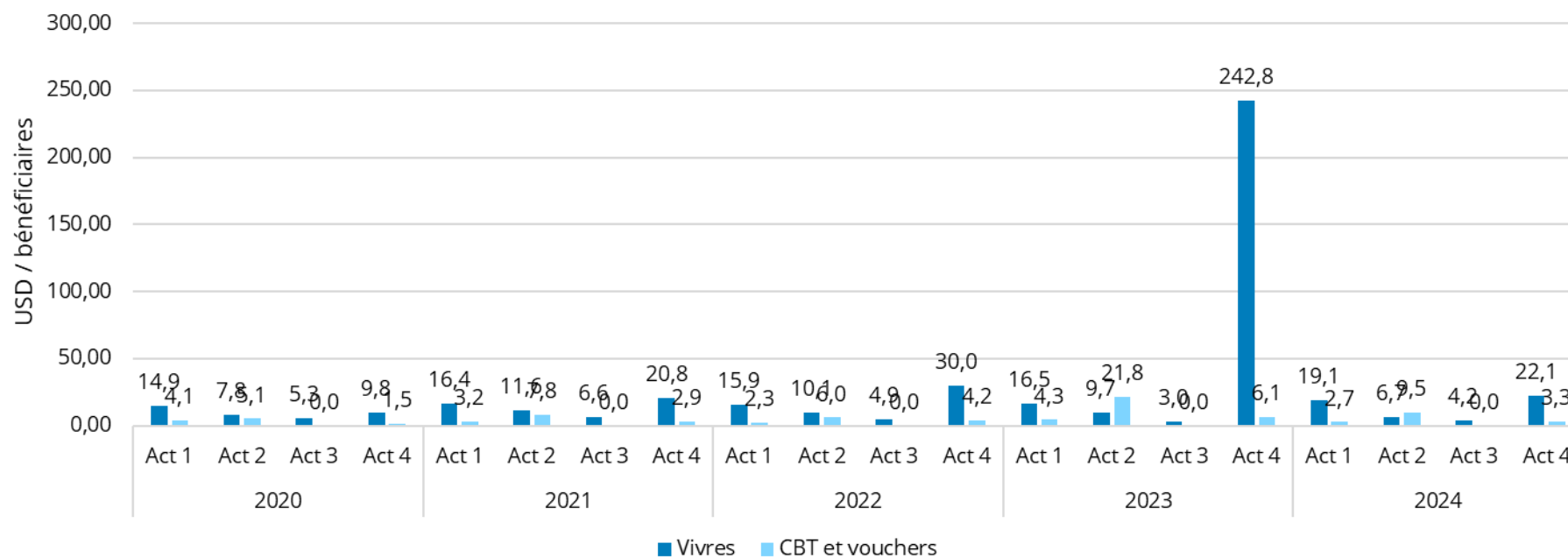
106. Les graphiques suivants montrent les coûts totaux et les coûts de mise en œuvre du PSP-T et du PSP, en fonction des activités et des années.

Figure 48 – Coût de mise en œuvre du PSP-T (NE01) 2019, en dollar É-U



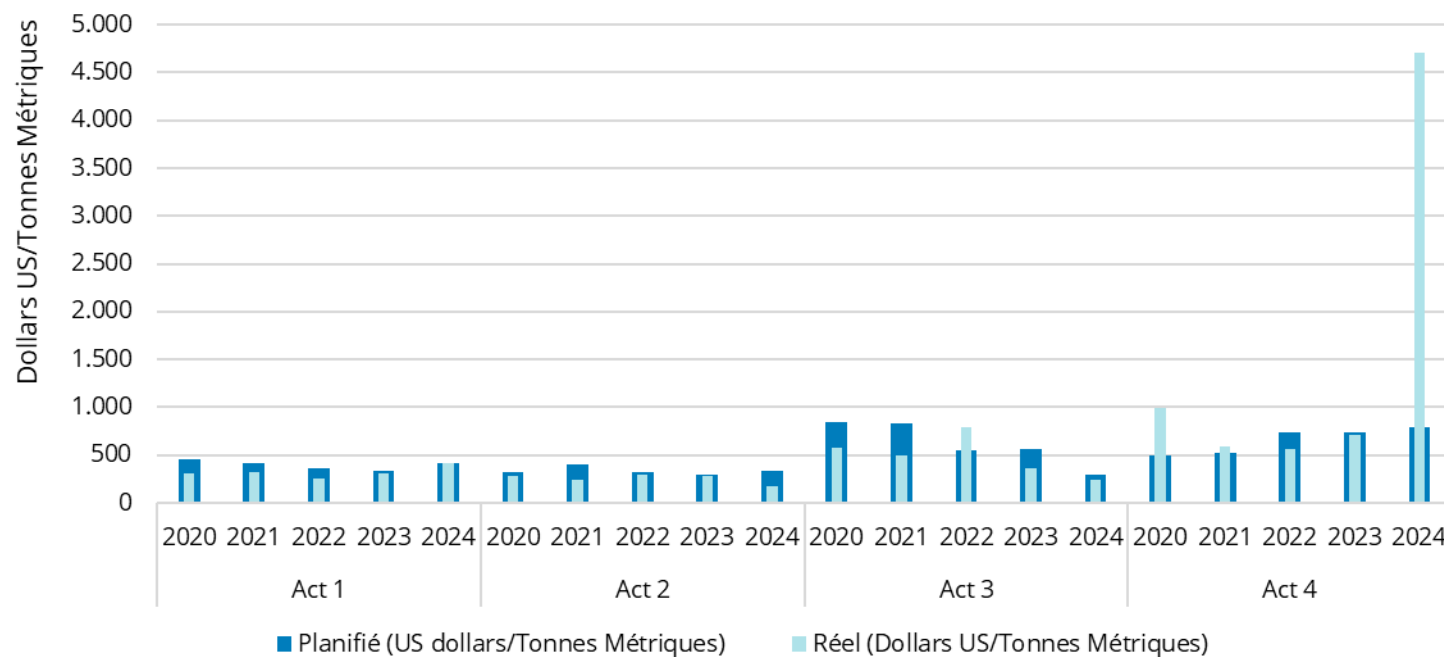
Source: CPB Plan vs Actuals Report v2.1 NE01, données extraites le 21 mai 2024

Figure 49 – Coût de mise en œuvre du PSP (NE02) 2020-2022 (par bénéficiaire)



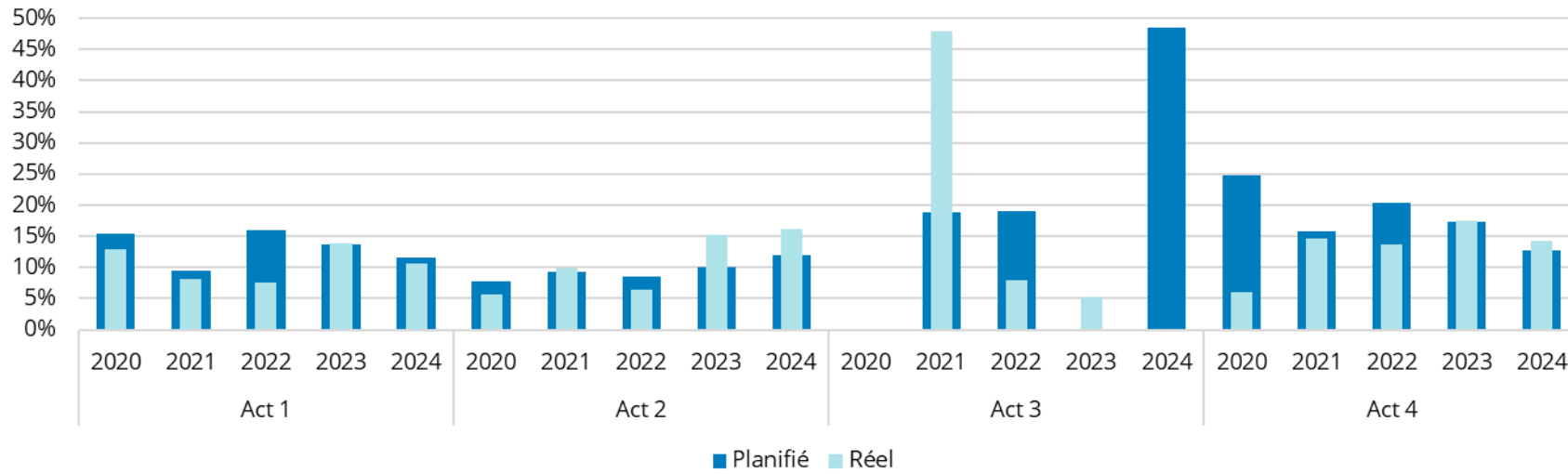
Source: CPB Plan vs Actuals Report v2.1 NE02 (données extraites le 30 janvier 2025), CM-R030_Actual_Beneficiary_Adjustment_OUTPUT (données extraites le 7 mai 2024 et le 3 février 2025), ACR 2020, 2021 et 2022

Figure 50 – Coûts de mise en œuvre, planifiés et actuels, pour les distributions de vivres (en dollars É-U/tonne)



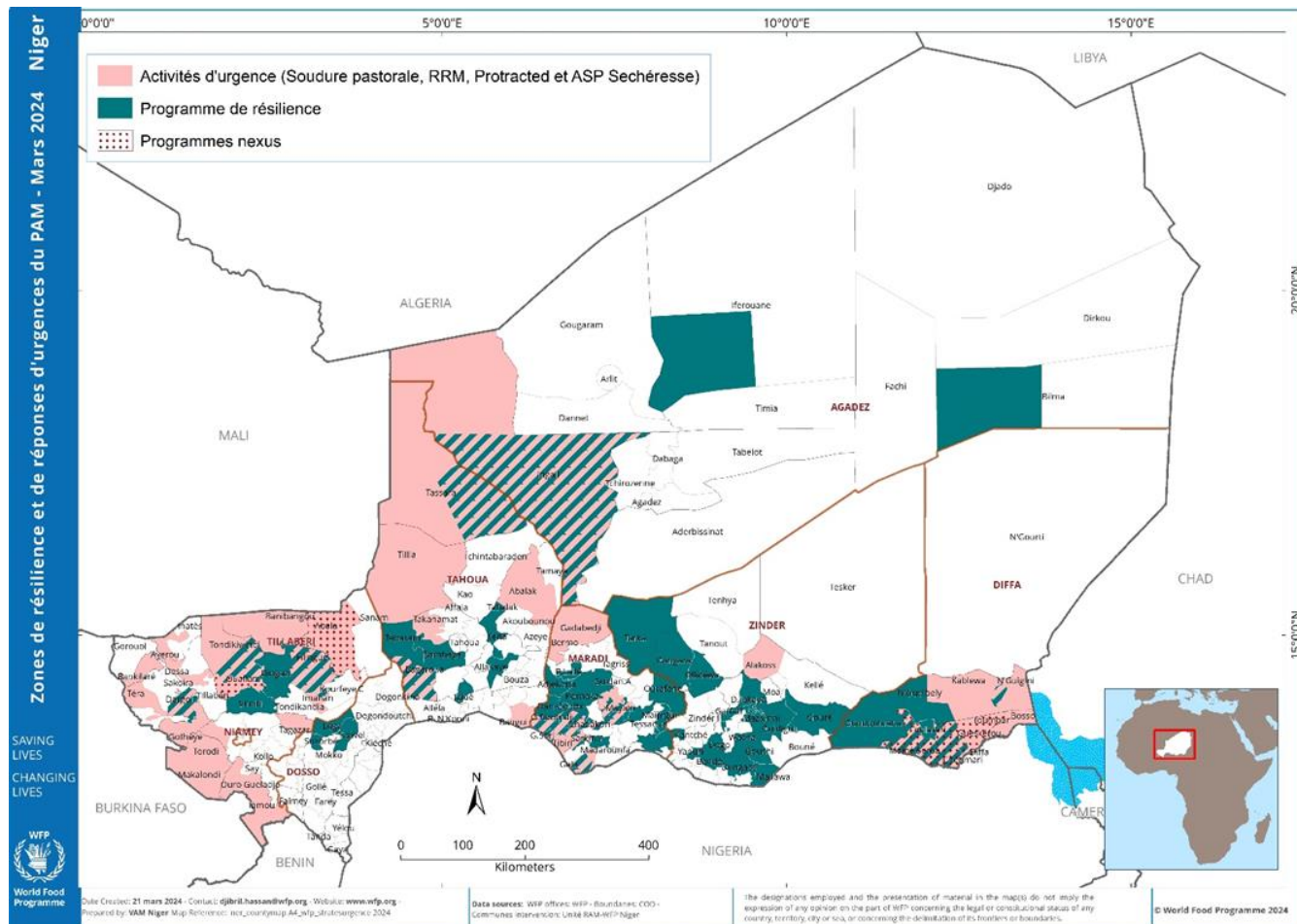
Source: CPB Plan vs Actuals Report v2.1 NE02 (données extraites le 21 mai 2024), ACR 2020, 2021, 2022 et 2023, Output results 2024 NE02

Figure 51 – Coûts de mise en œuvre, planifiés et actuels, pour les transferts d'espèces (en % de la valeur du transfert)



Source: CPB Plan vs Actuals Report v2.1 NE02 (données extraites le 21 mai 2024), ACR 2020, 2021, 2022 et 2023

Annexe 11 – Carte des opérations du PAM au Niger



Annexe 12 – Constatations, conclusions, recommandations

Recommandations	Conclusions	Constatations
Recommandation 1: Renforcer la structuration et l'intégration des activités dans le prochain PSP, afin d'établir des interactions claires entre les activités d'urgence, de résilience et de cohésion sociale/paix (en termes de couverture, de ciblage, de continuum), sur la base de prévisions de financement réalistes	Conclusions 1, 2, 4, 5	1, 2, 3, 4 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16
Recommandation 2: Renforcer la complémentarité des partenariats pour une action efficace et durable	Conclusions 1, 2, 3, 7	2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 15, 18, 21
Recommandation 3: Investir dans le suivi et la génération de preuves pour des interventions plus efficaces, inclusives et performantes	Conclusions 3, 4, 5	11, 12, 18, 19
Recommandation 4: Diversifier et sécuriser les financements pour obtenir une base de ressources fiable et prévisible	Conclusion 5	13, 17, 20
Recommandation 5 : Renforcer la gestion des ressources humaines afin d'assurer la continuité et l'efficacité des interventions	Conclusions 4, 5	14, 16, 19, 20

Annexe 13 – Bibliographie

DOCUMENTS CITÉS DANS LES VOLUMES I ET II

Banque mondiale. 2023. *Note sur la situation économique au Niger*.

Banque mondiale. 2024. *Note sur la situation économique au Niger*.

CILSS. 2021. *Prévisions saisonnières des caractéristiques Agro-hydro-climatiques pour les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel*.

CILSS. 2021. *Rapport Bilan Carbone sur les sites du PAM dans le cadre des FFA*.

CNEDD. 2020. *Rapport CNEDD*.

CNEDD. 2022. *Rapport CNEDD*.

EITI. 2023. *Niger*.

FAO. 2018. Rapport élaboré par la Division de l'économie du développement agricole, en collaboration avec une équipe de spécialistes techniques de la FAO, du FIDA, de l'OMS, du PAM et d'UNICEF sur le renforcement de la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

FAO. 2021. *Joint Evaluation on the Collaboration among the United Nations Rome-based Agencies*.

FAO. 2024. Rapport Le Niger en un coup d'œil.

FAO. n.d. *Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel RGAC 2004-2008*.

FAO, CEDEAO. 2022. *Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural – Niger*.

FAO, IFAD, UN Women, PAM. 2021. *Global End-term Evaluation of the Joint Programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women in Ethiopia, Guatemala, Kyrgyzstan, Liberia, Nepal, Niger and Rwanda from 2014 to 2020*.

FAO, Union européenne, Cirad. 2023. *Profil des systèmes alimentaires – Niger. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires*.

Global Hunger Index. 2023. *Synthèse : Indice de la faim dans le monde – Le pouvoir de la jeunesse dans la transformation des systèmes alimentaires*.

Gouvernement du Niger. 2011. *Politique nationale de protection sociale au Niger*.

Gouvernement du Niger. 2016. *Plan de développement économique et social 2017-2021*.

Gouvernement du Niger. 2017a. *Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG) au Niger (2017-2021)*.

Gouvernement du Niger. 2017b. *Politique nationale de genre*.

Gouvernement du Niger. 2018. *Rapport final du programme de définition des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres*.

Gouvernement du Niger. 2020a. *Rapport de l'actualisation de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques au Niger*.

Gouvernement du Niger. 2020b. *Stratégie et Plan national d'adaptation face aux changements climatiques dans le secteur agricole*.

Gouvernement du Niger. 2021. *Plan d'action 2021-2025 de l'initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »*.

Gouvernement du Niger. 2022. *Plan de développement économique et social 2022-2026*.

Gouvernement du Niger, AfDB. 2021. *Projet d'appui à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action national pour l'emploi décent des jeunes dans les secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire au Niger*.

Gouvernement du Niger, FEWS NET. 2019. *Assessment of Chronic Food Insecurity in Niger*.

Institut National de la Statistique. 2020. *Enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger (janvier-février 2020)*.

Institut National de la statistique. 2022a. *Enquête SMART 2019-2022*.

Institut National de la statistique. 2022b. *Malnutrition chronique au Niger*.

Inter-Réseaux Développement Rural. 2023. Publication du journal.

International Institute for Environment and Development. 2006. *Genre, foncier et décentralisation au Niger*.
Marthe Diarra et Marie Monimart.

OCHA. 2021. *Conséquences néfastes de l'insécurité sur l'accès aux services sociaux de base*.

OCHA. 2023a. Bureau du Coordonnateur humanitaire au Niger.

OCHA. 2023b. Matrice de suivi des déplacements.

OCHA. 2024a. Financial Tracking System.

OCHA. 2024b. *Rapport annuel sur les contraintes d'accès humanitaire au Niger 2023*.

OCHA. 2024c. *Flash Update # 2 : Bilan des inondations au Niger*.

OIM. 2020. *Étude nationale sur le lien entre migration, environnement et changement climatique au Niger*.

OIM. 2021. Déclaration de Barbara Rijks, Cheffe de mission de l'OIM au Niger, novembre.

ONU. 2019. United Nations Disability Inclusion Strategy.

PAM. 2016. *Policy on Country Strategic Plans*.

PAM. 2018a. *Fill the Nutrient Gap Niger: Résumé du rapport*.

PAM. 2018b. *Four Evaluations of the Impact of WFP Programmes on Nutrition in Humanitarian Contexts in the Sahel*.

PAM. 2019a. *Internal Audit of WFP Operations in Niger*.

PAM. 2019b. *Management Response Internal Audit*.

PAM. 2019c. *Building resilience in Niger - Results from 2014-2019 interventions*.

PAM. 2019d. *Niger Annual Country Report 2019 - Country Strategic Plan 2019*.

PAM. 2019e. *Niger Country Briefs, January to December 2019*.

PAM. 2019f. *Niger T-ICSP Narrative*.

PAM. 2019g. *Plan stratégique de pays – Niger (2020-2024)*.

PAM. 2019h. *Strategic Evaluation of WFP Support for Enhanced Resilience*.

PAM. 2019i. *T-ICSP Niger 2019 Budget Revision 01*.

PAM. 2020a. *Central Sahel Situation Report, March, July, September, October, December 2020*.

PAM. 2020b. *COMP 2020 - Niger - NE02*.

PAM. 2020c. *CSP Niger 2020-2024 Budget Revision 01*.

PAM. 2020d. *CSP Niger 2020-2024 Budget Revision 02*.

PAM. 2020e. *Evaluation Series on Emergency School Feeding in the Democratic Republic of Congo, Lebanon, Niger and Syria, 2015-2019*.

PAM. 2020f. *FOOD SECURITY HIGHLIGHTS West and Central Africa*.

PAM. 2020g. *Niger Annual Country Report 2020 - CSP 2020-2024*.

PAM. 2020h. *Niger Country Briefs, January to December 2020*.

PAM. 2020i. Niger, Analyse satellitaire: Dynamique des surfaces cultivées en zones à accès limité.

PAM. 2020j. *Plan annuel de performance (APP)*.

PAM. 2021a. *WFP Western Africa Annual Achievements*.

PAM. 2021b. *Analyse de la réponse pour l'adaptation climatique – Niger*.

PAM. 2021c. *Central Sahel Situation Report, February, April, June, July, August, October, December 2021*.

PAM. 2021d. *COMP 2021 - Niger - NE02*.

PAM. 2021e. *FOOD SECURITY HIGHLIGHTS West Africa, Issue 2, May 2021*.

PAM. 2021f. *Niger Annual Country Report 2021 - CSP 2020-2024*.

PAM. 2021g. *Niger Country Briefs, January to December 2021*.

PAM. 2021h. Niger, Analyse satellitaire: Dynamique des surfaces cultivées en zones à accès limité.

PAM. 2021i. *Plan annuel de performance (APP)*.

PAM. 2021j. *Programmes de Résilience - Resilience Results from Satellite Imagery*.

PAM. 2021k. *Réponse au changements climatiques*.

PAM. 2022a. *WFP Western Africa Annual Achievements*.

PAM. 2022b. *Central Sahel Situation Report, January 2022*.

PAM. 2022c. *Combattre la faim à la source, Lutter contre la désertification par des programmes intégrés de résilience*.

PAM. 2022d. *COMP 2022 - Niger - NE02*.

PAM. 2022e. *CSP Niger 2020-2024 Budget Revision 03*.

PAM. 2022f. *Evaluation of the WFP Response to the COVID-19 Pandemic*.

PAM. 2022g. *FOOD SECURITY HIGHLIGHTS - West Africa, Issue 3, January 2022*.

PAM. 2022h. *Politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes*.

PAM. 2022i. *Niger Annual Country Report 2022 - CSP 2020-2024*.

PAM. 2022j. *Niger Country Briefs, January to July 2022*.

PAM. 2022k. Niger, Analyse satellitaire: Dynamique des surfaces cultivées en zones à accès limité.

PAM. 2022l. *Plan annuel de performance (APP)*.

PAM. 2022m. *Politique d'évaluation du PAM*.

PAM. 2022n. *Preliminary Evidence from 8 years of Resilience Building*.

PAM. 2022o. *Resilience Approach Factsheet*.

PAM. 2022p. *Strategic Evaluation of WFP's Use of Technology in Constrained Environments*.

PAM. 2022q. *Synthesis of Evaluations Evaluation Series on Emergency School Feeding in the Democratic Republic of Congo, Lebanon, Niger and Syria (2015-2019)*.

PAM. 2022r. *WFP Resilience Activities in Niger - Investing in building resilient communities and systems*.

PAM. 2023. *Les programmes de résilience du PAM au Sahel servent de rempart contre l'instabilité et favorisent la paix et la cohésion sociale*.

PAM. 2023b. *Asset Impact Monitoring from Space Report Series. Niger 2023 Asset Detection (AD)*.

PAM. 2023c. *Asset Impact Monitoring from Space Report Series. Niger 2023 Landscape Contrast Indicator (LCI)*.

PAM. 2023d. *Asset Impact Monitoring from Space Report Series. Niger 2023 Landscape Impact Assessment (LIA)*.

PAM. 2023e. *Central Sahel Situation Report, August, September, October, November 2023*.

PAM. 2023f. *COMP 2023 - Niger - NE02*.

PAM. 2023g. *CSP Niger 2020-2024 Budget Revision 04*.

PAM. 2023h. *CSP Niger 2020-2024 Budget Revision 05*.

PAM. 2023i. *Evaluation of WFP's Policy on Building Resilience for Food Security and Nutrition*.

PAM. 2023j. *Evidence from WFP's Integrated Resilience Programme in the Sahel - Equipping Communities to Withstand Food Crises*.

PAM. 2023k. *Niger: Preliminary Analysis on the Impacts of the Political Crisis and Sanctions on Food Security and Markets*.

PAM. 2023l. *Niger Annual Country Report 2023 Country Strategic Plan 2020-2024*.

PAM. 2023m. *Niger Country Briefs, February, March, May, June, July 2023*.

PAM. 2023n. *Niger, Analyse satellitaire: Dynamique des surfaces cultivées en zones à accès limité*.

PAM. 2023o. *Niger, Resilience Learning in the Sahel - Impact Evaluation Baseline Report*.

PAM. 2023p. *Preliminary Resilience Evidence from Niger*.

PAM. 2023q. *WFP's Resilience Monitoring and Measurement (RMM) approaches in the Sahel*.

PAM. 2023r. *WFP-UNICEF-GIZ-Partnership funded by Germany (BMZ) for Resilience in the Sahel (2023-2027)*.

PAM. 2024a. *Central Sahel Situation Report, January 2024*.

PAM. 2024b. *Collective academics forces for a resilient Sahel - Sahel University Network (REUNIR) and WFP partner on human development and evidence generation building*.

PAM. 2024c. *COMP 2024 - Niger - NE02*.

PAM. 2024d. *CSP Niger 2020-2024 Budget Revision 06*.

PAM. 2024e. *Greening the Sahel - How WFP's integrated resilience programme generates climate solutions at scale*.

PAM. 2024f. *Le programme intégré de résilience du Sahel mis à l'échelle de 2023 à 2028*.

PAM. 2024g. *Niger Bulletin mensuel de suivi des marchés, Janvier 2024*.

PAM. 2024h. *Niger Bulletin mensuel de suivi des marchés, Février 2024*.

PAM. 2024i. *Niger Country Brief, January 2024*.

PAM. n.d.. *From fragile to fertile. Building more resilient food systems to reduce future humanitarian needs*.

PAM Niger. 2021. *Réponse soudure 2021 - Résultats de l'enquête PDM*.

PAM Niger. 2022a. *Enquête PDM SO4 Décembre 2021*.

PAM Niger. 2022b. *Résultats des PDMs des programmes de résilience, 2020 – 2021*.

PAM Niger. 2023a. *Programmes de Résilience (SO4) - Résultats des enquêtes PDMs Décembre 2022*.

PAM Niger. 2023b. *Rapport de suivi de la mise en œuvre des activités ("Process Monitoring") - Juillet-Septembre 2023*.

PAM Niger. 2023c. *Réponse Soudure 2023 (SO1) Résultats des enquêtes Baseline et Endline auprès ménages des bénéficiaires*.

PAM Niger. 2023d. *Les procédures standards opérationnelles relatives au mécanisme de retours d'informations de la communauté (CFM-Community Feedback Mechanism). Mise à jour du 29 Novembre 2023*.

PAM Niger. 2024a. *CERF Anticipatory Action Pilot, 2023 Endline report*.

PAM Niger. 2024b. *Résultats des enquêtes PDMs conduites auprès des bénéficiaires en novembre 2023*.

PAM Niger. 2024c. *Rapport de suivi de la mise en œuvre des activités ("Process Monitoring") - Octobre-Décembre 2023*.

PAM Niger, REM Africa. 2020. *Enquête Annuelle SO4 Résilience (PDM Sentinelle 2021)*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020a. *Economic and Market Impact analysis of COVID-19 on West and Central Africa*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020b. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 21-30 Avril 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020c. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 1-10 Juin 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020d. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 10-20 Juin 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020e. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 1-10 July 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020f. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 10-20 July 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020g. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 20-31 July 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020h. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 1-10 Mai 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020i. *West Africa Seasonal Monitor 2020 Season, 20-31 Mai 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar. 2020j. *West and Central Africa - WFP Regional Bureau Dakar Markets Update - Bulletin of June 2020*.

PAM Regional Bureau Dakar, United Nations Economic Commission for Africa. 2023. *POLICY BRIEF - Food insecurity and policy responses in West Africa: Targeted measures to mitigate impact and strengthen the resilience of vulnerable groups*.

PAM, Autorité de Développement Intégré de la région Liptako-Gourma. 2020. *Conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma*.

PAM, Banque mondiale. 2023. *Impacts socio-économiques de la crise politique, des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, et des perturbations dans les financements extérieurs au Niger*.

PAM, CEDEAO. 2021. *Suivi sur les Impacts de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest*.

PAM, FAO. 2020. *West and Central Africa Market Update for Agricultural & food products, July 2020*.

PAM, FAO, CEDEAO. n.d.. *Évaluation des risques et de l'impact de la crise russo-ukrainienne sur la production agricole dans la région de la CEDEAO*.

PAM, FAO, FEWS NET. 2020. *West and Central Africa - Market Update for Agricultural & food products - Bulletin of July 2020*.

PAM, FAO, FEWS NET. 2021. *West and Central Africa - Market situation in 2020 and 2021 outlooks - March 2021*.

PAM, FAO, FEWS NET. 2022a. *Afrique de l'ouest et du centre - Situation des marchés en 2021 et perspectives pour 2022*.

PAM, FAO, FEWS NET. 2022b. *West and Central Africa - Markets situation for 2022 first quarter (May—2022)*.

PAM, FAO, FEWS NET. 2023a. *West and Central Africa - Markets situation for 2023 first quarter (May—2023)*.

PAM, FAO, FEWS NET. 2023b. *West and Central Africa - Markets situation in 2022 and 2023 outlook (March—2023)*.

PAM, IFPRI. 2023. *Working Paper - Sahel Social Cohesion Research in Burkina Faso and Niger*.

PAM, UNHCR. 2023. *Mission d'évaluation conjointe (JAM) PAM-UNHCR auprès des populations réfugiées, déplacées internes et hôtes au Niger*.

PAM, UNICEF. 2023a. *All the right tracks. DELIVERING SHOCK-RESPONSIVE SOCIAL PROTECTION IN THE SAHEL: LEARNINGS FROM THE COVID-19 RESPONSE*.

PAM, UNICEF. 2023b. *Sahel & West Africa - Food Security and Nutrition Hotspot Analysis, April 2023*.

PAM, UNICEF. 2023c. *The challenge of coordination and inclusion: use of social registries and broader social protection information systems for capturing multiple vulnerabilities in West Africa*.

PAM, UNICEF, Government of Germany. n.d. *Annual Report - Responding to COVID-19 through Social Protection Systems in the Sahel - UNICEF and WFP 1 August 2020 – 31 July 2021*.

PAM, UNICEF, Government of Germany. n.d. *Responding to COVID-19 Pandemic through Social Protection Systems in the Sahel. Towards addressing the socioeconomic impacts of multiple shocks. A Joint Project between UNICEF and WFP August 2020 – December 2026.*

PAM, UNICEF, Government of Germany. n.d. *Responding to COVID-19 through Social Protection Systems in the Sahel - Semi-Annual Report August 2023 - January 2024 - Phase III: Towards Addressing the Socio-Economic Impacts of Multiple Shocks.*

PAM, UNICEF, Government of Germany. n.d. *Semi-annual Report - Responding to COVID-19 through Social Protection Systems in the Sahel - UNICEF and WFP 1 August 2020 – 31 January 2022.*

PNUDD. 2024. *Indice d'inégalité de genre.*

Réseau National des Chambres de Commerce et d'Agriculture du Niger. 2010. *Céréales/Place Niger.*

Samuel Hall. 2021. *Analyse rapide de genre sur le Niger.*

SNU Niger. 2021. *Rapport de résultats pays 2020.*

SNU Niger. 2022a. *UNDAF Niger - 2017-2022 Evaluation Management Response.*

SNU Niger. 2022b. *Version préliminaire de l'évaluation finale du plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2019 2021 du système des nations unies (SNU) au Niger.*

SNU Niger. 2023a. *Rapport annuel des résultats de l'équipe pays des Nations Unies – Niger.*

SNU Niger. (2023b). *Mise à jour de l'analyse commune pays du Niger 2023.*

SNU Niger. n.d. *Analyse commune de pays (CCA) du Système des Nations Unies au Niger.*

SNU Niger. n.d. *Plan cadre des Nations Unies d'assistance au développement (UNDAF) 2019-2021.*

SNU Niger. n.d. *Niger Plan Cadre de Coopération Des Nations Unies 2023-2027.*

SNU Niger. n.d. *Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement durable du Niger (2023-2027) Feuille de route.*

Spotlight. 2021. *Rapport initiative Spotlight.*

UNAIDS. 2022. *Niger: Providing cash transfers for vulnerable people living with HIV and key populations.*

UNCHR. 2020. *Population of Concern.*

UNCHR. 2022. *Annual Results Report Niger.*

UNCHR. 2024. *Population of Concern.*

UNCT Niger. 2023. *UNCT-SWAP GENDER EQUALITY SCORECARD - ANNUAL PROGRESS ASSESSMENT REPORT AND ACTION PLAN.*

UNDG. 2017. *UNDAF Guidance.*

UNDG. 2019. *UNSDG DTF report.*

UNDP. 2016. *From the MDGs to Sustainable Development for All: Lessons from 15 years of practice.*

UNICEF. 2024. *Stratégie EAH-Nutrition au Niger.*

DOCUMENTS MIS À DISPOSITION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION PAR LE PAM DANS LA BIBLIOTHÈQUE DU PAM

Autres documents disponibles dans la bibliothèque électronique

Process Guide

2020 WFP editorial guidelines

Country Strategic Plan Evaluations (CSPEs) Inception Reports - Compendium of good data visualization and analyses

CSPE Guidance for Process and Content

Directives éditoriales françaises, 2001

01. Technical Notes

Technical Note Integration of Disability Inclusion in Evaluation

Technical Note Integration of Disability Inclusion in Evaluation FR final Feb 2023

TN Efficiency in CSPEs - final draft August 2021

TN Evaluation Matrix Final French Nov 2020

TN Evaluation Matrix final Nov 2020

TN Evaluation Questions and Criteria Final Jan 2021

TN Evaluation Recommendations Final Aug 2023

TN Glossary of Terms April 2021

TN Integrating Gender in WFP Evaluations

TN Stakeholder Analysis Final French Nov 2020

TN Stakeholder Analysis Final Nov 2020

02. Templates

CEQAS CSPE - Inception report template French

03. Checklists

Evaluation Report Quality checklist

Inception Report Quality checklist

Preparation

01. Inception

Niger_CSPE_Inception data session_May 2024

Niger CSPE_Inception Briefings

Documents from inception interviews

National policies, frameworks, plans and statistics

2012_Gov RECENSEMENT

2015_Women economic empowerment strategy

Tableau des Ressources du Plan Cadre de Coopération

UNSDG, SDG Primer Companion Piece

WFP Interventions in Niger

Joint Programme in Gender

01. Operations

1) T-ICSP 2019

CPB, LoS, Resource Situation, Risk Statement, Budget Revisions, ACRs

2) CSP 2020-2025

CPB, LoS, Resource Situation, Risk Statement, Budget Revisions, ACRs

3) EMOP 200438 (2015)

4) PRRO 200583 (2015 - 2016)

5) SO 200792 (2015 - 2018)

6) EMOP 200777 (2015 - 2018)

7) PRRO 200961 (2017 - 2018)

8) IR-PREP (2018)

02. Assessment Reports

2021-08 Monitoring report on the impacts of COVID-19 in West Africa

2022 Assessment of the risks and impact of the Russian-Ukrainian agricultural production in the ECOWAS region

03. Monitoring & Reporting

NER - APP - MYR - 2022

NER - APP - PLAN - 2020

NER - APP - PLAN - 2021

NER - APP - PLAN - 2022

NER - RR - MYR - 2022

NER - RR - PLAN - 2020

NER - RR - PLAN - 2021

NER - RR - PLAN - 2022

04. Situation Reports

1) Country Briefs

WFP Niger Country Briefs, 2019 to 2024

05. Evaluations, Reviews, Audit, Operational Research

External Documents

2024-01 AVI Point sur la situation alimentaire au Sahel (PSA) Bulletin mensuel d'information sur le prix des céréales Niger - Mali - Burkina Faso - Suivi de campagne n° 273 - janvier 2024

01. OCHA

2021-08 OCHA Niger Rapport de situation, 1 août 2021

2021-08 OCHA Niger Inondations & Flambées de Choléra Flash Update #1

2021-09 OCHA Niger Rapport de situation, 8 sept

2021-10 OCHA Niger Rapport de situation, 1 octobre 2021

2022-05 OCHA Niger - Mouvements de populations dans la région de Tillabéri zone frontalière avec le

Burkina Faso Situation au 20 mai 2022 Flash Update # 1

2022-05 OCHA Niger Rapport de situation, 1 mai 2022

2022-08 OCHA Niger - Bilan des inondations au Niger Flash Update # 1

2022-08 OCHA Niger - Bilan des inondations au Niger Flash Update # 2

02. IOM

2021-01 IOM Rapport sur le Suivi des Flux de Populations Dashboard #43

2021-02 IOM Rapport sur le Suivi des Flux de Populations Dashboard #44

2021-03 IOM Rapport sur le Suivi des Flux de Populations Dashboard #45

2021-04 IOM Rapport sur le Suivi des Flux de Populations Dashboard #46

2021-07 IOM Rapport sur le Suivi des Flux de Populations Dashboard #49

2022-05 IOM Rapport sur le Suivi des Flux de Populations Dashboard #59

2022-09 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°63

2022-11 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°65

2022-12 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°66

2023-01 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°67

2023-02 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°68

2023-12 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°71

2024-01 IOM Niger - Suivi des flux de populations Rapport N°72

03. UNICEF

2020 CEF IYCF-Programming-COVID19-Brief

04. Food Security Information Network (FSIN)

2021 FC-FSIN 2021 Global Report on Food Crises

05. Centre of Competence on Humanitarian Negotiation (CCHN)

2019 CCHN Case Study on Access and Delivery of Assistance in an IDP Camp

2019 CCHN Case Study on Planning a Vaccination Campaign in a Conflict Area

2019 CCHN Field Manual on Frontline Humanitarian Negotiation

WFP Corporate Documents

Access, Protection & AAP

Analysis, assessment and monitoring activities

COMET

Anti-fraud and anti-corruption

Cash-Based Transfers

Climate adaptation and risk management activities

Country Capacity Strengthening

CCS Toolkit 1

CCS Toolkit 2

COVID-19

Emergency

Environment
Gender
Human Resources
Humanitarian Access & Principles
Nutrition
Fill the Nutrient Gap
HIV and AIDS
Partnerships
Peacebuilding
Resilience
Risk Management
School Based Programming
South South and Triangular Cooperation Evaluation
Supply chain
Triple Nexus

01. WFP Policies and Strategies

2008 WFP Cash & voucher Policy
2010 WFP HIV and AIDS Policy
2011 WFP Cash & voucher Policy update
2012 WFP Update of WFP's Safety Nets Policy
2013 WFP School Feeding Revised Policy
2013 WFP's role in Peacebuilding in transition setting Policy
2015 WFP South South and Triangular Cooperation Policy
2017 WFP Nutrition Policy
2017 WFP Environmental Policy
2019 Local and Regional food procurement policy
2020 WFP Protection and Accountability Policy
2021 WFP People Policy
2021 WFP Revised anti-fraud and anti-corruption policy
2022 WFP Gender policy
2022 WFP Evaluation Policy

02. WFP Strategic Plans

WFP Strategic Plan (2017-2021)
WFP Strategic Plan (2022-2025)

03. WFP Management Plans

2015 WFP ManagementPlan 2016-2018
2016 WFP ManagementPlan 2017-2019
2017 WFP ManagementPlan 2018- 2020

2018 WFP Management Plan 2019–2021
2019 WFP Management Plan 2020-2022
2020 WFP Management Plan 2021-2023
2022 WFP Management Plan 2023-2025

04. Annual Performance Reports

2019 Beyond APR Snapshot Series Digital
2019 Beyond APR Snapshot Series QCPR
2019 Beyond APR Snapshot Series SSTC
2019 WFP Annual Performance Report
2020 WFP Annual Performance Report
2020 WFP APR dashboard
2021 WFP Annual Performance Report

Regional Bureau for Western Africa Repository

01. Regional evaluation strategy

02. WFP Central Sahel Situation Reports

CENTRAL SAHEL External Situation Report 4 December 2020
CENTRAL SAHEL Situation Report 1 June 2020
Central Sahel Situation Report 16 April 2020
WFP Central Sahel External Situation Report 25 June 2021
WFP Central Sahel Regional Situation Report March 2020
WFP Central Sahel Situation Report - April 2021
WFP Central Sahel Situation Report - July 2021
WFP Central Sahel Situation Report (20 January 2020)
WFP Central Sahel Situation Report (7 December 2021)
WFP CENTRAL SAHEL Situation Report 15 May 2020
WFP Central Sahel Situation Report 17 February 2021
WFP Central Sahel Situation Report 27 August 2021
WFP Central Sahel Situation Report 31 October 2021
WFP Central Sahel Situation Report 7 September 2020

- 03. CBT
- 04. School Feeding
- 05. EPR
- 06. RLU

Data

01. Beneficiaries

CM-A003 Actuals - Beneficiaries - Detailed (monthly) v3.6 Extracted on 8 May 2024
CM-P013 CSP beneficiary table1 by SO Activity and Modality v2.7 Extracted on 7 May 2024
CM-R001b – Annual Country Beneficiaries (CSP) v1.5 Extracted on 7 May 2024
CM-R002b – Annual Beneficiaries by Strategic Outcome, Activity and Modality (CSP) v1.1 Extracted on 7 May 2024
CM-R020 - Adj Pars & Bens by Act Tag, Ben Grp, Gender, Age Grp v1.3 Extracted on 7 May 2024
CM-R023 - Actual Beneficiary Adjustment CSP PROGRAMME AREA v1.2 Extracted on 7 May 2024
CM-R025 - Actual Beneficiary Adjustment COUNTRY PROGRAMME AREA v1.1 Extracted on 7 May 2024

CM-R030 - Actual Beneficiary Adjustment OUTPUT (FREE-TEXT) - Tag V1.0 Extracted on 7 May 2024

02. Transfers

CM-R014 Food and CBT v2.2 Extracted on 7 May 2024

7.4 Outcome Indicators

CM-L008b - CRF Outcome Indicator Values v1.05 Extracted on 21 May 2024

03. Output Indicators

CM-R008 – Output Indicators (CSP) v2.2-Year 2019 Extracted on 21 May 2024

CM-R008 – Output Indicators (CSP) v2.2-Year 2020 Extracted on 21 May 2024

CM-R008 – Output Indicators (CSP) v2.2-Year 2021 Extracted on 21 May 2025

CM-R008 – Output Indicators (CSP) v2.2-Year 2022 Extracted on 21 May 2025

CM-R008 – Output Indicators (CSP) v2.2-Year 2023 Extracted on 21 May 2025

04. Cross-cutting Indicators

CM-L009 - CRF Cross Cutting Indicators (fixed dates) v1.01 Extracted on 21 May 2024

05. Funding and Budget

EV CPB Resources Overview Extracted on 21 May 2024

06. IRM Analytics

ACR1-A - Standard Country Report v35 NE01 as of December 2019

ACR1-A - Standard Country Report v35 NE02 as of December 2023

ACR5-A - Annual Country Report (CRF 2022-2025) v17 Year 2022

ACR5-A - Annual Country Report (CRF 2022-2025) v17 Year 2023

ACR5-A - Annual Country Report v16 Year 2019

ACR5-A - Annual Country Report v16 Year 2020

ACR5-A - Annual Country Report v16 Year 2021

ACR6A - Service Provision NDG by CSP v01 as of December 2023

CPB Plan vs Actuals Report v2.1 NE01 Extracted on 21 May 2024

CPB Plan vs Actuals Report v2.1 NE02 Extracted on 21 May 2024

07. FACTORY

CPB Grant Balances Report v3.1 Extracted on 21 May 2024

CPB RS4 Extracted on 21 May 2024-pdf

CPB RS4 Extracted on 21 May 2024-Excel

Distribution Contribution and Forecast Stats 2024-05-20

Annexe 14 – Acronymes

3N	“Les Nigériens Nourrissent les Nigériens”
AAP	redevabilité envers les populations affectées (<i>Accountability to Affected Populations</i>)
ACR	rapport annuel de pays (<i>Annual Country Report</i>)
AFD	Agence française de développement
BBGE	Breaking Barriers to Girls’ Education
BMZ	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement allemand (<i>Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung</i>)
BP	Bureau de pays
CA	Conseil d’administration
CAD	Comité d’aide au développement
CCA	cellule Crise alimentaire
CDN	contribution déterminée au niveau national
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CFA	Communauté financière africaine
CH	Cadre harmonisé
CNSP	Conseil national pour la sauvegarde de la patrie
CSI	centre de santé intégré
DIME	évaluation d’impact sur le développement de la Banque mondiale (<i>development impact evaluation</i>)
DNPGCA	Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
EDS	effets directs stratégiques
EE	équipe d’évaluation
EPCI	Emergency Preparedness Capacity Index
ETC	cluster Télécommunications d’urgence (<i>Emergency Telecommunications Cluster</i>)
FAO	Organisation pour l’Alimentation et l’Agriculture (<i>Food and Agriculture Organization</i>)
FARN	foyers d’apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle

FFA	assistance alimentaire pour la création d'actifs (<i>Food Assistance for Assets</i>)
FGD	discussion de groupe (<i>Focus Group Discussion</i>)
FLA	accord de partenariat sur le terrain (<i>Field Level Agreement</i>)
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FOPAT	fortification de produits alimentaires transformés
GCMF	Global Commodity Management Facility
GIZ	Agence pour la coopération internationale allemande (<i>deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit</i>)
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative 3N
HACP	Haute autorité à la consolidation de la paix
HCR	Haut-Commissariat pour les réfugiés
HEA	Household Economy Approach
HGSF	Alimentation scolaire à base de produits locaux (<i>Home-Grown School Feeding</i>)
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (<i>Integrated Food Security Phase Classification</i>)
KII	entretien avec des informateurs clés (<i>Key Informant Interviews</i>)
MAG	malnutrition aiguë globale
MAM	malnutrition aiguë modérée
MC	malnutrition chronique
MoU	mémoire d'accord (<i>Memorandum of Understanding</i>)
NASA	National Aeronautics and Space Administration
PBB	Plan basé sur les besoins
NTIC	nouvelles technologies de l'information et de la communication
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>)
ODD	objectif de développement durable
OEV	Bureau d'évaluation du PAM (<i>Office of Evaluation</i>)

OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PASEC	Projet d'appui à l'agriculture sensible aux risques climatiques
PC	Partenaire coopérant
PCC	Plan-cadre de coopération de Nations Unies pour le développement durable
PCP	planification communautaire participative
PDES	Plan de développement économique et social
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PDM	rapport de suivi post-distribution (<i>Post Distribution Monitoring</i>)
PIB	produit intérieur brut
PNEDD	Plan national de l'environnement pour un développement durable
PNG	Politique nationale de genre
PNUAD	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour l'aide au développement
PRSP	Programme de résilience pour la sauvegarde de la patrie
PSEA	prévention des abus et de l'exploitation sexuels (<i>Protection from Sexual Exploitation and Abuse</i>)
PSME	programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence
PSP	Plan stratégique de pays
PSP-T	Plan stratégique de pays transitoire
QE	question d'évaluation
RAM	recherche, évaluation et suivi (<i>Research, Assessment & Monitoring</i>)
RB	révision budgétaire
RE	rapport d'évaluation
RISE	Resilience In the Sahel Enhanced
RMS	Système de suivi à distance (<i>Remote Monitoring System</i>)
RNA	régénération naturelle assistée
RNU	Registre national unifié

RRM	Mécanisme de réponse rapide
SAMS	soutien à l'accès aux marchés des petits exploitants agricoles (<i>Smallholder Agricultural Market Support</i>)
SAP	Système d'alerte précoce
SCA	score de consommation alimentaire
SIMA	Système d'information sur les marchés agricoles
TdC	théorie du changement
TdR	termes de référence
TPM	suivi par des tiers (<i>Third Party Monitoring</i>)
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (<i>United Nations Humanitarian Air Services</i>)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (<i>United Nations Children's Fund</i>)
UNISS	Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (<i>United Nations integrated strategy for the Sahel</i>)
UNSP	Plan d'appui des Nations Unies au Sahel (<i>United Nations Support Plan for the Sahel</i>)
USAID	United States Agency for International Development
VBG	violences basées sur le genre
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
WASH	eau, assainissement et hygiène (<i>Water, Sanitation and Hygiene</i>)

Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie Tél.: +39 06 65131

wfp.org/independent-evaluation